



Le virage du PC portugais

« Voter pour un candidat ne signifie pas l'appuyer. » Cette formule étrange employée par M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du Parti communiste portugais, pour annoncer son soutien à la candidature de M. Mario Soares au second tour de l'élection présidentielle du 16 février prochain, traduit bien son embarras.

Ce n'est pas de gaieté de cœur, en effet, que le PCP appelle à voter pour le candidat du Parti socialiste. Mais l'échec subi au premier tour par M. Salgado Zenha, ancien numéro deux du PS, soutenu conjointement par le président Ramalho Eanes et diverses formations d'extrême gauche, dont le Parti communiste, avait placé ce dernier devant un choix difficile.

Pendant toute la campagne pour le premier tour, la propagande du parti a attaqué avec la même violence le candidat conservateur, M. Freitas do Amaral, et M. Soares, qualifiés tous deux de « représentants de la droite ». Et M. Alvaro Cunhal lui-même s'insurgeait lorsqu'on tentait de présenter M. Soares comme un modéré mal.

Tout séparé en effet ces deux hommes qui ont pourtant lutté l'un et l'autre contre le régime salazariste dans la clandestinité. Au lendemain de la « révolution des œillets », en avril 1974, le dirigeant socialiste s'est employé avec toute son énergie à contenir l'accession au pouvoir d'un Parti communiste qui avait la faveur de certains militaires portés à la tête du pays par le coup d'Etat du 25 avril. Depuis, le conflit ouvert entre communistes et socialistes a été l'une des constantes de la vie politique portugaise.

Il existe aujourd'hui une incompatibilité d'humeur totale entre un PC très prosoviétique et un PS tranquillement atlantiste, entre un Mario Soares principal artisan de l'entrée du Portugal dans la CEE et un Alvaro Cunhal qui a fermement combattu l'adhésion. En politique intérieure, les points de friction n'ont pas manqué : opposition de M. Soares à l'unité syndicale souhaitée par les communistes, affrontements sur la rigueur économique pratiquée par le dirigeant socialiste alors qu'il était premier ministre.

La logique eût donc été que le PC adoptât pour le second tour de l'élection présidentielle l'attitude qui fut naguère celle du Parti communiste français dans le duel opposant, en 1969, M. Georges Pompidou à M. Poher : l'appel à l'abstention.

Deux considérations ont fait pencher la balance vers un soutien sans enthousiasme à M. Mario Soares. Tout d'abord le PC se refuse à porter devant l'histoire la responsabilité, même indirecte, de l'élection au palais de Belem de M. Freitas do Amaral, qualifié par lui de « représentant de la droite fascisante ».

Il n'aurait pas été certain, enfin, que l'électorat communiste, habituellement très discipliné, suive la direction du parti dans sa retraite sur l'Aventin, d'autant plus que le Mouvement démocratique portugais, allié du PC au sein de l'Alliance du peuple uni, avait d'ores et déjà pris position en faveur de M. Soares.

Peut-être M. Alvaro Cunhal a-t-il aussi médité sur le destin de certains partis frères d'Europe occidentale qui s'efforcent, eux aussi, de sortir de la spirale de l'isolement et du déclin.

A LA RENCONTRE DE 12 MILLIONS DE CATHOLIQUES

Le pape se rend en Inde pour un voyage-marathon

Jean-Paul II est attendu samedi 1^{er} février, à 10 heures, heure locale, à New-Delhi, première étape d'un voyage en Inde au cours duquel il visitera quatorze grandes villes en dix jours. Son arrivée dans un pays où la minorité catholique compte 12 millions de personnes a été précédée d'une campagne de groupes hindous hostiles au pape.

De notre correspondant

Rome. — De Delhi à Madras, de l'Assam (à l'extrême nord-est) au Kerala (à l'extrême sud-ouest), en passant par Calcutta (la « porte orientale ») et Bombay (la « porte occidentale »), c'est un véritable marathon à travers l'Inde auquel va se livrer Jean-Paul II dix jours durant, du 1^{er} au 10 février.

Dire que ce vingt-neuvième voyage à l'étranger ne fera qu'effleurer le sous-continent n'est pas seulement une grossière évidence. Legs de l'histoire, le christianisme ne s'est implanté qu'aux marges de cet énorme pays, sur les côtes, celle de l'ouest surtout, par où sont arrivés les navires des évangélistes, ainsi que dans l'extrême nord-est, où des populations animistes un peu oubliées des hommes ont, elles aussi, plus récemment, été sensibles au message de l'Evangile.

« Voyage pastoral », assurément : le chef de l'Eglise catholique romaine va à la rencontre de ses quelque douze millions d'ouailles indiennes : une goutte d'eau dans la mer humaine du

sous-continent, mais on pourrait dire aussi un levain dans la pâte, tant il est vrai que l'importance sociale de cette communauté est supérieure au 1,7 % de la population qu'elle représente. Communauté de surcroît en « plein élan missionnaire », selon le mot du cardinal Simon Louisamy, préfet de la Congrégation des Eglises orientales, qui a présenté les principaux traits du prochain déplacement pontifical.

C'est, en effet, un des paradoxes de ce fragment de la catholicité : longtemps « objet de missions » par excellence (c'est essentiellement pour l'Inde que fut créée, en 1622, la Sacrée Congrégation pour la propagation de la foi), elle est devenue à ce point objet de l'histoire spirituelle mondiale que l'on voit aujourd'hui des prêtres et des religieuses de l'Inde en action aux quatre coins de la planète et particulièrement dans la vieille Europe. Les deux tiers des jésuites, en cours de formation, sont originaires du sous-continent.

JEAN-PIERRE CLERIC.

(Lire la suite page 5.)

BONNES FEUILLES

M. François Mitterrand et la politique extérieure

M. Mitterrand publie, ce jeudi 30 janvier, chez Fayard *Réflexions sur la politique extérieure de la France*. Cet ouvrage de 442 pages se voulait, à l'origine, un recueil des principaux discours de politi-

que étrangers prononcés par M. Mitterrand depuis 1981 ; le président n'en avait, initialement, qu'à écrire une préface d'une quinzaine de pages. En fait, c'est un véritable essai de 135 pages qu'il a finalement

révisé. Une défense et illustration de sa politique, qui va sans doute trouver un large écho dans l'actuel débat électoral. Ce sont de très larges extraits de ce texte que nous publions.

La politique extérieure de la France s'ordonne autour de quelques idées simples : l'indépendance nationale, l'équilibre des blocs militaires dans le monde, la construction de l'Europe, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le développement des pays pauvres. Les textes réunis dans ce livre en feront apparaître la trame et la raison des choix qu'elles ont inspirés. On y relèvera à la fois la trace continue du sillon, creusé par le destin bienôt millénaire de la plus ancienne nation d'Europe, et la marque particulière qu'imprime à la vie d'un peuple celui qui le conduit.

J'ai rencontré sur ce terrain, depuis le premier jour, l'adhésion du plus grand nombre des Français. On sait pourtant que la place que notre pays occupe dans le monde est mieux reconnue à l'extérieur de nos frontières qu'au dedans. C'est une constante de notre Histoire. Certains de nos compatriotes qu'habite une agitation singulière se sentent Espagnols ou brûlent pour l'Angleterre en oubliant d'être Français. D'autres plantent leurs oriflammes et campent à jamais sur des lignes Maginot où se terre, pour survivre, une patrie imaginaire.

Dédaignons les collaborateurs. Négligeons les moines ligueurs. J'attache, en revanche, de l'importance aux observations de mes censeurs quand je sens qu'ils cherchent, comme moi, en passant par d'autres chemins, comment le mieux servir l'intérêt national. Bref, mes contradicteurs, lorsqu'ils sont sérieux, m'intéressent. Ils me permettent cependant de leur dire que je les vois trop souvent chausser des verres grossissants pour isoler un fait de ceux qui le précèdent et de ceux qui le suivent, au point de se priver de toute vue d'ensemble.

L'UNITÉ D'UNE DÉMARCHE

Je souhaite, par ces textes, les convaincre de l'unité d'une démarche qui exprime de bout en bout l'ambition que, d'instinct, de passion, de raison, je nourris pour la France. Aussi loin que remontent mes origines, je suis né d'elle et de l'une de ses provinces, et j'en tire fierté tout en m'émerveillant du renouvellement permanent que lui valent les immigrations successives auxquelles elle doit une part de sa grandeur.

(Lire la suite page 2.)

UN SONDAGE SUR LES CONNAISSANCES LITTÉRAIRES DES FRANÇAIS

Pauvre Molière, pauvre Musset...

Numéro deux français de la vente de livres par correspondance, Le Grand Livre du mois a commandé à la SOFRES un sondage sur les connaissances littéraires de nos compatriotes (1). Il ne permet guère de parler : les Français sont au-dessous de la moyenne. 32 % d'entre eux se contentent d'attribuer à Molière le célèbre « cachez ce sein que je ne saurais voir », 8 % à Musset, 7 % à Stendhal...

Les sondeurs de la SOFRES ne manquent pas d'humour. Chargés d'apprécier ce que nous savons et ignorons de la vie littéraire, ils ont choisi de jouer plutôt que de soumettre leur échantillon à un véritable examen scolaire. Cela retire peut-être un peu de sérieux et de profondeur à leur investigation, mais lui apporte en revanche beaucoup de piquant. Sans compter de jolis effets de surprise.

C'est ainsi qu'à la question « Un seul de ces écrivains n'est pas une femme, lequel ? » où l'on proposait les noms de Duras, Sarraute, Derrida, Céline (joli prénom féminin), Bourin et Triolet, 35 % seulement ont attribué à l'auteur du *Voyage au bout de la nuit* le sexe masculin, 45 % avaient leur ignorance.

C'est ainsi encore que, malgré tous les battages médiatiques, 31 % des personnes interrogées attribuent

le Goncourt de cette année à Yann Queffelec plutôt qu'à quatre autres écrivains proposés, 47 % avaient leur ignorance et 10 % accordaient la récompense à Bernard-Henri Lévy — 17 % chez les employés, — ce qui révèle un solide impact publicitaire.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 16.)

(1) Sondage réalisé sur un échantillon national représentatif de mille personnes.

Le Monde

DES LIVRES

- Mémoires : les mystères de Boileau-Narcejac.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 15 à 19

Challenger : le Pentagone inquiet

Le département de la défense craint que l'explosion de la navette ne retarde les recherches sur l'IDS.

PAGE 14

Les Palestiniens au Sud-Liban

Divisés en factions, mais réunis pour combattre.

PAGE 6

Le trafic maritime avec l'URSS

Paris s'apprête à dénoncer l'accord conclu en 1967.

PAGE 28

Les élections à Nice

Le combat séparatiste de M. Médecin.

PAGE 11

« Secret honor » de Robert Altman

Un Nixon shakespearien.

PAGE 22

La mission de Michel Hidalgo

Le directeur technique national du football calme le jeu.

PAGE 27

Conférence sur la forêt

Paris propose d'accroître l'aide à l'Afrique.

PAGE 30

Idees : Bonnes feuilles : M. Mitterrand et la politique extérieure (21) • Etranger (3 à 7) • Politique (9 à 13) • Société (14 et 20) • Culture (22 et 23) • Communication (27) • Economie (28 à 31)

Echecs (26) • Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (25 et 26) • Carnet (28) • Annonces classées (29)

idées

M. Mitterrand et la politique extérieure

(Suite de la première page.)

De cette unité je prendrai un exemple, pour commencer. On se souvient sans doute qu'en 1983 j'ai approuvé l'installation, en Allemagne fédérale, des fusées américaines Pershing-2. Cela m'a valu d'être accusé d'atlantisme, sous-entendu, de soumission aux desseins de M. Reagan. L'imputation avait ceci de pittoresque qu'elle émanait non pas de la direction du Parti communiste, alors associée au gouvernement de Pierre Mauroy, mais des milieux conservateurs. L'atlantisme comme péché ! Voilà, pensais-je, Taruffe qui se confesse.

NECESSITÉ DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Cela ne pouvait me gêner. Mon vote favorable à l'Alliance atlantique, il y a bientôt quarante ans, me satisfait toujours. Indemne de toute obsession antisoviétique, je continue de croire que le pire danger pour nous, comme pour nos voisins d'Europe occidentale, serait présentement que l'Amérique s'éloignât des rives de notre continent. Réflexion qui n'altère en rien mes réserves sur divers aspects de la politique des Etats-Unis. J'ai naguère signifié mon désaccord sur l'intervention américaine au Salvador et au Nicaragua. Je m'en étais ouvert au président Reagan, rencontré pour la première fois au sommet d'Osaka, en juillet 1981, et n'ai pas manqué, par la suite, de le lui répéter. Rappelons ici les termes d'un dialogue aujourd'hui public et que j'ai porté sur diverses tribunes, y compris celle du Congrès américain.

DÉBAT AVEC RONALD REAGAN

J'exprimai à Ronald Reagan ma conviction que les intrusions de son gouvernement en Amérique centrale entretenaient un tragique contresens, que les peuples de cette région luttent pour une double libération, économique et politique, qu'ils étaient en droit d'attendre de l'Occident qu'il les comprît et les aidât au nom même de sa morale et de sa propre histoire, et que le plus sûr moyen de frayer la route au communisme était de conduire les mouvements révolutionnaires à quitter à Moscou l'argent et les armes dont ils avaient besoin, avant que n'arrive, par la même route, les idées. Pour lui, le communisme sous-entendait la révolution. S'il l'emportait, l'ennemi se propagerait selon les règles d'une stratégie mûrie depuis Lénine. Les Etats-Unis ne pouvaient accepter pareille menace à leur porte. Pour n'avoir pas agi à temps, l'affrontement prendrait une telle ampleur que la paix dans le monde en serait compromise.

Je reviens sur ce débat. Mais j'observe qu'en France les milieux d'opposition, que semble choquer le fait qu'on puisse ici prouver et là désapprouver notre puissance et aliéner, dénoncent comme une contradiction ce qui constitue à mes yeux la cohérence même de notre politique extérieure.

QUEL SCANDALE ?

Quoi ? Ne pouvait-on sans scandale résister à la fois le surarmement soviétique et l'intervention américaine ? La France devait-elle se borner à calquer ses choix sur ceux d'un maître ou d'un modèle et renoncer à être ce que les siècles ont fait d'elle ? Cette légèreté me surprend. Il était pourtant aisé de comprendre que, dans l'un et dans l'autre cas, il s'agissait pour moi, par le rappel de deux principes de notre politique extérieure, l'équilibre entre les deux blocs, seul garant de la paix, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, son fondement d'une société de droit, d'en affirmer un troisième : l'indépendance de la France.

L'INDÉPENDANCE NATIONALE

A peine écrit - et il l'est ici pour la deuxième fois - ce mot détonne. Que signifie l'indépendance en 1986 ? L'attachement au passé ? Un orgueil perdu de saison ? Une vérité pour demain ? Quiconque jette un regard attentif sur le monde contemporain constate la solidarité qui se nouent, les frontières qui s'ouvrent, les langues qui s'unifient, les intérêts qui s'interpénètrent, les migrations qui s'engrènent, les empires qui se forment. A cette échelle, la séparation, cette recherche d'identité d'autant plus obstinée que le mouvement des sociétés humaines charrie la confusion, ne se distingue guère plus qu'un flot dans la brume. Chaque jour ce sont des dépendances, les servitudes voulues ou obligées, les grands ensembles qui gagnent du terrain sur le quant-à-soi des rebelles. S'il m'arrive, pour la France, de m'en inquiéter, de redouter cette attraction, je la désire aussi : l'une des idées simples que j'évoquais dès les premiers mots de cette présentation n'est-elle pas l'Europe, ce dépassement de l'histoire que j'ap-

pelle de mes vœux ? Je dirai plus loin en quoi j'estime complémentaires l'indépendance de la France et la construction de l'Europe. Ce sera la grande affaire de la génération qui vient que d'harmoniser cette double démarche. Mais que nul ne croie un paradoxe si je place au cœur de notre indépendance nationale. C'est qu'elle reste un levier puissant, déterminant, un instrument moderne, et non pas obsolète, de l'action dans le monde d'un pays comme le nôtre.

TOUJOURS YALTA

La France n'est pas un phare éteint, comme le pensent trop de responsables - et si peu responsables - de nos affaires publiques, qui oublient de parler leur langue dans les enceintes internationales, qui s'accommodent de l'absorption des centres vives de notre économie par le capitalisme étranger, et pour qui la (fausse) sagesse est de faire acte d'allégeance à la loi des empires. Nous vivons à l'heure de Yalta. Cette réalité nous dicte la hiérarchie de nos devoirs et de nos intérêts. Le plus important est de préserver, face aux deux grandes puissances qui se partagent l'Europe, ce continent qui est le nôtre, l'aptitude à rester soi-même. On n'y parviendra qu'en puisant force et confiance dans nos traditions, notre culture, et en examinant avec nos voisins la façon de mettre en commun nos atouts.

Eternelle dialectique. Dans le temps où s'accroît le mouvement qui pousse les peuples à s'assembler sous la conduite des plus forts, une poussée contraire les incite à cultiver la différence, à perpétuer en eux l'unique. Cela mène sans doute à des luttes inévitables, sans fin, du type de celle qui oppose Juifs et Palestiniens, deux peuples, deux histoires, deux lieux pour une seule terre ; qui déchire le Liban, où un creux dans la montagne, une rue dans la ville, la borne d'un champ dans la plaine, tracent des frontières de sang moins franchissables que la mer.

PRÉSERVER L'UNIQUE

Mais on ne peut limiter là l'explication, et reprocher sans chercher dans les racines de l'être les causes de cet enchevêtrement. Voyez la longue théorie des peuples que défient la violence et la mort plutôt que de perdre et leur terre et leur âme, la résistance hier devant Hitler, non point seulement par conviction politique mais aussi par la conscience profonde, philosophique en somme, qu'il n'y a de salut que dans l'irré-

ductible. Non, le patriotisme n'est pas mort ! Il a même de beaux réveils. Le peuple français a connu et surmonté trop d'épreuves pour que son patriotisme ne l'emporte pas, chaque fois qu'il est nécessaire, sur le doute où il se complait. Mais, pris comme les autres de son voisinage dans les contradictions du siècle, assailli par la vision des masses humaines dont le poids déplace aux horizons du Pacifique les centres traditionnels de la puissance, déshabitué de décider pour le reste du monde, il hésite entre deux vertiges, celui du repli sur soi et celui de l'oubli de soi. Pour ceux qui le dirigent, difficile est la tâche de mesurer au plus près la part à concéder et la part du refus. On se défie, en tout cas, des concepts et des mots reçus. Ainsi en va-t-il de la souveraineté.

Depuis le début du siècle, les renoncements de la France aux attributs de sa souveraineté ne se comptent plus. C'est à Bruxelles que sont arrêtés les objectifs de la politique agricole, à La Haye que sont jugés les procès internationaux où nos intérêts sont en cause, à Luxembourg que sont tranchés les conflits internes à la Communauté. Le GATT engage notre commerce, le SME intervient dans la gestion de notre monnaie, la Communauté dans la fixation de nos zones de pêche et des normes de pollution de nos automobiles, et nous adhérons à des conventions de toutes sortes sur lesquelles nul ne songe à revenir. Je me réjouis de ce que, sur notre planète rétrécie, s'élargisse le champ du contrat. (...)

LES CHAMPS DE BATAILLE MODERNES

Là sont les véritables champs de bataille modernes. Quand je souhais que les pays et les entreprises d'Europe occidentale s'associent pour inventer, construire et vendre (et je m'y emploie par des initiatives comme « Euréka »), je n'en pense pas moins qu'un tel projet, qui demanderait temps et patience, dépend de la vitalité de l'industrie française. Quelle se laisse absorber par les grands cartels internationaux et c'en sera fini des obstacles européens. La réussite de l'Europe suppose la réussite de la France. Quiconque en a la conviction s'élèvera de l'indifférence du pouvoir d'avant 81 pour un pareil enjeu. Il est vrai qu'il pourra plaider l'indifférence encore plus surprenante des dirigeants et actionnaires des entreprises elles-mêmes. Songez qu'en sept ans - de 1974 à 1981, - les actionnaires

de six sociétés (Bull, Thomson, Rhône-Poulenc, Pechiney, CGE, Saint-Gobain), nationalisées par la suite, ont retiré quatre milliards de dividendes pour un apport en capital d'un milliard et demi. Soixante milliards ont été jetés en vain par l'Etat dans le gouffre de la sidérurgie sans qu'on ait procédé à l'examen sérieux des chances et des besoins de cette industrie. Et ainsi de suite.

Les nationalisations et les restructurations qui les ont accompagnées ont mis fin à ce pillage et sauvé les entreprises en question, menacées de déconfiture ou, plus insidieuse, de la « vente par appartements » commencée par leurs anciens propriétaires. Sans cette intervention de la puissance publique, nous n'aurions plus que les débris d'une industrie chimique et plus du tout d'ordinateurs français, et les fleurons de notre production seraient sous la coupe américaine ou japonaise.

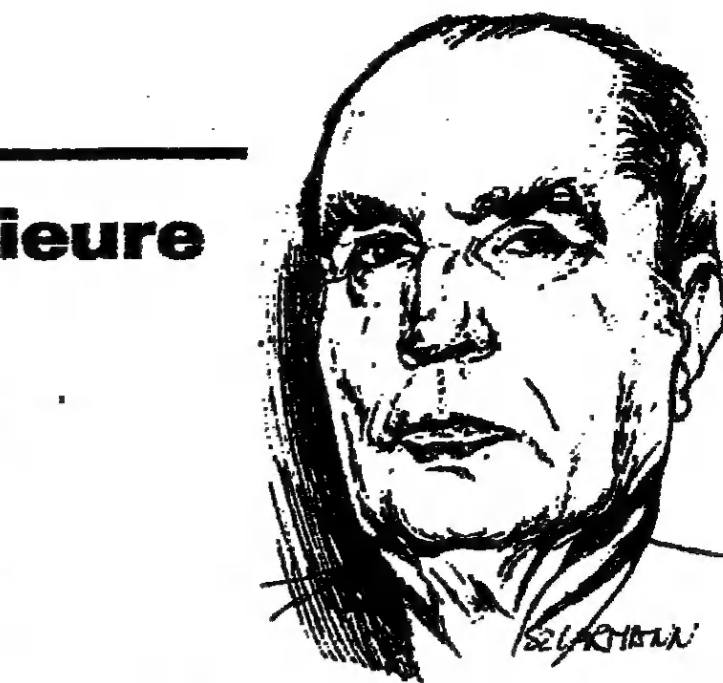
UN PACTE FONDAMENTAL

(...) Entre le peuple souverain et celui qu'il porte, par le suffrage universel, à la magistrature suprême, existe un pacte qui s'impose d'autant plus qu'il est enraciné dans l'inconscient collectif de la nation. Ce pacte, qui touche en première lieu à la sécurité extérieure de la France, dont les citoyens attendent du président de la République qu'il l'assume en toutes circonstances, et celles du temps présent sont rudes, trouve son expression dans la Constitution qui fait du chef de l'Etat le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire. Le gouvernement dispose à cet effet des forces armées dont le président est le chef. Responsabilité ultime, lui seul peut ordonner la mise en œuvre de la force stratégique, c'est-à-dire de nos armes nucléaires.

J'ai beaucoup médité, on l'imagine, sur le devoir de décider qui désormais était le mien, hors de comparaison, par la gravité et l'étendue de ses conséquences, avec ce que le monde a connu jusqu'en mai 1945 d'Hiroshima.

CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE

Je suis naguère opposé à la détention par la France de l'arme atomique. On pouvait concevoir, en effet, dans les années 60, une autre stratégie. Mais, quinze ans plus tard, notre système de défense reposait tout



entier sur la force de dissuasion, s'en priver revenait à priver le pays des moyens de sa protection et à l'abandonner au bon vouloir des autres. C'est ce qu'a compris le Parti socialiste, que je dirigeais à l'époque, et qui, en 1978, plaide que de nier la réalité issue de la politique militaire initiée par de Gaulle, a préféré la prendre en compte. D'autant plus qu'à la question posée depuis la signature de l'alliance atlantique : « Les Etats-Unis d'Amérique s'estiment-ils liés jusqu'à mettre immédiatement en jeu la totalité de leurs forces à la première menace visant un membre de l'alliance ? », il n'avait pas été apporté de réponse. On, plus exactement, s'il y avait eu réponse, elle ne pouvait qu'acquiescer davantage. Non seulement Henry Kissinger, en septembre 1979, à Bruxelles, avait lancé cet avertissement : « Nos alliés ne devraient plus continuer à nous demander de multiplier les assurances stratégiques que nous ne pouvons leur donner ou que, si nous les donnons, nous ne voudrions pas mettre à exécution en risquant ainsi la destruction de la civilisation », mais encore il devait en tirer cette thèse qui résume mieux que toute autre la pensée de la plupart des responsables américains : « La doctrine de l'OTAN souffre d'un vice fatal : les forces conventionnelles d'aujourd'hui, pas plus que celles de demain, ne peuvent adéquatement repousser une attaque conventionnelle soviétique de grande ampleur. »

UNE RIPOSTE PRÉCOCE

De ce fait, la doctrine requiert que la riposte nucléaire soit précoce. Mais la parole nucléaire stratégique suppose la menace d'un « feu nucléaire général d'une grande part de crédibilité : on ne peut faire en sorte que le suicide collectif apparaisse comme une option rationnelle (...). » Robert McNamara, après l'amiral Gayler et bien d'autres, avait dit à peu près la même chose : « Il n'y a pas d'usage militaire sensé de nos forces nucléaires. » Les propos plus ouverts du président Reagan, s'ils ont mis l'accent sur l'amitié et la solidarité américaines à l'égard de l'Europe, n'ont pas combié le vide. « Précoce » mais non « général », l'intervention nucléaire de nos alliés reste hypothétique, du moins quant au moment où elle interviendra, et en tout cas soumise à leur seule appréciation. Or, en telle matière, aucune marge d'incertitude ne peut être acceptée. Il appartient donc à la France d'y pourvoir. Ce qui explique pourquoi mon choix de 1978, alors que j'étais dans l'opposition, me paraît en 1985, devenu président de la République, plus encore justifié, et pourquoi je considère la conséquence de notre politique de défense.

Il y a deux sortes de dissuasion stratégique. La première, traditionnelle, consiste à se rendre plus fort que l'adversaire pour l'empêcher d'agir : cette conception débouche sur la spirale du surarmement.

LE PRINCIPE DE SUFFISANCE

A l'heure où les données techniques changent tous les quatre ou cinq ans, elle confère aux superpuissances le moyen de se détruire plusieurs fois l'une l'autre - et nous avec. La seconde, plus économique et conforme à l'âge nucléaire, consiste à rendre prohibitif pour le plus fort le prix d'une agression contre le plus faible, ou à faire que le risque soit toujours plus important que l'enjeu. Cette conception, qui ne vise pas la parité avec l'adversaire, oblige à maintenir face à lui une capacité de riposte conforme au principe de suffisance. C'est la stratégie de la France. La course aux armements est pour elle qualitative : il s'agit de garantir, en fonction des progrès technologiques et des contre-mesures toujours plus efficaces des plus forts, l'invulnérabilité de sa défense et sa rapidité, sa précision, sa puissance de pénétration dans le système adverse, au sol et dans l'espace.

Mais la dissuasion ne dispense pas d'un effort défensif, surtout s'il s'agit de réduire la vulnérabilité de nos sous-marins en les rendant plus silencieux ou de protéger nos sites nucléaires, bases aériennes ou sous-marines, plateau d'Albion, centres de communications. Quant à l'accès

à l'espace, il implique des installations au sol pour les lanceurs, l'ajustement et la tenue des orbites, celles-ci, en raison des lois de la physique, doivent être réparties sur la surface du globe. Nos départements et territoires d'outre-mer nous offrent à cet égard les bases dont nous avons besoin (...).

Bref, j'ai préservé la faculté qu'a notre pays de décider lui-même pour lui-même. La France ne cherche pas à rivaliser avec les arsenaux des deux plus grandes puissances, dont le surarmement déstabilise en permanence l'équilibre des forces et sappe, de ce fait, les bases de la paix. Le principe de suffisance, que j'évoquais plus haut, implique que notre armement soit et reste capable à tout moment d'induire à qui nous agresse des dommages insupportables. Par référence à ce principe, notre stratégie de défense met à la disposition de notre pays une panoplie assez puissante pour contraindre à la fois un adversaire potentiel à respecter notre indépendance et nos alliés à en tenir compte. Ce concept original et raisonnable rassemble à présent la majorité des Français. Ce n'est pas le moindre avantage. Il n'est pas si fréquent qu'un esprit de défense et d'unité nationale aillent de pair. Beaucoup de nos voisins envient cette harmonie.

BIENTÔT L'ESPACE

Cependant, l'arme nucléaire et les vecteurs que nous possédons, s'ils répondent aux besoins présents, seront dépassés plus tôt qu'on ne le croit. Leur tenue à jour - je veux dire : à jour des progrès accomplis par les Américains et les Russes - exige un effort de conception, une mobilisation d'énergies, une quantité de crédits dont on ne peut rien distraire, fût-ce à des fins militaires utiles mais secondaires, sans nuire à la sécurité du pays. Quant à l'espace, à moins, ce qui est peu probable, que la course ne s'arrête à la Conférence de Genève, la France doit se préparer à prendre part à la compétition. J'ai exprimé le vœu, à La Haye, que l'Europe occidentale s'unisse pour construire une station orbitale habitée. Notre pays fabriquera, avec qui voudra, Hermès, cet avion spatial lancé par Ariane V, qui reliera dans les deux sens la Terre et ses satellites. Il s'agit là d'utilisations « civiles » de l'espace. Mais si l'URSS et les Etats-Unis persévérent dans sa militarisation, au nom de quel principe l'Europe s'interdirait-elle d'en faire autant ? Cette question restera néanmoins sans réponse tant que l'Europe occidentale, faute d'avoir bâti son union politique, subira d'autres lois que la sienne.

En attendant, les forces françaises possèdent, en nombre et en qualité, le troisième armement du monde. Elles remplissent leurs missions de telle sorte que la France peut attendre, à tout moment et tout autour de la planète, les objectifs qu'elle s'assigne. Elles garantissent enfin, dans les conditions que j'ai dites, notre indépendance nationale.

LES EXPÉRIMENTATIONS NUCLÉAIRES

Les Etats du Pacifique sud pressent la France de renoncer à ses essais nucléaires d'Océanie. Ils craignent les retombées atomiques, la pollution des eaux, de la flore, de la faune. Pour répondre à ce légitime souci, le gouvernement français a substitué en 1975 les essais souterrains aux expériences atmosphériques. Depuis lors, un système de contrôle mesure en permanence la radioactivité (une étude de Haroun Tazieff, de 1982, démontre qu'elle est inférieure à celle de Paris), analyse les prélèvements d'air et d'eau, surveille la sismologie.

Les expériences ont lieu à des profondeurs de sept à huit cents mètres dans la roche basaltique. Elles virulent la cavité provoquée par l'explosion. Aucune infiltration dangereuse n'a été relevée. L'innocuité est telle qu'immédiatement après les explosions, qui ont lieu à la verticale au-dessus de Mururoa, il arrive à nos marins et à nos ingénieurs de se baigner dans le lagon. Ces précautions et ces démonstrations n'ayant pas suffi à convaincre les autorités des Etats plaignants, je les ai invités à envoyer sur place leurs savants pour qu'ils procèdent eux-mêmes aux vérifications désirables.

(Copyright 1981 Librairie A. Fayard)
Les intertitres sont de l'auteur

Le rejet de l'IDS

LA GUERRE DE L'ESPACE

L'initiative de défense stratégique (IDS) ne date pas d'hier. Ni le débat public à son sujet. C'est le 23 mars 1983, par une déclaration télévisée, que M. Reagan en a lancé l'idée.

UNE LETTRE D'AMÉRIQUE

Dans une lettre qu'il m'avait adressée au même jour, le président américain m'avait informé de ses intentions : « Nous devons nous efforcer, par tous les moyens possibles, de réduire le niveau des systèmes offensifs... Mes conseillers, notamment le Comité interarmes des chefs d'état-major, ont recommandé un examen plus approfondi des possibilités inhérentes aux technologies de défense, dont nous avons à notre disposition, et à tous ceux que protège le parapluie de l'OTAN, l'espoir à long terme que nous pourrions un jour assurer notre sécurité sans menacer personne ni aucun territoire », et il avait ajouté : « J'ai, il va sans dire, parfaitement conscience des problèmes que soulève tout effort centré essentiellement sur la défense stratégique. Allons-nous faire de l'Amérique une forteresse ? Avons-nous l'intention de violer d'une manière ou d'une autre le traité ABM ou de ne pas respecter nos engagements envers nos alliés ? Visons-nous une capacité de première frappe ? Toutes ces éventualités n'ont aucun sens. »

Il attendait deux ans avant de donner forme à son projet et de saisir les pays invités à s'y joindre. On en connaît l'histoire : un chapitre de stratégies tournant autour de la Terre, hors de la couche atmosphérique, surveillaient notre planète. Munis d'armes adaptées, ils détruiraient en vol les fusées balistiques adverses. Et la philosophie : effacer Hiroshima des consciences, repousser dans la préhistoire le cauchemar de la « destruction mutuelle assurée », soustraire l'espèce humaine aux ravages d'un embrasement sans pareil, tout en assurant la défense du monde libre.

CONVERSATION AVEC M. WEINBERGER

Au début de l'année 1985, M. Reagan me confirma ses inten-

tions. Je reçus, le 27 mars, la visite du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, chargé de m'apporter les précisions désirables. Mon visiteur insista sur trois points : il s'agissait de recherches, non de fabrication, et encore moins de déploiement ; la nouvelle stratégie serait, par nature et par définition, purement défensive ; l'Europe serait protégée au même titre que les Etats-Unis. Quant à l'invitation, on espérait à Washington une réponse rapide. Dans quel délai ? Le secrétaire à la défense demeura évasif. Sans doute, devant la réserve irritée des chancelleries européennes, avait-il renoncé aux soixante jours initialement prévus. Une démarche amicale perdait ses caractères quand elle cède à l'impatience.

Je donnai ma réponse quelques semaines plus tard. Dans l'après-midi du 2 mai, à l'aéroport de Cologne, un hélicoptère m'embarqua pour me déposer dans le jardin d'un diplomate en poste à Bonn. Ronald Reagan m'y attendait, entouré de ses principaux collaborateurs. Le sommet annuel des sept pays les plus industrialisés s'ouvrait une heure après dans cette ville.

CONVERSATION AVEC RONALD REAGAN

Nous n'avions pas de temps à perdre. Politesse faite, mon interlocuteur attaqua d'emblée le sujet difficile : l'initiative de défense stratégique. La question n'était pas inscrite à l'ordre du jour de la Conférence, mais elle occupait toutes les conversations et remplissait les colonnes des journaux. On savait que le président des Etats-Unis souhaitait obtenir rapidement l'accord de ses partenaires. On savait aussi que cinq d'entre eux opinèrent que la France sa montrerait rétive. Il m'exposa méthodiquement ses arguments et prisa à sa conviction les accents chaleureux et la sincérité qui font le charme de sa personne. Ronald Reagan respecta, dans le dialogue, ceux qu'il entendait séduire. On peut ne pas simer sa politique, on ne peut refuser à l'homme les égards qu'il prodigue. J'ai eu avec lui, et j'en aurai d'autres, de rudes joutes.

J'aurais préféré parfois baisser la garde pour lui être agréable. Mais ce n'est pas de cette manière qu'on règle les affaires du monde et qu'on traite avec les empires. Il développe à son tour l'argumentation de Caspar Weinberger et souligne que la France et ses industries tireraient avantage des offres de sous-traitance que les Etats-Unis ne manqueraient pas de leur soumettre. Je tiquai sur l'expression « sous-traitance », qui, il est vrai, n'a pas en langue anglaise une signification aussi désagréable que dans la nôtre. J'observai d'abord que la France ne consentait pas à souscrire à quelque accord que ce fût, notamment de Caspar Weinberger, sans avoir part à la décision, que le rôle d'exécutant qui nous était dévolu suffisait à justifier mon refus. Puis je sortis de ce discours pour discuter le bien-fondé de la stratégie au terme de laquelle on voyait poindre la « guerre des étoiles ». J'en contestai l'opportunité alors que les négociateurs américains et russes venaient de convenir d'un désastre à Genève : j'en contestai le fond : la défense spatiale ne pouvant avoir un demi-siècle, pour le moins, se substituer au nucléaire, que deviendrait l'Europe entre-temps ? Pourquoi sortir d'un équilibre qui garantit la paix depuis quarante ans ?

LA CRAINTE DE LA PREMIÈRE FRAPPE

Nous étions pressés, je l'ai dit. Ronald Reagan fit encore valoir l'urgence et la nécessité qu'il y avait à accélérer les recherches en raison de l'avance soviétique dans la connaissance des armes balistiques antimissiles et antisatellites, connaissances qui, selon lui, plaçaient les Russes en situation de frapper les premiers sans craindre de représailles sérieuses. Nous nous séparâmes après avoir parlé, autre affaire délicate, de la convention éventuelle d'une conférence commerciale (le GATT) pour 1988, et nous partîmes pour le palais Schaumburg rejoindre le chancelier allemand, notre hôte.

Cette conversation convainquit sans doute nos amis américains de la résolution de la France de ne pas s'engager dans l'IDS. Il n'en fut plus question entre nous. (...)

سكسان الأول



étranger

... LE MONDE - Vendredi 31 janvier 1986 - Page 3

Canada

Le ton monte entre partisans et adversaires d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis

De notre correspondant

Montréal. — Avant même l'ouverture des négociations sur le libre-échange, prévues pour le début du mois de mai, entre le Canada et son premier partenaire commercial, les Etats-Unis, le ton monte entre partisans et adversaires de la création d'un marché nord-américain.

Les premiers estimant qu'Ottawa a tout à gagner d'un accord qui permettrait aux entreprises canadiennes d'avoir accès à un marché dix fois plus important. Les autres craignent que la suppression totale des barrières commerciales entre les deux pays (près de 80 % des échanges se font déjà en franchise) ne soit la première étape vers une remise en question de l'indépendance politique du Canada et sa transformation progressive en un cinquième et unième Etat de la Fédération américaine.

Les syndicats, certains gouvernements provinciaux et plusieurs organisations patronales se mobilisent pour bloquer le processus entamé en septembre par le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney. L'Ontario, la province la plus industrialisée, a pris la tête du mouvement de contestation. Son premier ministre, M. David Peterson, vient

de dénoncer l'attitude du gouvernement fédéral qui, a-t-il déclaré, « cherche la guerre » en ridiculisant publiquement les objections de l'Ontario. Selon une étude publiée par le gouvernement provincial, près de 300 000 emplois seraient menacés par l'accord de libre-échange envisagé.

Ottawa estime, au contraire, que l'Ontario serait le principal bénéficiaire de la levée des barrières commerciales. Grâce à son industrie automobile, cette province est à elle seule le premier partenaire commercial des Etats-Unis, devant le Japon.

Points de vue québécois

Pour le Québec, les études sont tout aussi contradictoires, mais le gouvernement libéral de M. Bourassa est plutôt favorable au libre-échange. Un document publié le samedi 25 janvier révèle que 455 000 emplois seraient menacés, en particulier dans les industries qui se sont développées grâce aux barrières tarifaires et aux subventions gouvernementales. C'est le cas dans le textile, la pétrochimie, les produits pharmaceutiques, la métallur-

gie, le matériel de transport, l'industrie navale, l'imprimerie et les brasseries.

Mais le gouvernement québécois, pourtant à l'origine de ce document, est en désaccord avec ses conclusions. Il estime que cette étude ne tient pas compte des nouveaux marchés qui deviendraient accessibles aux entreprises québécoises grâce au libre-échange. L'ancien ministre des finances, M. Jacques Parizeau, dont les commentaires font autorité, a appuyé le point de vue gouvernemental en déclarant que l'ouverture du marché américain allait permettre aux entreprises de la province francophone de « réaliser des économies d'échelle en élargissant leurs séries » et de devenir aussi compétitives que les industries américaines.

De plus, estime M. Parizeau, « l'écart qui existait entre le Québec et les Etats-Unis pour les coûts de main-d'œuvre a été nivelé avec la baisse du dollar canadien » (après avoir été longtemps à parité avec le dollar américain, le dollar canadien ne vaut plus que 0,71 dollar américain). Selon lui, « les Américains sont aussi peu compétitifs que nous dans les secteurs traditionnels » comme le textile et la chaussure.

L'identité culturelle

Si les provinces sont divisées, le gouvernement fédéral ne parle pas non plus d'une seule voix. Le premier ministre, M. Mulroney, et certains de ses ministres, en particulier le responsable du commerce extérieur, M. James Killebrack, sont très proches de l'équipe actuellement au pouvoir à Washington. Ils partagent la vision du président Reagan, qui souhaite parvenir à un accord bilatéral avec le Canada pour donner l'exemple à l'Europe et au Japon en prévision des prochaines négociations du GATT (accord général sur les tarifs) sur la libération des échanges à l'échelle mondiale.

D'autres ministres, toutefois, sont plus prudents. C'est le cas du responsable des affaires extérieures,

M. Joseph Clark, qui veut notamment exister des négociations avec Washington les politiques d'aide à l'agriculture. D'autres encore, plus nationalistes, craignent qu'un accord de libre-échange n'entraîne au Canada la spécificité, aussi bien sur le plan social (les politiques sociales sont beaucoup plus développées au Canada qu'aux Etats-Unis) que sur le plan culturel.

Le ministre des communications, M. Marcel Masse, mène une bataille difficile pour obtenir que les « industries culturelles » soient exclues des négociations. L'identité culturelle des Canadiens est déjà très fragile : ils ont accès aux chaînes de télévision américaines, leur industrie du cinéma est massivement contrôlée par les Etats-Unis, et plus de 50 % de la télévision est entre les mains de quelques grosses sociétés étrangères américaines et britanniques.

D'abord isolé au sein du gouvernement, M. Masse a finalement obtenu l'appui du premier ministre à la suite des fortes pressions exercées par le milieu culturel du Canada anglais. Dans un discours prononcé à Chicago au début de décembre, M. Mulroney a déclaré que les Canadiens tenaient autant à leur « souveraineté culturelle » qu'à leur « sécurité nationale ».

Cette prise de position a rassuré quelque peu les milieux culturels canadiens, mais elle a agacé les Etats-Unis qui, à travers leur ambassadeur à Ottawa, M. Thomas Niles, avaient déjà fait savoir qu'il s'agissait d'un « sujet artificiel ».

A vrai dire, les Américains manifestent de plus en plus ouvertement leur irritation devant les attitudes contradictoires des différents intervenants dans le dossier du libre-échange. M. Niles vient de rappeler une fois de plus qu'aucun secteur ne devait être exclu des négociations. Et, sous le couvert de l'anonymat, plusieurs hauts fonctionnaires américains ne se sont pas privés, depuis quelque temps, de dénoncer les louvoisements du gouvernement canadien, lui reprochant de vouloir « changer les règles du jeu avant l'ouverture des négociations ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Haïti

Des dizaines de milliers de manifestants réclament le départ du « président à vie »

Port-au-Prince (AFP). — Environ 40 000 personnes, selon des estimations officieuses, ont manifesté pacifiquement, le mercredi 29 janvier au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays sur la côte nord.

La manifestation, qui a pris des allures de carnaval, avec des instruments de musique improvisés, des chansons et des slogans réclamant le départ du président Jean-Claude Duvalier, a duré toute la journée. Les manifestants, qui ont été acclamés par la population, brandissaient de petites branches d'arbre et une croix de 2 mètres de haut portant l'inscription : « Le temps est venu pour un changement ». La police est restée discrète, abandonnant les rues à la manifestation.

Les militaires, en tenue de combat et portant des boucliers antiriot, se sont bornés à interdire, sans faire usage de la violence, les abords des casernes du Cap-Haïtien et à protéger les bâtiments abritant deux stations de radio privées ainsi que le quartier général de la milice (« tonton macoute »). La plupart des slogans réclamaient le départ du président Jean-Claude Duvalier et dénonçaient les « vols » des caisses publiques par le pouvoir.

En outre, trois personnes sont mortes étouffées au cours d'un mouvement de panique déclenché lors d'incidents qui se sont déroulés, mardi, dans la ville de Léogane, au sud de Port-au-Prince à l'occasion d'opérations d'embauche de coupeurs de canne à sucre haïtiens pour la République dominicaine. Aux Cayes, au sud-ouest de la capitale, six dépôts de nourriture ont été pillés par la population.

A Port-au-Prince, le président de la Ligue haïtienne des droits de l'homme, un organisme indépendant, M. Gourgue, a demandé au gouvernement d'« accorder aux revendications du peuple » et de libérer plusieurs détenus politiques, dont un journaliste du *Petit samedi* soir, M. Gabriel Hébert, arrêté fin décembre par la police politique — disant, dimanche, par le président Duvalier — et un membre du Parti

démocrate chrétien haïtien (PDCH de M. Sylvio Claude), M. Jean Emmanuel Bonheur.

« L'histoire est en marche et rien ne peut l'arrêter », a estimé M. Gourgue. De son côté, le quotidien gouvernemental haïtien *le Nouveau Monde* a estimé dans un éditorial qu'« il ne peut y avoir ni paix ni concorde sans Jean-Claude Duvalier à la tête du pouvoir et que la présidence à vie se révèle encore plus nécessaire à cause des impératifs de l'heure ».

Washington demande aux Américains d'éviter les villes en proie à des troubles (AFP). — Le département d'Etat a recommandé, mercredi 29 janvier, aux ressortissants américains d'éviter trois villes de Haïti qui ont été le théâtre de manifestations antigouvernementales. Le porte-parole du département d'Etat a invité les Américains à ne pas se rendre au Cap-Haïtien, aux Gonaïves et aux Cayes. Cette recommandation, a-t-il précisé, constitue « seulement une précaution » du fait du caractère violent de certains affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Costa-Rica

Les évêques solidaires de l'Eglise nicaraguayenne. — La conférence épiscopale du Costa-Rica a exprimé, le mercredi 29 janvier, « sa plus profonde solidarité » avec l'Eglise catholique nicaraguayenne « devant le harcèlement constant et systématique » auquel la soumet le gouvernement sandiniste. L'archevêque de San-José, Mgr Roman Arrieta, président de la conférence épiscopale du Costa-Rica, a déclaré que ce « harcèlement » contre l'Eglise nicaraguayenne « se manifeste de multiples façons », citant « la confiscation du journal Iglesia et la fermeture de Radio Católica, ainsi que l'interdiction faite à l'archevêque de Managua, le cardinal Miguel Obando y Bravo, de célébrer des messes dans les campagnes, et les menaces d'exiler plusieurs prêtres ».

M. Jean-Louis Roy directeur du quotidien « le Devoir » nouveau délégué général du Québec à Paris

Québec (AFP). — Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a annoncé, mercredi 29 janvier, la nomination de M. Jean-Louis Roy, quarante-cinq ans, au poste de délégué général du Québec à Paris.

Directeur du quotidien montréalais *le Devoir* depuis cinq ans, M. Roy occupera à partir de février le poste laissé vacant en octobre dernier par M. Louis Beaudoin, qui avait démissionné pour pouvoir prendre part aux élections législatives provinciales du 2 décembre dernier, sous le bannière du Parti québécois.

Sans appartenir lui-même au Parti québécois, M. Jean-Louis Roy s'était publiquement prononcé, en 1980, en faveur du « oui » au référendum sur la souveraineté de l'association du Québec au sein du Canada. Sa nomination à la tête du *Devoir* avait été plutôt bien accueillie par les milieux indépendantistes, qui voyaient en lui un nationaliste, modéré certes, mais soucieux de défendre l'identité culturelle du peuple québécois et la langue française, dans un ensemble canadien où la province aurait disposé d'une certaine indépendance.

Intervenant à l'issue d'une crise qui avait duré presque trois ans, la désignation de M. Jean-Louis Roy au poste de directeur du très respecté quotidien montréalais avait été à l'époque fort remarquée. Il succédait, en effet, à M. Claude

Ryan, lequel avait démissionné pour prendre la direction du Parti libéral du Québec. Les deux hommes s'étaient opposés lors du référendum sur la souveraineté-association. Ironie de l'histoire, ils se retrouvent tous les deux, aujourd'hui, au service du même gouvernement, M. Ryan étant depuis décembre dernier ministre de l'éducation dans le nouveau gouvernement libéral de M. Bourassa.

Ancien universitaire, M. Jean-Louis Roy est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *la Marche du Québec* et *le Choix d'un pays*. Il a été président de la Ligue des droits de l'homme de 1972 à 1974 et appartient aujourd'hui au Haut Conseil de la francophonie, dont il est un membre actif.

M. L.

Etats-Unis

M. RICHARD LYNG NOMMÉ SECRÉTAIRE A L'AGRICULTURE

Washington (AFP). — Le président Reagan a nommé, mercredi 29 janvier, M. Richard Lyng au poste de secrétaire à l'Agriculture en remplacement de M. John Block, démissionnaire. M. Reagan a déclaré qu'à l'heure où les agriculteurs américains s'efforcent de surmonter les problèmes qui les affectent, ceux-ci « vont avoir avec Dick Lyng un ami solide ». « Nous avons un problème agricole », a dit le président, qui a ajouté : « La mise en œuvre de la nouvelle législation adoptée en décembre dernier permettra à l'agriculture d'être davantage régie selon les principes d'une économie de marché ».

Agé de soixante-sept ans, M. Lyng est un ami de M. Reagan, avec qui il entretient des relations étroites depuis plus de vingt ans. Ancien adjoint direct de M. Block, de 1981 jusqu'au début de 1985, il avait été responsable des services agricoles de l'Etat de Californie à la fin des années 60, lorsque M. Reagan était gouverneur de cet Etat. Sa nomination a été bien accueillie par le Farm Bureau, organisation qui représente environ les trois quarts des fermiers américains.

INDEMNISATION DES AMERICANO-NIPPONS INTERNÉS DE 1941 A 1945

Washington. — Une cour d'appel américaine a récemment déclaré recevables les demandes d'indemnisation présentées par les Américains d'origine japonaise arrêtés sous prétexte de sécurité nationale et internés dans des camps aux Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale. Par deux fois, contre une, les juges ont infirmé la décision d'une juridiction de première instance qui invoquait la prescription pour débouter un groupe de plaignants représentant des milliers de victimes et réclamant 24 milliards de dollars de dommages au gouvernement. La décision de la cour va permettre à la majorité des cent vingt mille Américains d'origine japonaise victimes des mesures d'internement, ou à leurs héritiers, d'entamer les procédures légales en vue de leur indemnisation. Les pertes d'une loi sur l'indemnisation des anciens internés vont, par ailleurs, poursuivre leur action au Congrès. — (AFP, UPI).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouis.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Conseiller en chef : Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 815 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L ; Liban, 0,850 LI. ; Luxembourg, 90 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,8 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 325 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Thaïlande, 1,60 T. ; Yougoslavie, 110 nd.

Collection Textes

DIRIGÉE PAR MICHEL NURIDSANY

EN 1985, LA COLLECTION TEXTES A PUBLIÉ :

Alain Coulange

Une raison de plus d'aller en enfer

Claude Louis-Combet

Beata Beata

Manz'ie

L'œil orphelin

Claude Margat

Tous les jours

Jean-Claude Montel

L'enfant au paysage dévasté

Claude Ollier

Fables sous rêve

L'échec de Nolan

Katy Rémy

Convoitises, convoitises

Jean-Marie Turpin

La seconde église

Franck Venaille

La tentation de la sainteté

Pierre Vilbreau

Je cherche un livre

(couronné par l'Académie Française)

Catherine Weinzaepflen

Am sein

Totem

Flammarion

FOURRURES DU NORD

du JEUDI 30 JANVIER
au SAMEDI 15 FEVRIER

SOLDES FANTASTIQUES DERNIERE QUINZAINES

MANTEAUX			
RAGONDIN	7850 ^F 4250 ^F	Marmotte	17900 ^F 9750 ^F
ASTRAKAN peaux peaux	3600 ^F 2450 ^F	RAT d'Amérique	7450 ^F 5850 ^F
MOUTON gris, beige, marron	8450 ^F 4850 ^F	GUANACO pattes	2950 ^F 1850 ^F
ZORINOS	5750 ^F 3850 ^F	VISON morceaux	9750 ^F 7850 ^F
CHEVRETTE grise	4750 ^F 3250 ^F	GASTOR	8750 ^F 4850 ^F
MARMOTTE flancs	3850 ^F 2650 ^F	VISON Pastel	23750 ^F 18750 ^F
		VISON allongé	21850 ^F 17250 ^F
VESTES			
MOUTON	4650 ^F 3250 ^F	VISON Pastel petites tailles	9250 ^F 5350 ^F
RENARD Bengalmé	5750 ^F 3850 ^F	AGNEAU Toscane patchwork	2850 ^F 1450 ^F
MURMEL petites tailles	2750 ^F 1850 ^F	RENARD roux milleraies	8750 ^F 5850 ^F
MARMOTTE flancs	1750 ^F 1250 ^F	CHEVRETTE marron, grise	1450 ^F 950 ^F
VISON Dark milleraies petites tailles	9250 ^F 5350 ^F		
BLOUSONS reversibles CHEVRETTE	2250 ^F 1450 ^F	BLOUSONS LAPIN tacheté	1850 ^F 1350 ^F
PARKAS LAPIN coté	2350 ^F 1150 ^F		
PELISSES intérieur LAPIN, col RAGONDIN	3750 ^F 2450 ^F		
PELISSES intérieur matelassé, col OPOSSUM	2750 ^F 1450 ^F		
PELISSES HOMMES intérieur LAPIN, col OPOSSUM	4950 ^F 2850 ^F		

SERVICE APRES-VENTE
LES PLUS LARGES FACILITES de PAIEMENT
**FOURRURES
DU NORD**

115, 117, 119, Rue La Fayette.
Paris 10^e (Près Gare du Nord)
100, Avenue Paul Doumer.
Paris 16^e (angle rue de la Pompe)
IMAGINONS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H - SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

DIPLOMATIE

**La présidence néerlandaise du conseil européen
veut rendre irréversible
la réalisation du « grand marché intérieur »**

De notre envoyé spécial

La Haye. — Quarante-cinq réunions ministérielles d'ici au 30 juin ; près de cent décisions à faire prendre en 1986 par les Douze à la majorité qualifiée pour entamer la dernière phase d'achèvement du Marché commun : après, avant le 1^{er} mars, les principales décisions pour la prochaine campagne agricole : tel est le programme d'action ambitieux de la présidence néerlandaise du conseil européen, en fonction depuis le 1^{er} janvier. Une présidence dont la tâche, dans l'immédiat, se trouve évidemment compliquée par le rejet du projet de réforme institutionnelle de la CEE par le Parlement danois.

C'est bien pourquoi M. Van den Broek, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, souhaite procéder, avant même le référendum organisé au Danemark, à la signature de l'Acte unique, rassemblant les différentes dispositions élaborées par le conseil européen de Luxembourg. Le chef de la diplomatie néerlandaise ne cache pas sa volonté d'influencer ainsi les Danois qui hésiteraient à se prononcer en faveur de la réforme européenne.

A peine connue, l'initiative de La Haye a soulevé des difficultés.

Outre le gouvernement italien, qui doit recueillir l'avis de son Parlement avant de lever la réserve émise à Luxembourg, Athènes et Lisbonne sont plutôt réservées pour cautionner l'opération prévue par la présidence.

Devant tant de précautions ou de réticences, La Haye a dû mal à cacher son agacement. Le premier ministre, M. Lubbers, déclare : « ne pas comprendre la position négative du Folketing », tandis que M. Van Eekelen, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, n'hésite pas à reprocher aux Danois « d'avoir une vision statique de la situation ». C'est que, fort d'une administration d'autant plus efficace qu'elle est rompue depuis longtemps aux affaires européennes, le cabinet néerlandais entend profiter de l'occasion de cette présidence pour engager de manière irréversible la réalisation du « grand marché intérieur » communautaire, dont il fait la clé de la construction européenne.

Traditionnellement fervents défenseurs de la liberté des échanges commerciaux, les Pays-Bas poursuivent aussi des objectifs bien précis. Inaugurer sous leur présidence le nouveau processus de décisions au sein du conseil des ministres des Douze leur donne l'espoir qu'ils pourront prendre l'ini-

tiative dans le secteur des transports routiers et aériens, où ils sont, depuis plusieurs années, en première ligne, pour pousser à la déréglementation.

**Une politique
agricole draconienne**

Les ministres néerlandais, y compris M. Braks, chargé du portefeuille de l'agriculture, sont unanimes pour réclamer une politique draconienne dans le secteur des dépenses agricoles. M. Braks va même jusqu'à lancer un appel à ses collègues des finances « afin qu'ils se montrent durs ». Au passage, M. Braks a formulé l'espoir que l'Allemagne fédérale n'aura pas la même attitude que l'année dernière. Pour la campagne en cours, Bonn a refusé une baisse des prix des céréales, en contradiction avec l'objectif de rigueur budgétaire. C'est ce qui explique que les Néerlandais soient pressés d'engager rapidement une réforme du Marché commun des céréales et de la viande bovine. Ils souhaitent réduire sensiblement les dépenses d'intervention pour ces deux groupes de produits qui, après le lait, constituent les postes les plus importants du budget agricole européen.

MARCEL SCOTTO.

LES DÉBATS DU CONGRÈS JUIF MONDIAL A JÉRUSALEM

**Pressions ouvertes ou diplomatie secrète
pour faciliter l'émigration d'URSS ?**

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — Quelle politique suivre face à la nouvelle direction soviétique ? Quelles chances et quels risques la détente qui s'est amorcée entre les Etats-Unis et l'Union soviétique offre-t-elle pour la paix au Proche-Orient, pour l'avenir d'Israël et pour le sort des deux millions et demi de juifs soviétiques ? Ces questions sont au centre des débats du Congrès juif mondial (CJM) réuni à Jérusalem pour sa huitième assemblée plénière.

M. Edgar Bronfman, qui avait pris les rênes du CJM en 1979, a été réélu à l'unanimité à la présidence le mardi 28 janvier pour un nouveau mandat de cinq ans par les délégués de soixante-trois pays. Cet accord — M. Bronfman étant au demeurant le seul candidat — ne peut masquer les divergences auxquelles donne lieu la politique du président du CJM vis-à-vis de l'Union soviétique. Le vice-premier ministre et ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir a ouvert le feu mardi matin en mettant en garde l'assemblée contre le recours à la seule diplomatie discrète pour obtenir un changement d'attitude des dirigeants soviétiques, « le silence étant l'ennemi de notre cause ».

Obtenir et donner

En distinguant la « diplomatie » des gouvernements du « combat » que doivent mener les organisations juives, M. Shamir a fait la leçon à la présidence du CJM, qui pratique une politique de discussions directes et confidentielles avec les autorités soviétiques. Or cette politique n'a donné aucun résultat jusqu'à présent, en dépit des deux voyages que M. Bronfman avait faits à Moscou en septembre et en décembre derniers. M. Singer, secrétaire général du CJM, s'est déclaré à Jérusalem « prudemment optimiste » sur les chances de voir reconnaître aux juifs soviétiques des droits culturels, d'une part, et, d'autre part, le droit d'émigrer pour ceux qui le souhaitent.

La ligne de conduite de MM. Bronfman et Singer est donc sujette à caution aux yeux de plusieurs responsables gouvernementaux israéliens ou dirigeants d'organisations juives. Le témoignage de M. Eshkol, récemment autorisé à quitter l'Union soviétique, après quinze années de lutte, sur l'intervention de M. Bronfman, est apparu à plusieurs participants à l'assemblée comme une défense native de la présidence du CJM. Il faut « améliorer les relations commerciales et humaines entre l'Est et l'Ouest », a dit M. Eshkol, ajoutant qu'on ne peut prétendre « obtenir quelque chose » des dirigeants soviétiques « sans rien donner » en échange.

L'un des principaux avocats d'une autre politique est M. Léon Dulzín, président de l'Organisation sioniste mondiale (OSM), qui, mardi soir,

lors de la soirée organisée au théâtre de Jérusalem pour le cinquantième anniversaire du CJM, en présence du président de l'Etat d'Israël, M. Herzog, a déclaré que les organisations juives doivent « accentuer leur pression en dépit des manipulations soviétiques » consécutives à la rencontre Reagan-Gorbatchev de Genève en octobre dernier. L'OSM est, à travers l'Agence juive, l'un des deux principaux bailleurs de fonds du CJM, l'autre étant M. Bronfman lui-même, président de la puissante société de distillation et de vente d'alcool américaine Seagram.

Des soupçons déplaissants

La double qualité de M. Bronfman, à la fois l'un des partenaires commerciaux américains des Soviétiques — il est l'un des directeurs du Conseil commercial et économique américano-soviétique — et président de la principale organisation juive internationale, lui a attiré des soupçons déplaissants. A ceux qui l'accusent d'« aller à Moscou avec pour seule préoccupation la signature de contrats pour Seagram », M. Bronfman a répondu que sa signature d'homme d'affaires ajoute à sa « crédibilité » et à son « poids » auprès des Soviétiques, qui savent que son « souci principal » est de se « battre pour les droits des juifs soviétiques ».

MM. Shamir, Dulzín et Bronfman sont d'accord pour considérer que le combat pour les juifs soviétiques repose sur la revendication de leur droit à retrouver leur foyer national qui est Israël et que les Soviétiques sont en droit d'imposer la condition aux émigrants éventuels de n'aller nulle part ailleurs que dans ce pays. Il serait difficile aux autorités de Moscou, dans le cas contraire, de freiner l'émigration d'autres citoyens. Aussi n'est-il plus question à présent d'un transit par la Pologne ou par un autre pays socialiste mais de vols directs Moscou-Tel-Aviv.

**LE PRÉSIDENT ARGENTIN
SE RENDRA A MOSCOU
EN 1986**

Moscou. — Le président argentin Raúl Alfonsín se rendra en visite officielle en URSS dans la seconde moitié de cette année, a indiqué, mercredi 29 janvier à Moscou, le ministre argentin des relations extérieures, M. Dante Caputo.

Arrivé mardi à Moscou, le ministre a été reçu par le chef de l'Etat, M. Gromyko, et a eu deux entretiens avec son homologue, M. Edouard Chevardnadze, à qui il a remis un message du président Alfonsín adressé à M. Gorbatchev.

Un nouvel accord commercial a été signé à l'occasion de cette visite, ainsi que des protocoles sur les échanges culturels et les consultations politiques. — (AFP, UPI.)

L'importance prise par le problème des juifs soviétiques a relégué au second rang dans les débats de l'assemblée celui de la paix au Proche-Orient. Les rapports entre Israël et l'Union soviétique sont une des données principales de deux problèmes. M. Bronfman a exprimé au sujet de la paix la conviction qu'aucun résultat durable ne pourra être obtenu « aussi longtemps que les Soviétiques resteront en dehors du processus » et qu'un renouveau des relations « entre Israël et l'Union soviétique » est une perspective vraisemblable.

Tout autre est le point de vue de M. Shamir, qui a déclaré : « Nous n'avons aucune preuve que l'Union soviétique soit prête à changer de politique vis-à-vis d'Israël », même si « des signes encourageants » sont apparus ailleurs en Europe de l'Est.

M. Shamir n'en a pas moins vigoureusement critiqué l'Egypte, à laquelle il reproche de ne pas tenir les engagements de son traité de paix avec Israël, d'opposer à ce dernier « un barrage constant de propagande anti-Israélienne et anti-juive » dans sa presse, de « soutenir ouvertement l'OLP » et de refuser de renvoyer son ambassadeur à Tel-Aviv.

Au sujet de la Jordanie, M. Shamir a déclaré que le roi Hussein, en raison de ses liens avec la Syrie et avec l'OLP, dispose d'une liberté de mouvement « limitée » pour répondre aux propositions d'Israël. S'agissant de la politique israélienne envers l'Egypte comme envers la Jordanie, M. Shamir a tenu surtout à souligner que l'absence de progrès dans le processus de paix n'est pas due à « des conflits internes » entre le Likoud et le Parti travailliste, mais uniquement à l'attitude de ces pays. Il a reconnu toutefois que les deux partis associés au gouvernement peuvent « avoir des divergences d'ordre tactique ».

PATRICK JARREAU.

**M. JEAN AUDIBERT
VA ÊTRE NOMMÉ AMBASSADEUR
A BRUXELLES**

M. Jean Audibert, ancien ambassadeur de France à Vienne, va être prochainement nommé ambassadeur à Bruxelles, a-t-on appris mercredi 29 janvier au Quai d'Orsay. Il remplacera à ce poste M. Jacques Thibaut.

(Né le 28 décembre 1927, licencié en droit, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, où il a tout d'abord servi, M. Audibert a été intégré au corps des conseillers du Commissariat général au plan en 1962. Il a, depuis cette date, occupé différentes fonctions au ministère de la coopération, avant de devenir, en 1976, président du conseil d'administration de l'Agence de sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar. En 1981, M. Jean-Pierre Cot, nommé ministre de la coopération, l'a chargé de diriger son cabinet. Après le départ de M. Cot du gouvernement, M. Audibert a été nommé, en mai 1983, ambassadeur à Vienne, poste où il a été remplacé deux ans plus tard par M. François-Régis Baspide.)

מדינת ישראל

ASIE

Le voyage de Jean-Paul II en Inde

(Suite de la première page.)

Vu de Rome, ce pourrait donc être la première spécificité d'une visite qui, pour le reste, s'inscrit dans le cadre du projet de Jean-Paul II de rencontrer, au moins une fois durant son pontificat, la totalité des communautés catholiques de la planète : le pape sera face à des fidèles qui sont tout sauf des tièdes.

Cela se mesure, au premier chef, à leurs œuvres : plus de 4 millions d'écoliers, de toutes croyances et origines sociales, dans leurs écoles, collèges, lycées et universités ; près de dix mille établissements de soins ou d'assistance ; une foule de réalisations socio-économiques au ras du sol dans un pays dont près de la moitié des 750 millions d'habitants sont en situation de pauvreté, voire de détresse.

Vitalité qui se révèle aussi au nombre des vocations, des prêtres (14 000) et des religieuses (60 000), des séminaires (106), des congrégations (217) : bref, de quoi satisfaire un pape que hante, dans son environnement européen immédiat, une montée de l'indifférence religieuse.

Plusieurs rites

Enfin, toujours selon les mots du cardinal Lourdusamy, Jean-Paul II verra là-bas des fidèles qui « fréquentent l'Eglise », « de grande dévotion », peu touchés par « le consumérisme et le matérialisme de l'Occident », qui respectent les « valeurs morales » et les « traditions de la famille », preuves d'un christianisme « très solide », au goût d'un pontife d'origine polonaise.

Le Vatican est très optimiste, et pas seulement par convention, sur le succès de ce prochain voyage. Le « patron » des Eglises orientales au Vatican (qui a d'ailleurs été douze ans secrétaire de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples) n'exclut certes pas que, ici ou là, quelques groupes de nationalistes hindous puissent se livrer à des manifestations hostiles. Mais il fait surtout le compte des raisons pour lesquelles le pape se sentira chez lui au cours de ce voyage.

L'amour du « sacré »

Tout d'abord, explique Mgr Lourdusamy, l'Inde aime tout ce qui est « sacré », et la personne du pape entre évidemment dans cette catégorie. Le gouvernement de ce pays, officiellement laïque, a d'ailleurs fait tous ses efforts pour complaire au Saint-Père, l'autorisant par exemple à se rendre dans la zone « hautement sensible » du Maghalya, à l'extrême nord-est.

Réciproquement, le pape, « homme de prière », ne pourra que se sentir à l'aise dans un pays « incliné à la contemplation, au silence et à tout ce qui conduit à la paix intérieure ». Enfin, le « profond respect pour les religions non chrétiennes » que manifeste Jean-Paul II devrait être, selon le pape, un « facteur positif » dans un sous-continent qui a été le berceau des grandes religions, tels naturellement l'hindouisme mais aussi le bouddhisme (une rencontre avec le dalaï-lama est prévue) ou le jainisme.

De façon complémentaire, l'importance attachée par Jean-Paul II depuis le début de son pontificat au processus d'« inculturation », c'est-à-dire la nécessaire adaptation du mes-

sage universel de l'Eglise aux différentes cultures nationales - trouvera en Inde un grand écho. Un aspect original de cette réalité est l'existence, dans le sous-continent, de plusieurs rites, trois exactement, parmi les catholiques unis à Rome : outre le classique latin, le malabar et le

malankar que pratiquent 3 millions de fidèles - le quart du total.

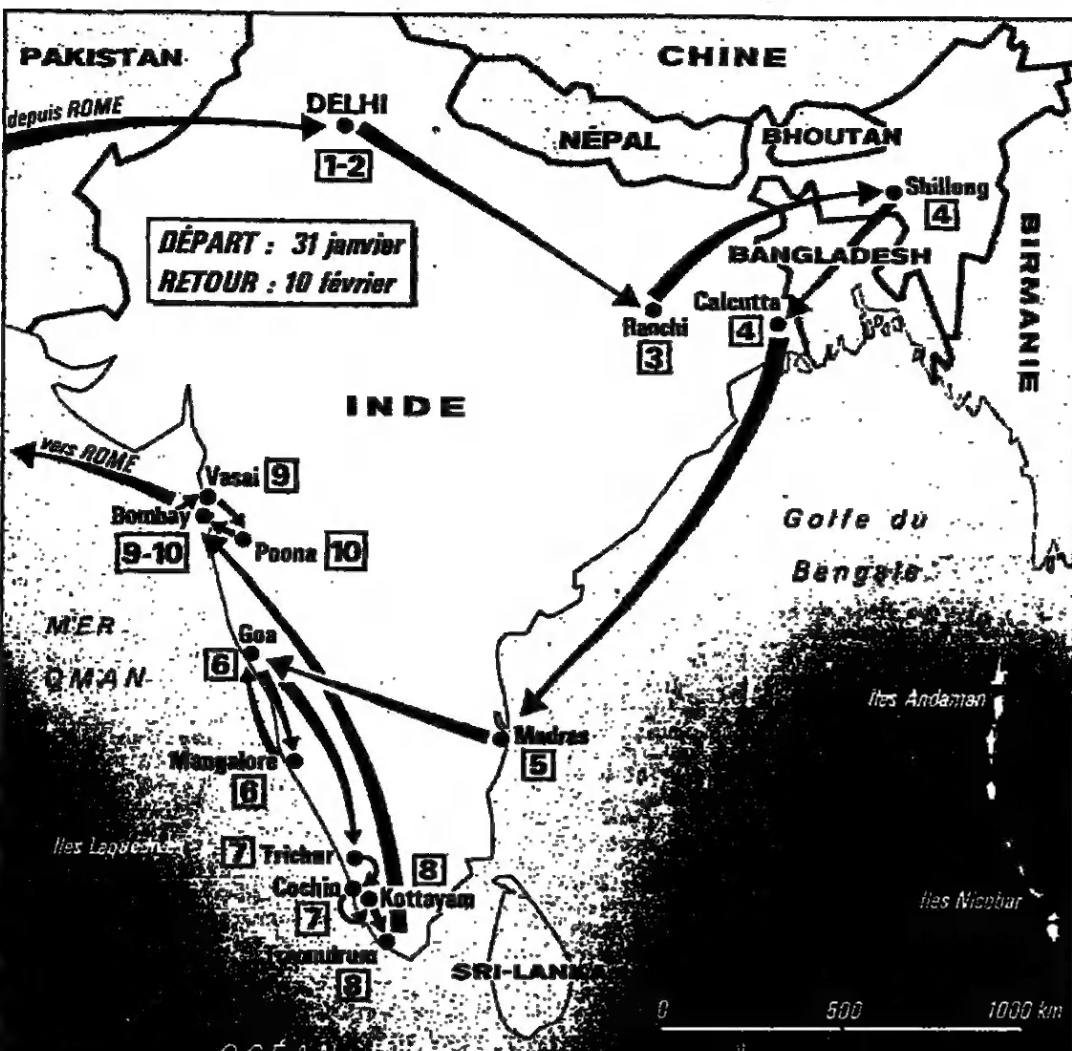
Pour marquer son respect de cette diversité, Jean-Paul II célébrera le 8 février, à Kottayam, dans l'extrême sud, la première messe jamais dite par un pape

dans ce rite syro-malabar récemment approuvé par Rome.

C'est là une véritable prise de position car, tant au Kerala qu'au Vatican, ce n'est pas toujours l'esprit d'ouverture qui a prévalu vis-à-vis des Eglises orientales.

JEAN-PIERRE CLERC.

Quatorze villes en dix jours



Quatorze villes visitées au fil de près de 7 500 kilomètres : onze messes et vingt-trois discours, homélies ou messages ; un demi-tour de la Terre en un peu plus de dix journées, de la soirée du vendredi 31 janvier à la nuit du 10 février : tel est, en quelques chiffres, le profil du prochain voyage du pape aux Indes.

« Visite pastorale », ce déplacement comportera tout de même un fort temps politique : une rencontre avec les plus hautes autorités de l'Etat, le président, vice-président et le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, le jour de l'arrivée à Delhi.

Ce vingt-neuvième voyage pontifical à l'étranger (Jean-Paul II en a fait aussi cinquante-trois en Italie) comprendra également : la visite au monument funéraire de Gandhi sur les bords de la rivière Jumna à

Delhi (1^{er} février) : des rencontres avec les représentants des communautés non chrétiennes à Delhi (2 février), à Calcutta (3 février) et à Madras (5 février) ; la visite au « mouir » de Mère Teresa de Calcutta (3 février) ; la brève rencontre avec les chrétiens de l'Assam, à Shillong, une région où aucun chef d'Etat étranger ne s'est jamais rendu (4 février) ; la rencontre avec les deux évêques (supérieurs des Eglises chrétiennes orientales, malabar et malankar, non unies à Rome) (7 et 8 février) ; la béatification de deux religieux selon le rite syro-malabar reconnu par Rome, à Kottayam (8 février) ; enfin, la rencontre avec des jeunes à Bombay, le jour du départ (10 février).

J.-P. C.

IMPORTANTS ACHATS DE CÉRÉALES

Moscou et Pékin au secours de l'économie thaïlandaise

De notre correspondant

Bangkok. — La Chine et l'Union soviétique se portent au secours de la Thaïlande, en proie à de graves difficultés économiques, en procédant à d'importants achats de céréales. La République populaire de Chine a signé, le 22 janvier, un contrat de 1,137 million de tonnes de riz (1 franc = 3,52 bahts) portant sur l'achat de riz et de maïs. Le geste est clairement politique. Pékin paiera son riz à un prix supérieur à celui du marché. Ainsi que l'a souligné le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Savetasil, « c'est bien une preuve supplémentaire de l'étroite amitié qui lie la Thaïlande et la Chine... et nos pauvres fermiers en seront les premiers bénéficiaires ».

Les achats chinois interviennent, en effet, alors que les riziculteurs sont particulièrement mécontents du bas prix qu'ils obtiennent pour leurs produits. Il y a quelques mois, le gouver-

nement avait fixé le coût de la tonne de paddy (riz non décortiqué) à 3 000 bahts. Aujourd'hui, les fermiers peuvent s'estimer heureux d'en tirer 2 500 bahts. Au début de cette année, plus de deux mille fermiers, contre l'avis des autorités provinciales, étaient venus manifester à Bangkok. Le gouvernement, depuis, consent des prêts sans intérêts aux acheteurs, mais, jusqu'à présent, sans résultats notables.

Aux 200 000 tonnes de riz achetées par la Chine viennent, depuis quelques jours, s'ajouter les 100 000 tonnes commandées par Moscou à la compagnie privée Thai Hua.

Une attitude plus réaliste

L'annonce des achats soviétiques a eu pour effet immédiat de faire monter le prix du riz de seconde catégorie. Que Moscou fasse ensuite don de ce riz au Vietnam ne semble pas troubler Bangkok. Les progrès accomplis dans le domaine agricole par des pays comme l'Inde et l'Indonésie, devenus exportateurs de riz, forcent la Thaïlande, premier exportateur mondial, à chercher de nouveaux débouchés. « Il est temps d'adopter une attitude plus réaliste en ce qui concerne nos relations commerciales avec Hanoi », écrivait récemment le quotidien de langue anglaise The Nation.

En 1984, près de 280 000 tonnes de riz thaïlandais auraient été vendues indirectement au Vietnam, l'essentiel du profit allant aux courtiers étran-

gers. On fait remarquer, dans la capitale thaïlandaise, que, cette année, le Vietnam aura besoin d'un supplément de 6 000 tonnes à 1 million de tonnes de riz, et qu'il serait dommage de ne pas profiter de cet important marché potentiel.

La chute du prix du riz affecte le niveau de vie - déjà modeste - des paysans du Nord et du Nord-Est. Elle a également provoqué une crise au sein du plus important parti de la coalition gouvernementale, le Parti d'action sociale (PAS). Fin décembre, à la suite de la défaite du PAS dans une élection partielle, et invoquant des raisons de santé, M. Kukrit Pramoj, un ancien premier ministre, avait démissionné de son poste de président du parti (le Monde du 30 décembre). Le premier ministre, M. Prem Tinsulanonda, perdait ainsi un allié d'envergure. Depuis son retrait, M. Kukrit n'a pas ménagé ses critiques tant envers le chef du gouvernement que de son ministre des finances, M. Somchai Hunsatikul.

L'essentiel de l'électorat du PAS est d'origine paysanne et vit dans les régions particulièrement touchées par la chute des prix du riz. Déjà en perte de vitesse, le PAS ne peut se permettre de soutenir la politique d'austérité du ministre des finances, souvent présentée comme l'une des causes des difficultés économiques actuelles. Les appels à la démission de M. Somchai ne se comptent plus, mais il bénéficie du ferme soutien du chef du gouvernement.

J. B.

TAHAR BEN JELLOUN



L'enfant de sable

roman
Seuil

Conte philosophique, roman, incantation, poème de l'amour fou et du désir, critique de la morale traditionnelle, « L'enfant de sable » nous rappelle aussi le commencement de toute littérature, qui est l'ivresse de la parole... Borges aimerait entendre ce conte.

JEAN-MARIE G. LE CLÉZIO / LE MONDE

Un chant, une Odyssée orientale, un cri infiniment modulé, une passerelle entre des songes...

MICHEL GAZIER / TÉLÉRAMA

L'ivresse de la parole finit par gagner celui qui l'entend. Voilà sans doute une des clefs de l'envoûtement qui se dégage de « L'enfant de sable ».

JEAN CONTRUCCI / LE PROVENÇAL

Le plus beau roman de Tahar Ben Jelloun, conte arabe, aussi lumineux, mystérieux, doux, effrayant que mille et une nuits du désert, dit peut-être l'une des mémoires de l'homme. DANIELE BRISON / DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE

Avec « L'enfant de sable » nous retrouvons cette foi dans le merveilleux que Ben Jelloun ressuscite en nous de livre en livre.

JEAN-NOËL PANCRAZI / LA QUINZAINES LITTÉRAIRE

Un roman porte-bonheur.

DOMINIQUE DURAND / LE CANARD ENCHAÎNÉ

Ben Jelloun nous a ensorcelés.

ANTOINETTE SPIRE / LE MATIN

Ce livre baroque est un régal.

FRANÇOIS MICHAËL / LE GAI PIED

SEUIL

Le conseil européen

versible

Marché intérieur

Une politique agricole draconienne

INDIAL A JÉRUSALEM

plomatie secrète

ion d'URSS ?

Le conseil européen

versible

Marché intérieur

Une politique agricole draconienne

INDIAL A JÉRUSALEM

plomatie secrète

ion d'URSS ?

Le conseil européen

versible

Marché intérieur

Une politique agricole draconienne

INDIAL A JÉRUSALEM

plomatie secrète

ion d'URSS ?

Le conseil européen

versible

Marché intérieur

Une politique agricole draconienne

INDIAL A JÉRUSALEM

plomatie secrète

ion d'URSS ?

Le conseil européen

versible

Marché intérieur

Une politique agricole draconienne

INDIAL A JÉRUSALEM

plomatie secrète

ion d'URSS ?

Le conseil européen

versible

Marché intérieur

Une politique agricole draconienne

INDIAL A JÉRUSALEM

plomatie secrète

ion d'URSS ?

Le conseil européen

versible

PROCHE-ORIENT

Les factions palestiniennes au Liban du Sud « Nous sommes séparés, mais en cas de troubles nous combattons ensemble »

De notre envoyée spéciale

Saïda. — Sur le pont qui enjambe la rivière Awali, à la sortie Nord de Saïda, alignés comme à la parade — « Présentez armes Rapet », commande leur chef — ils sont six vieux combattants de la police militaire libanaise, en treillis vert olive et béret vermillon ou grenat, à rendre les honneurs au combattant Mahamat Amdine, « mort pour la Palestine ». Dérisoire et solennel hommage à la victime du premier raid israélien de l'année au Liban. Les quatre avions frappés à l'étoile de David, venus à l'aube du mercredi 29 janvier tourner au-dessus des camps palestiniens de Mieh-Mieh et d'Al-Heloué, ont lâché leurs bombes sur les trois points de contrôle à l'entrée sud d'Al-Heloué, le plus grand camp du Liban (70 000 habitants environ). Deux des camps points, l'un tenu le long de la rivière Dar-Eb-Sim par les hommes du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général d'Ahmed Jibril, et l'autre par les dissidents du Fatah d'Abou Moussa, ont été détruits. Le troisième, sous l'autorité du Front de libération de la Palestine de Taleb Yacoub, protégé par des tranchées, est presque intact. 500 mètres à peine séparent les trois objectifs. De la maison qui abritait les combattants du FPLM-CG il ne reste qu'un bloc de béton écorché sur le sol. A quelques mètres, trois cadavres de chiens recroquevillés. Des enfants portant des sacs de jute sur le dos fouinent dans les gravats à la recherche de quelques biens. Des combattants, kalachnikov à la bretelle, viennent aux nouvelles. Les cinq victimes de ce raid — un mort, quatre blessés — appartenaient toutes aux fedayin d'Abou Moussa. Leur maison à un étage est réduite à une motte de paille.

Après les attentats de Rome et de Vienne nos amis des pays communistes nous avaient prévenus que les Israéliens voulaient bombarder les camps, dit Jamal, un responsable des dissidents. Et nos hommes ne dormaient plus dans les permanences. Ils avaient l'ordre de se déployer autour des positions que nous défendons constamment.

Trois heures après le bombardement, le long de la grande rue nou-

vellement pavée, « avec l'argent d'Arafat », précise l'un de ses représentants du camp d'Al-Heloué, l'activité est normale. Toutes les échoppes ont levé leur rideau et les femmes font leurs emplettes. Désœuvrés, car le chômage les frappe plus durement encore que les Libanais, des dizaines de jeunes Palestiniens discutent. Plus nombreux qu'il y a quelques mois, des combattants en armes circulent et une batterie anti-aérienne est postée à l'entrée nord du camp dont toutes les issues sont contrôlées par des fedayin.

Des soldats aguerris

Mais la véritable défense d'Al-Heloué, c'est sur la colline Mieh-Mieh qu'il faut la chercher. Si le camp a repris son visage d'autant avec ses 3 000 habitants auxquels sont venus s'ajouter 300 familles qui ont fui, depuis juin dernier, les camps de Sabra et de Chatila, le village chrétien, investi en avril après

le retrait des forces libanaises (milices chrétiennes) de la région, est devenu une zone militaire. Pas une maison qui soit intacte et dans laquelle il reste le moindre objet. C'est un désert de ruines qu'envahissent les herbes folles, sur lequel pourtant règne une fébrile activité. Par petits groupes, les fedayin ont pris position partout, dans des maisons des villages de Mieh-Mieh et d'Achrafieh, dans lesquels il ne reste plus un seul chrétien.

Dessinés à la peinture rouge ou noire, les doubles croix du Rassemblement chrétien libre, symbole des chrétiens du Sud, disparaissent sous les slogans ou les photos des « martyrs » bâties dans les collines sur les murs. Une colline cultivée en terrasse sert de champ d'entraînement. Une dizaine de fedayin tirent à la mitrailleuse sur des cibles incertaines. Discrètement protégés et éparpillés dans le village, des camions citernes, des jeeps, des véhicules tout terrain. Toutes les organisations palestiniennes sont présentes et l'âge des combattants donne à

l'impression que ce sont des militaires aguerris, rescapés de toutes les batailles. Abou Sada, le visage ridé et tanné par le soleil, serré dans son treillis neuf, commande l'artillerie des dissidents du Fatah. « Ancien journaliste », dit-il, pour justifier ses nombreuses questions sur l'image des Palestiniens dans le monde. Abou Sada affirme qu'il n'y a pas de problème entre les organisations. « Si l'armée du Liban du Sud ou Israël nous bombarde, dit-il, ils ne se demandent pas si c'est Arafat, Jibril ou Abou Moussa. »

« Les armes sont nombreuses »

Quelle est l'organisation la plus puissante ici ? Abou Sada sourit : « Nous sommes des fils de Palestiniens, mais les plus forts ce sont ceux qui tiennent les fusils. » Deux membres de la Saïda (pro-Syriens) approuvent : « Nous résistons séparés, dit l'un d'eux, mais en cas de troubles nous combattons tous ensemble. » Sous un grand portrait de Yasser Arafat, le représentant du Fatah tient le même langage : « La situation est trop dangereuse ici pour que nos relations ne soient pas bonnes. »

Le bombardement israélien sur Al-Heloué ? « Un test, répond-il. Nous nous attendons à de gros bombardements. Je crois que les Syriens vont aussi mener des attaques ici. Mais nous avons de quoi nous défendre. Les armes sont nombreuses. »

Mercédi après-midi, un cortège de trente-cinq voitures bourrées de combattants en armes a traversé Saïda derrière l'ambulance transportant le corps de Mahamat Amdine, qui sera inhumé à Yarmouk, près de Damas. Sur les trottoirs, des badauds ont regardé, indifférents, le cortège, encadré seulement de deux voitures de la police militaire de l'organisation des Tanzim massariens (sunrites), principale milice de Saïda. Sur le pont de l'Awali, aucune salve n'a été tirée, contrairement à l'habitude. Aucun responsable libanais ne s'est non plus déplacé pour saluer le « martyr ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

LES ENTRETIENS MOUBARAK-MITTERRAND

Paris envisage avec circonspection une relance par l'Europe du processus de paix

Après un entretien suivi d'un déjeuner de travail, mercredi, avec M. Mitterrand, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, devait quitter Paris, ce jeudi 30 janvier en fin de matinée, pour se rendre en visite officielle à Bonn.

Le président égyptien a plaidé mercredi à l'Elysée pour un rôle plus actif des Européens au Proche-Orient, afin de relancer un « processus de paix » que Le Caire estime dangereusement enlisé. Au cours de ses entretiens avec M. Mitterrand, M. Moubarak est revenu plus en détail sur la proposition qu'il avait formulée la veille, à Strasbourg, devant l'Assemblée parlementaire des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe. Le raisonnement de M. Moubarak est simple : il souhaite voir les Européens constituer un « groupe de contact » chargé de « rapprocher les points de vue » des uns et des autres : c'est-à-dire d'Israël et des Etats-Unis, d'une part, de la partie arabe, notamment des Palestiniens, de l'autre. L'Egypte considère que l'impasse actuelle est source de violences et de tensions, et Le Caire veut mobiliser les Européens pour faciliter la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, à laquelle serait conviée l'O.L.P. « J'aimerais qu'une telle conférence ait lieu la semaine prochaine », a-t-il en soulignant M. Moubarak à la sortie de l'Elysée.

Or s'ils sont aujourd'hui moins réticents au principe d'une conférence internationale, les Etats-Unis et Israël se refusent à toute forme de dialogue avec la centrale palestinienne, tant qu'elle n'acceptera pas les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui valent reconnaissance implicite de l'Etat hébreu. M. Arafat ne s'y résoudra — il en dit assez — que si les Etats-Unis et Israël cessent de soutenir les dirigeants jordanais — que s'il obtient une contrepartie : soit, précisément, la participation de l'O.L.P. à la conférence internationale, soit la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Cette dernière revendication est rejetée à Washington et à Jérusalem car elle implique, au moins en principe, la possibilité de la création d'un Etat palestinien indépendant.

« Si l'O.L.P. a expliqué mercredi M. Moubarak, venait à adhérer à la résolution 242, il faudrait lui donner satisfaction en l'invitant à cette conférence internationale. » Il a estimé que M. Arafat n'avait pas dit non aux demandes exprimées de la Jordanie exhortant l'O.L.P. à accepter cette résolution. Pour le président égyptien, l'O.L.P. est aujourd'hui à la recherche d'une formule lui permettant de souscrire à ce texte tout en obtenant simultanément la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Il revient aux Européens de tenter de jouer les médiateurs, affirme M. Moubarak, sans d'ailleurs être très explicite : comment sera composé cet éventuel « groupe de contact », quel sera son rôle exact ?

Un complément d'information

L'accueil de Paris est encore circospect. « Pour le moment, la France est disponible vis-à-vis de ses amis, mais prudent, dans l'expression de cette disponibilité », a déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Vauzelle, à l'issue de la conversation entre MM. Moubarak et Mitterrand. Le ministre des relations extérieures a fait preuve de tout autant de prudence : la proposition égyptienne « mérite un complément d'information et une réflexion que nous entreprenons », a indiqué M. Dumas.

M. Moubarak s'est, d'autre part, refusé à dire s'il comptait prochainement s'entretenir en tête à tête avec le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, qui a séjourné mercredi une visite officielle de trois jours en RFA. « Je rencontrerai M. Peres un jour, a-t-il le rais ; cela ne fait aucun doute, mais je ne peux pas vous dire quand. »

Yémen du Sud

SELON L'ENVOYÉ SPÉCIAL DU « FINANCIAL TIMES » A ADEN

Un « coup d'Etat préventif » du président Ali Nasser a été à l'origine des combats

Pour la première fois depuis le coup de force du 13 janvier, un journaliste occidental, Tony Walker du « Financial Times », a pu se rendre à Aden, après un voyage en mer de cinquante-deux heures à bord d'un yacht parti de Djibouti. Il confirme que la capitale sud-yéménite, dont certains quartiers ont été complètement démolis, se remet lentement de ses blessures. Le port est de nouveau ouvert à la navigation, certaines des liaisons téléphoniques ont été rétablies et les magasins et les banques fonctionnent normalement. Tony Walker estime cependant qu'il faudra des mois sinon des années pour reconstruire les bâtiments qui ont été endommagés au cours des affrontements.

Le retour à la normale est graduel et les rues d'Aden sont toujours étroitement surveillées par de jeunes miliciens armés. Les voitures circulent mais de multiples barrières entravent la circulation. Tawahi, quartier situé près de l'entrée du port, a été le plus touché par les combats : des batailles en règle y ont opposé des factions qui ont utilisé des tanks, des voitures blindées, des canons et des mitrailleuses lourdes. Tawahi a été également pilonné par les vedettes de la marine, et les habitants du quartier parlent avec horreur des combats qui se sont déroulés de rue en rue et de maison en maison.

Les autorités n'ont fourni aucun chiffre concernant les victimes, mais celles-ci, affirme Tony Walker, se comptent par milliers.

Le journaliste britannique estime que la crise a commencé par un « coup préventif » du président Ali Nasser contre ses adversaires au sein du Parti socialiste yéménite. Convoqués à une réunion du bureau politique, ces derniers ont été tués sur place par les membres de la garde présidentielle, tandis que d'autres adversaires, civils et militaires, du président déchu étaient arrêtés dans toute la capitale, et certains d'entre eux massacrés.

L'ancien président Ali Nasser ne se trouverait pas, contrairement à ce qui a été dit, dans la province d'Al-Yamani, qui jouxte Aden, mais au Yémen du Nord où il se serait réfugié avec certains de ses lieutenants. Selon le « Financial Times », on croit à Aden l'éventualité qu'il puisse organiser une contre-attaque contre la capitale. La bataille, note le journal britannique, a été en fait remportée par les rebelles du bureau politique le 15 ou le 16 janvier, lorsque les cadres moyens de l'armée, apprenant la manière dont avaient été exécutés Ali Nasser et ses partisans, se sont ralliés à l'opposition. Le rapport des forces s'est inversé. L'aviation neutralisée et la marine réduite au silence, le président Ali Nasser avait perdu la partie.

A TRAVERS LE MONDE

MEXIQUE

Manifestation de masse contre la politique économique du gouvernement

Mexico. — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté mercredi 29 janvier à Mexico, à l'appel de syndicats et de mouvements de gauche, contre la politique économique d'austérité du gouvernement et en faveur d'un moratoire de la dette extérieure et de la création d'un front des pays débiteurs latino-américains. La manifestation, qui a rassemblé trente-cinq mille personnes selon la police, mais plus de soixante mille, selon les organisateurs, a été la plus importante organisée depuis trois ans contre la politique économique du président Miguel de La Madrid. « Le gouvernement doit cesser de se plier aux demandes du FMI (Fonds monétaire international) et décaler le moratoire du paiement de la dette », a déclaré M. Humberto Enriquez, dirigeant du syndicat des enseignants. Il a également demandé au gouvernement de se placer « à la tête d'un front des pays débiteurs d'Amérique latine ». — (AFP.)

LAOS

Ouverture à l'Ouest

Vientiane. — Le Laos, un des pays les plus pauvres d'Asie, se déclare prêt à élargir ses portes au commerce et à la coopération économique avec l'Occident. Une réforme économique en cours favorisera les échanges commerciaux avec l'étranger, a indiqué M. Khamphet Phengnong, premier vice-président du comité d'Etat au plan, au cours d'une récente rencontre avec quelques journalistes à Vientiane. Au même moment, le pays semble sur le point de diversifier ses sources d'aide économique, jusqu'à présent principalement le Vietnam et le bloc soviétique. Il est devenu le seul pays de l'Indochine prossoviétique à pouvoir, en principe, recevoir une aide économique de Washington depuis que le Congrès américain a levé, en décembre, un embargo datant de la victoire communiste. La France, dont les relations diplomatiques avec le Laos ont repris en 1982, met également en place une coopération à caractère technique. La réforme économique, qui remet à l'honneur la notion de profit pour les entreprises d'Etat, insiste sur l'importance du secteur privé et assouplit la planification nationale, selon M. Khamphet. Les entreprises d'Etat auront le droit de commercer directement avec l'étranger et de réinvestir une partie de leurs bénéfices pour leur modernisation. M. Khamphet a même envisagé la création de sociétés mixtes à capitaux partiellement étrangers. — (AFP.)

PAKISTAN

Grand rassemblement de l'opposition

Lahore. — Plus de soixante-dix mille personnes, rassemblées à l'appel du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD) groupant onze partis d'opposition, ont écouté, mercredi 29 janvier, à Lahore, des discours exigeant de nouvelles élections, et rejetant les restrictions imposées aux partis politiques. Ce meeting, le plus important depuis que le président Zia Ul Haq a mis fin, le 30 décembre, à huit ans et demi de loi martiale, a surtout été l'occasion d'une démonstration de force pour le Parti du peuple pakistanais (PPP) — parti de Mme Benazir Bhutto — composante principale du MRD.

URSS

Deux années de prison supplémentaires pour le psychiatre Anatoli Koriaguine

Amsterdam. — Le psychiatre soviétique Anatoli Koriaguine, quarante-huit ans, déjà condamné à sept ans de camp et cinq ans d'exil en 1981 pour avoir participé aux activités d'un groupe de travail étudiant l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en URSS, a vu sa peine prolongée de deux ans, a annoncé mercredi 29 janvier, à Amsterdam, la Fondation Boukovsky.

Citant des milliers de dissidents à Moscou, la Fondation précise que la peine a été prolongée pour « riposte contre les autorités ». Condamné pour « agitation et propagande antisoviétique », Anatoli Koriaguine a passé quatre ans à la prison de Tchistopol, où il a fait plusieurs grèves de la faim pour protester contre les conditions de détention. Très affaibli, il a été transféré en octobre 1985 à l'hôpital du camp de prisonniers politiques de Perm.

Anatoli Koriaguine est membre d'honneur de l'Organisation mondiale des psychiatres et d'associations de psychiatres en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. — (AFP.)

ITALIE

Le PCI n'est pas « stupide »...

Rome. — Le PC italien n'a jamais « commis la stupidité » de rompre avec l'URSS, a expliqué, mercredi 29 janvier, M. Alessandro Natta, secrétaire général du PCI, à son retour de Moscou. M. Natta a confirmé que ses entretiens avec M. Gorbatchev avaient fait apparaître « des convergences et des divergences » (le Monde du 29 janvier) mais que la discussion « très large et libre » sur les grands problèmes du monde, de l'Italie, de l'URSS « avait permis de faire « des progrès remarquables dans la compréhension de nos positions respectives ».

Il n'y a jamais eu de « déchirure » entre le PC italien et soviétique, a ajouté M. Natta en réponse à une question à propos des relations entre les deux partis après l'imposition de l'état de guerre en Pologne. Cette absence de rupture a été « utile pour notre pays, pour le PCI et même pour le PC soviétique, que certains de nos critiques ont peut-être fait réfléchir ». — (AFP.)

TUNISIE

La peine de M. Achour réduite en appel

Tunis. — La cour d'appel de Sfax a, le mercredi 29 janvier, ramené de douze à huit mois de prison la peine prononcée voilà un mois par le tribunal de première instance de la ville à l'encontre de l'ancien dirigeant de la centrale syndicale UGTT, M. Habib Achour. Celui-ci est accusé d'avoir pénétré par effraction dans les locaux d'une coopérative de pêche pour prendre en main sa direction, ce qu'il a toujours nié. D'autre part, elle a réduit de moitié les peines d'emprisonnement de douze et de six mois auxquelles avaient été condamnés dans la même affaire une dizaine d'autres syndicalistes. Cette semaine, l'ensemble des partis et mouvements d'opposition tunisiens a protesté dans un communiqué contre « les entreprises » du pouvoir « visant à remettre en cause les structures syndicales légitimes », dont la comparution devant les tribunaux de M. Achour « sur la base d'accusations fantaisistes ». La Ligue des droits de l'homme a également protesté contre l'action de démantèlement menée contre la direction de la centrale syndicale. — (Corresp.)

MAXIMILIEN
106, Bld Saint Germain Paris 6

SOLDES

Prêt à Porter de Luxe pour Hommes

GRIFFE

VALENTINO - NINO CERRUTI
HUGO BOSS - YVES SAINT LAURENT
LA SQUADRA - ENRICO COVERI
DANIEL HECHTER - ETC...

AFRIQUE

LE NOUVEAU RÉGIME EN OUGANDA

La « démocratie » fait ses gammes à Kabalé

Les médias libyens ont affirmé, mercredi 29 janvier, que le colonel Kadhafi avait aidé M. Yoweri Museveni à prendre le pouvoir en Ouganda en lui fournissant le matériel. La télévision de Tripoli a diffusé un film montrant le président libyen recevant le chef de la NRA (Armée

nationale de la résistance) et lui demandant : « Quelles armes pouvons-nous vous envoyer ? Pouvons-nous vous envoyer des chars ? ». M. Museveni a répondu qu'il avait besoin de toutes les armes que la Libye pourrait lui envoyer. Le nouveau chef de l'Etat ougandais s'est, d'autre

part, rendu mercredi à Goma, au Zaïre, près du lac Kivu, pour participer à une réunion des présidents du Zaïre, du Kenya et du Rwanda. A cette occasion, M. Museveni a reçu l'appui de ses pairs pour « restaurer la paix et la sécurité en Ouganda ». — (AFP, Reuters, UPI.)

De notre envoyé spécial

Kabalé. — Club à la main, suivis par leurs cadavres, des Ougandais serpentent le terrain de golf fraîchement tondus, tandis que d'autres, un peu plus loin, échangent des balles sur un court de tennis, indifférents aux événements qui agitent le pays. Kabalé, il est vrai, a été « libérée » début août par l'Armée nationale de résistance (NRA). Pour cette petite ville de quelques milliers d'habitants située à proximité de la frontière rwandaise, la prise du pouvoir par M. Yoweri Museveni et les siens est presque déjà de l'histoire ancienne.

Les habitants de Kabalé ont appris la nouvelle par des radios étrangères, et aussitôt « ce fut le fête », raconte l'un d'eux. Ils ne s'en sont pas plus mal trouvés d'avoir été pendant plusieurs mois coupés de Kampala : la région est riche et se suffit à elle-même. Et puis, le Rwanda n'est pas loin : il y avait toujours moyen de traverser par-dessus la frontière du café ou des haricots contre du sel et du sucre, par exemple.

L'ancien « district commissaire » est à son poste, mais, depuis début novembre, la NRA l'a coté d'un « administrateur provisoire », un guérillero en treillis âgé de vingt-sept ans. Diplômé en sciences politiques de l'université de Makerere, John Kazoora, méfiant et quelque peu tacticien, a été placé là, explique-t-il, pour apprendre aux gens la bonne ligne, conformément aux direc-

tives venues de plus haut et rassemblées dans un « plan en dix points » où l'on parle notamment de démocratie, de sécurité, d'indépendance, etc.

Non, la guerre n'est pas finie. Il y a encore beaucoup d'autres ennemis à éliminer : « On ne se bat pas seulement avec des fusils », souligne le responsable local de la NRA. Et de citer notamment la lutte contre la corruption. « La population doit se mobiliser et s'organiser en conséquence », insiste-t-il. Ainsi, dans la région de Kabalé, comme ailleurs dans les zones déjà libérées, des « comités de résistance », élus par la base, ont été mis en place à tous les échelons administratifs, du village jusqu'au district. A moins d'être un « criminel », chaque citoyen au-dessus de seize ans a ainsi son mot à dire dans la gestion quotidienne des affaires de la communauté à laquelle il appartient.

L'aide des exilés

L'objectif de ce quadrillage démocratique est de réussir à « forger un homme nouveau », non de moins. Certes, affirme M. Kazoora, « nous ne sommes pas là pour nous venger », mais il y a tout de même des « criminels » sur le passé desquels il convient de se pencher un peu. A Kabalé, le tribunal en a déjà condamné plusieurs, dont les peines sont suspendues au jugement d'une haute cour encore à créer.

Que ce soit au sein de la fonction publique ou dans les rangs de

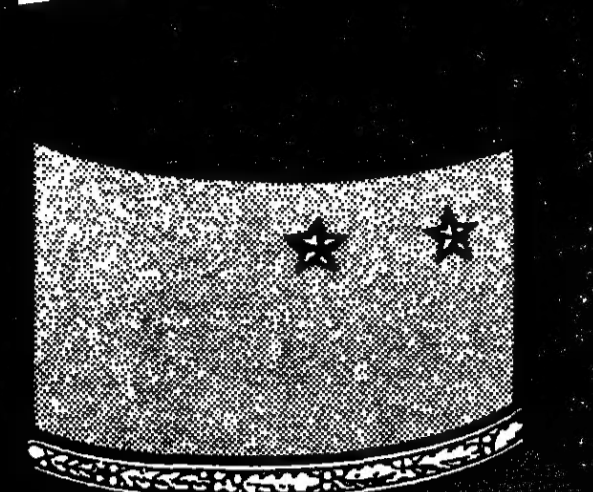
« Pas la moindre banane »

Pour financer son effort de guerre, et notamment entretenir le moral de ses troupes, la NRA a pu compter sur l'aide de ses « amis », parmi lesquels de nombreux exilés ougandais. Ainsi, et-on va, par exemple, début novembre, un convoi de seize camions chargés de marchandises diverses franchir la frontière tanzanienne en direction des zones libérées. Il est clair aussi que la guérilla a très profité de l'exportation clandestine, via le Rwanda, de denrées agricoles comme les haricots et surtout le café. Elle a fait des dettes aussi. « Nous avons signé des reçus, mais nous avons promis de rembourser lorsque nous serions au pouvoir », indique M. Kazoora. Certains attendent avec impatience de savoir si parole sera tenue.

Si à Kabalé la vie suit son cours, à Mbarara, à 280 kilomètres de la capitale, c'est encore l'état de guerre. Mise à sac, la ville a été dévastée par ses habitants. Pour-être trente mille, qui se sont réfugiés dans les villages alentour, en attendant que les troupes gouvernementales et la NRA cessent de s'en disputer le contrôle. Depuis quatre mois et demi, il n'y a plus ni eau, ni électricité, ni téléphone. L'arrivée du dernier convoi automobile en provenance de la capitale remonte au 19 septembre.

JACQUES DE BARRIN.

IL REVIENT !



Aux abords du pont de Katanga, à une heure de route de Kampala, pendant près de cinq mois, les troupes gouvernementales et la NRA se sont fait face, seules deux carcasses calcinées de « crocodiles » — véhicules blindés de transport — signalant l'existence de cette ligne de front. Aujourd'hui, M. Museveni le rebelle est devenu chef de l'Etat ougandais. Cinq ans plus tôt, il avait pris le maquis. Une aventure qui promettait de tourner court : vingt-sept hommes et cinq fusils...

JACQUES DE BARRIN.

APRÈS LA RENCONTRE D'IN-AMÉNAS

Tripoli appelle Alger à une « alliance stratégique » contre les Etats-Unis

Au lendemain de la rencontre du colonel Kadhafi et du président Chadli à In-Aménas, la radio de Tripoli a lancé un appel à une « alliance stratégique » entre l'Algérie et la Libye pour faire face à la guerre coloniale des Etats-Unis contre le monde arabe. De son côté, la presse algérienne affirme la solidarité entre les « deux peuples frères ».

Rabat a accueilli avec flegme la rencontre d'In-Aménas ; on assure dans les milieux officiels que le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Triki, avait mis le roi Hassan II au courant des thèmes qui y seraient évoqués. On souligne d'autre part que le commentaire de l'agence libyenne Jana au sujet du Sahara occidental est très différent de celui de l'agence de presse algérienne APS (le Monde du 30 janvier). Selon Jana, le colonel Kadhafi estime que ce problème doit être résolu « dans le cadre de l'unité du Maghreb ». Selon l'APS, il aurait reconnu « le droit du peuple sahraoui à l'indépendance ».

De notre correspondant

Alger. — Le ministre des affaires étrangères algérien, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, participe ce jeudi 30 janvier aux travaux de la session extraordinaire du conseil des ministres de la Ligue arabe réuni à la demande de la Libye. Il a été reçu, mercredi, avant son départ pour Tunis, par le président Benjedid Chadli qui lui a remis un message pour le président Bourguiba. Il est vraisemblable que le chef de l'Etat algérien a tenu à mettre rapidement celui-ci au courant de la tenue de ses entretiens avec le colonel Kadhafi (le Monde du 30 janvier). Ce qui tend à confirmer que le différend tuniso-libyen a figuré en bonne place dans les discussions d'In-Aménas.

La presse algérienne de mercredi a donné une large place à la rencontre. Le quotidien de langue arabe Ech Chaab insiste sur la solidarité qui a toujours existé entre les « deux peuples frères », rappelle le soutien apporté par la Libye à la lutte de libération et l'engagement de l'Algérie à ses côtés dans les moments difficiles. L'éditorialiste souligne que cette solidarité est « un facteur essentiel dans l'édification

du Grand Maghreb arabe » que « l'Algérie a toujours cherché à réaliser », notamment par « le traité de fraternité et de concorde » signé avec la Tunisie et la Mauritanie en 1983.

El Moudjahid évoque pour sa part la solidarité que « l'Algérie entend manifester à la Libye dans les difficultés que celle-ci connaît actuellement ».

Il a fallu attendre mercredi pour que la situation de la Libye face aux mesures des Etats-Unis soit évoquée par la presse algérienne. Mardi soir, ni la télévision ni l'agence officielle Algérienne Presse Service (APS) n'en avaient parlé. L'accent était mis sur la concordance de vues des deux chefs d'Etat à propos des solutions à apporter au conflit du Sahara occidental.

De son côté, la télévision libyenne a axé son commentaire sur le soutien total que l'Algérie apporte à la Jamahiriya « face aux provocations répétées des Etats-Unis » mais n'a pas abordé du tout la question du Sahara occidental. L'absence de communiqué commun facilite ces divergences dans la présentation d'un même événement à deux opinions publiques.

FREDERIC FRITSCHER.

Sénégal

● Sommet des pays sahéliers. — Le septième sommet du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), qui a clos ses travaux, mercredi 29 janvier, à Dakar, a lancé un appel invitant les pays donateurs à appuyer les efforts des Etats membres pour relancer leur agriculture. La présidence de l'organisation sahélienne a été confiée pour deux ans au chef de l'Etat sénégalais, M. Abdou Diouf. Le CILSS, qui comprend le Sénégal, la Mauritanie, le Cap-Vert, la Gambie, le Mali, le Tchad, le Burkina et le Niger, a décidé d'accueillir un nouveau membre, la Guinée-Bissau. — (AFP.)

République sud-africaine

● Cinq morts lors d'une fusillade. — Cinq Noirs ont été tués par balles et deux autres blessés, mercredi 29 janvier, dans la réserve noire d'Umbumbulu, à 35 kilomètres au sud du port de Durban, lorsqu'une cinquantaine d'hommes ont ouvert le feu contre des personnes qui attendaient à un arrêt d'autobus. Selon la police, cette fusillade serait liée à l'hostilité entre tribus zoulou et pondo, sans avoir toutefois de rapport direct avec les deux communautés, qui ont fait cent treize morts dans la région depuis fin décembre dernier. — (AFP.)

EUROPE

DANS UNE INTERVIEW A L'HEBDOMADAIRE « DIE ZEIT »

M. Honecker souhaite « normaliser » les relations entre les deux Etats allemands

Les interviews de M. Honecker, le chef de l'Etat et du parti est-allemand, dans la presse occidentale sont rares. Elles le sont particulièrement dans la presse ouest-allemande, et c'est pourquoi le long entretien que publie ce jeudi 30 janvier, sur trois pages, l'hebdomadaire Die Zeit est en lui-même un événement. Le projet, en chantier depuis trois ans, avait été plusieurs fois différé. Il vient de se réaliser selon la méthode classique : questions écrites adressées par Die Zeit au numéro un est-allemand, réponses écrites, puis entretien autour de ce texte avec deux journalistes de l'hebdomadaire.

Erich Honecker, écrit le rédacteur en chef de Die Zeit, Theo Sommer, est sans conteste « l'homme le plus puissant de RDA depuis 1971 », qui que disent les rumeurs récemment colportées, dans la presse britannique notamment, sur un possible renoncement de M. Honecker à certaines de ses fonctions, à l'occasion du prochain congrès du parti (SED) en avril. M. Honecker, à soixante-quatre ans, est en bonne forme, selon Theo Sommer. Non seulement il l'entretenant par le sport, mais il a l'assurance des hommes qui ne se sentent pas menacés : « Il sourit, il rit, il se laisse interrompre ».

Pas de révélations fracassantes dans ce texte, où l'on retrouve évidemment les poncifs du discours officiel est-allemand : toute l'action de la RDA n'est inspirée que par la volonté de paix ; elle entend agir « en toute souveraineté », les limites à cette souveraineté n'étant naturellement pas entendues comme venant de Moscou mais de Bonn. Mais Theo Sommer relève une sincère disposition à la coopération. Erich Honecker dit vouloir intensifier les relations économiques entre les deux Allemagnes et « normaliser » leurs relations politiques. « Pourquoi ne serait-il pas possible par exemple que les ministres des affaires étrangères des deux Etats se rencontrent en RFA ou en RDA pour discuter des questions de sécurité ? Pourquoi ne peuvent-ils se rencontrer qu'à New-York, à Madrid ou à Stockholm ? »

M. Honecker admet qu'il y a continuité dans la politique à l'Est de la République fédérale depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier Kohl. Pour ce qui est de la circons-

Espagne

LE PRINCE FELIPE PRÊTE SERMENT COMME HERITIER DU TRONE

Madrid (Reuters). — Le prince Felipe, qui vient de fêter ses dix-huit ans, est devenu officiellement prince héritier en prêtant serment ce jeudi 30 janvier, devant les Cortes, de respecter la Constitution espagnole. Cette cérémonie, qui s'est déroulée pour la première fois, souligne la continuité de la monarchie espagnole, rétablie à la mort du général Franco, il y a dix ans. Le roi Juan Carlos a voulu donner à son fils une éducation devant faire de lui un souverain moderne, soucieux du respect de la démocratie.

Felipe Juan Pablo Alfonso de Todos Los Santos de Borbon et de Grèce, prince des Asturies, de Gironne et de Vienne, a été élevé à Madrid comme un écolier ordinaire. Parlant couramment l'anglais et le français, il a étudié les mathématiques au collège de Lafield, au Canada, en 1984-1985 ; et il est maintenant cadet à l'école militaire. Comme son père, c'est un sportif qui aime le ski et la voile.

S MOUBARAK-MITERRAND

Age avec circonspection

L'Europe du processus de paix

Si l'OLP a expliqué mercredi à l'ambassadeur israélien, M. Moubarak, venu à Jérusalem pour la conférence internationale, la position de la République arabe de Palestine indépendante.

M. Moubarak, venu à Jérusalem pour la conférence internationale, a expliqué la position de la République arabe de Palestine indépendante. Il a souligné que l'OLP est prête à négocier avec Israël sur la base de la reconnaissance de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination. Le processus de paix doit être accéléré, a-t-il insisté, afin de permettre à la population palestinienne de vivre dans la paix et la sécurité.

Un complément d'information

Le chef de l'Etat de la République arabe de Palestine, Yasser Arafat, a déclaré à l'ambassadeur israélien, M. Moubarak, que l'OLP est prête à négocier avec Israël sur la base de la reconnaissance de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination. Il a souligné que le processus de paix doit être accéléré, afin de permettre à la population palestinienne de vivre dans la paix et la sécurité.

Amén du Sud

CHADLI ET KADHAFI : LA RENCONTRE

« Inventif » du président Ali Ham

L'origine des combats

La rencontre entre le président libyen, M. Kadhafi, et le président algérien, M. Chadli, à In-Aménas, a été l'occasion pour le colonel libyen de faire part de ses vues sur la situation en Algérie. Il a souligné que la Libye est prête à coopérer avec l'Algérie pour la résolution des problèmes algériens.

Le colonel Kadhafi a également évoqué la question du Sahara occidental, affirmant que la Libye soutient le droit du peuple sahraoui à l'indépendance. Il a souligné que la Libye est prête à coopérer avec l'Algérie pour la résolution des problèmes algériens.

IMILIEU

nt Germain Paris

LDDES

le Luxe pour Hommes

CHIFFE

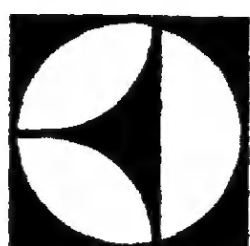
IO - NINO CERRUTI

YVES SAINT LAURENT

A - ENRICO COVER

HECHTER - ETC...

Le 31 janvier 1986 s'ouvre à Villepinte le Salon des Arts Ménagers 1986.



Combien d'entreprises d'électroménager seront sur le marché dans 5 ans ?

Cette année encore, c'est la fête de l'électroménager. Pendant quelques jours, professionnels et clients, dans l'ambiance artificielle d'un salon vont vivre l'illusion d'une prospérité, hélas pas encore retrouvée. Les lendemains de fêtes risquent d'être tristes.

Si je prends la liberté de lancer un cri d'alarme aujourd'hui, ce n'est pas pour jouer les Cassandre briseurs d'optimisme mais pour appeler une profession que j'aime, à laquelle je crois, à regarder en face les réalités pour choisir l'avenir quand il est encore temps et non pour le subir. Rappelons-nous l'industrie européenne de la photo qui était si brillante il n'y a pas si longtemps; pour n'avoir pas su se regrouper, s'organiser, elle a passé le flambeau à l'industrie japonaise; rappelons-nous l'industrie automobile... et les salons insolents de richesse et d'insouciance de Paris, de Francfort des années 1960, le danger nippon était inexistant... à l'époque. Aujourd'hui, même les grandes marques américaines sont obligées de s'allier avec les groupes japonais, là encore l'avenir n'est pas assuré pour l'automobile européenne.

Regardons l'industrie informatique, les Européens avancent en ordre dispersé et sont déjà marginalisés par les Américains et les Japonais; là encore la concentration n'a pas été prospective, elle arrive tard, presque trop tard.

En électroménager ne pensons pas que nous échapperons miraculeusement à ce qui arrive à d'autres industries... Regardez déjà l'offensive japonaise sur le four à micro-ondes, ce n'est pas assurément qu'un début...

Et pourtant, en électroménager nous avons en Europe l'immense chance d'avoir deux groupes européens dans les cinq premiers du monde et parmi eux, le premier groupe mondial auquel j'ai l'honneur d'appartenir.

Nous avons une longue tradition de savoir-faire industriel et marchand, une solide avance technologique, le plus grand marché du monde, pléthore de marques de talent. Et cependant chaque année des entreprises renommées connaissent de grosses difficultés, voire disparaissent, le futur n'est assuré pour personne. Les Européens avancent en désordre, continuent d'importer massivement des produits de l'Europe de l'Est à des prix de dumping, ce qui crée chômage et désorganisation du marché en profitant du laxisme de nos lois et d'une absence dramatique de politique d'importation dans l'électroménager...

Au lieu de nous faire une guerre commerciale sauvage, amis de l'électroménager, acceptons de nous organiser, devançons les évolutions nécessaires, considérons comme des victoires et non des défaites les inévitables concentrations. C'est dans ce sens que le rapprochement de Zanussi avec notre groupe doit être compris comme une chance pour l'Europe de conserver le leadership avec un esprit de conquête à l'échelle mondiale.

Si les Européens comprennent maintenant que le marché de l'électroménager est mondial, il y a de bonnes raisons d'espérer et les futurs salons des Arts Ménagers seront de vraies fêtes sans nuages.

Bonne chance au Salon 1986.

Yves PEIROTÉS

Directeur Général Electrolux Produits Blancs

*1^{er} fabricant mondial d'électroménager

مکان الکترونیک

politique

LE DÉBAT SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL AU SÉNAT

Quand l'opposition défend les lois Auroux...

Tard dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 janvier, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, et Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, constatant le premier « la tentative organisée », le second « la volonté », « d'obstruction et d'enlèvement » des sénateurs communistes. S'attendaient-ils que les élus du PC, faisant fi de toutes les déclarations précédentes, renou-
cent à « empêcher » l'adoption de l'« aménagement du temps de travail » ? Imaginaient-ils que les mêmes allaient, à la veille d'une nouvelle journée d'action et de protestation de la CGT, baisser les bras et se laisser décourager par les obstacles

dressés les uns après les autres au cours de la journée contre leur tactique de retardement ? Non, sans doute. Mais MM. Fourcade et Delebarre, après plusieurs heures de débats, venaient de mesurer la détermination du groupe communiste et une relative impuissance à la contenir malgré trois initiatives.

La première aura été de proposer une motion d'ordre rejetant à la fin de l'examen des articles du texte les quelques cent vingt amendements du PC tendant à inclure des articles additionnels avant l'article 1^{er} du projet. Ainsi la majorité sénatoriale pourra, d'emblée, faire adopter une version de la modification du code du travail pour la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail.

La deuxième initiative est venue de M. André Méric, président du groupe socialiste, qui a demandé la clôture de la discussion de cet article 1^{er} A, après que trois des dix-neuf orateurs communistes inscrits se furent exprimés.

Constitution à l'appui

Pour la troisième, c'est M. Delebarre qui s'est opposé, Constitution à l'appui, à l'examen de vingt-trois sous-amendements déposés en séance par des membres du groupe communiste sur l'un de leurs amendements, et qui n'avaient pas été soumis à la commission. Conformément au règlement du Sénat, ce dernier s'est prononcé sans surprise en faveur de l'irrecevabilité de ces sous-amendements.

Sur les vingt-neuf amendements du PC à cette première disposition, vingt-deux ont été « tour de France » tendant à exclure, l'un après l'autre, chacune des régions métropolitaines du champ d'application de la loi. L'adoption de ces amendements aurait vidé de leur sens les dispositions introduites par l'Assemblée nationale dans le projet initial du gouvernement, et destinées à limiter les dérogations portant sur l'aménagement du temps de travail, la répartition des horaires et la récupération des heures perdus.

Même si, dans le déroulement des débats, les socialistes bénéficient de l'appui de la majorité sénatoriale pour ne pas retarder exagérément l'examen du projet, le gouvernement n'en continue pas moins de mettre sur le même pied l'opposition du PC et celle de la droite. Ainsi M. Delebarre a reproché aux communistes d'avoir égaré la droite dans leurs interventions.

Le ministre a critiqué la commission sénatoriale pour ne pas avoir entendu M. Dominique Taddei, auteur du rapport sur l'aménagement du temps de travail. Il a, imprudemment, reproché à la droite la non-utilisation de tout son temps de parole pendant la discussion générale, alors que le groupe socialiste n'avait pas, lui non plus, usé de tout le sien. En revanche, il a mis en relief non seulement les contradictions au sein du RPR entre M. Alain Juppé, qui a critiqué certaines dispositions votées par la majorité sénatoriale en commission, et M. Chérioux, qui les avait vigoureusement défendues la veille, mais encore au sein de l'opposition en général, qui se prend à défendre les lois Auroux auxquelles elle s'était vigoureusement opposée en 1982.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Après les déclarations de M. Chevènement

« PAIX SCOLAIRE OU GUERRE FROIDE ? »
DEMANDE M^{me} MISSOFFE (RPR)

M^{me} Hélène Missoffe, députée RPR de Paris, présidente de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, a réagi vivement aux déclarations de M. Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, qui, au Grand Jury RTL-Le Monde, du 26 janvier, avait dit : « Si par malheur la droite revenait au pouvoir, elle rallumerait une guerre scolaire ». M^{me} Missoffe lui répond ainsi : « Qui a rallumé la guerre scolaire, sinon la gauche avec le projet de loi Savary ? J'affirme qu'à l'heure actuelle l'enseignement privé est apaisé : le calcul du nombre de postes nouveaux est volontairement erroné ; il y a non-évaluation des crédits limitatifs à ses besoins vitaux, une baisse notable des crédits de formation, et les collectivités publiques sont dans l'impossibilité de faire des interventions financières en sa faveur ».

L'exclusion de l'enseignement privé de l'opération informatique pour tous tend à effectuer une marginalisation des élèves du privé, qui seront les nouveaux pauvres de l'éducation. « Est-ce la paix scolaire, ou une guerre froide ? »

LA PRÉPARATION DU COMITÉ CENTRAL DU PCF

« Écoutez la différence »

Avec une discrétion extrême, l'Humanité du mercredi 29 janvier a annoncé la réunion du comité central du PCF pour le 3 février (le Monde du 29 janvier). Le rapport présenté par M^{me} Madeleine Vincent, membre du bureau politique, portera sur « le point de la campagne électorale, la mobilisation de tous les moyens et de toutes les forces du parti ».

Les journalistes sont des observateurs avisés, mais ce sont des gens bornés. Pire, ils travestissent les faits. La plupart du temps sur ordre. Tel est le sens du message délivré par M^{me} Gisèle Moreau, mercredi 29 janvier, au cours du point de presse hebdomadaire du PCF. « Je note que depuis hier soir, a déclaré le membre du bureau politique du parti communiste, à l'initiative de Journal le Monde, une étrange campagne se développe à la radio et à la télévision, sur le thème « les communistes ont subitement changé de ligne, ils se mettent à attaquer la droite ». Et de s'interroger sur « ce soudain revirement de la presse liée au pouvoir qui, voilà encore dix jours, disait que le seul adversaire de notre parti, c'était le PS ».

Ainsi, le Monde (1) serait le chef d'orchestre d'une sinistre campagne aux relents anticomunistes.

La direction du PCF affirme sans sourciller que son principal adversaire a toujours été la droite — « ce n'est pas vraiment une découverte » — et que la nécessité de lui « barrer la route » a été exposée « depuis le début de la campagne », rappelle lors de la « conférence nationale d'octobre 1983 » et dernièrement encore au « comité central de décembre » (2).

Ainsi, les observateurs, après le passage de M. Georges Marchais à

« L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 22 janvier, seraient-ils dans l'embarras. Pour ne pas dire « c'est vrai, les communistes sont les adversaires de la droite, mais jusqu'à présent nous avons préféré le cacher », souligne M^{me} Moreau, ces mêmes observateurs préfèrent affirmer « c'est vrai, les communistes sont les adversaires de la droite mais ils le sont depuis la semaine dernière : ils ont changé de ligne ». Elle en conclut que « tout cela n'est pas très sérieux ».

Les faits sont les faits. Ils obligent à constater que la direction du PCF a opéré une inflexion de sa thématique électorale. D'une campagne unitairement anticomuniste, où la droite s'était guère évoquée, elle est passée à une accentuation subite de sa critique contre cette même droite. Parmi les premières questions des téléspectateurs à M. Marchais à « l'heure de vérité » n'y avait-il pas celle-ci : « Pourquoi attaquez-vous plus les socialistes que la droite ? »

Le zig et le zag

Sans remonter trop loin, toutes les « vagues » de l'Humanité d'avant le 22 janvier sont à cet égard éloquentes. « Mitterrand sort son 49-3 », « Dans Delebarre, il y a Barre », « François Mitterrand a triché en présentant son bilan », « Mitterrand s'acharne », « Fabius, c'est du pipéau », « Je continue le sale boulot » (allusion à M. Mitterrand) « Wall Street », la cote du PS grimpe ». Pratiquement pas un titre sur la droite, pas même après la présentation de la plate-forme RPR-UDF.

Le 22 janvier, tout bascule. Dans un élan prémonitoire, l'Humanité annonce la prestation télévisée du secrétaire général sous le titre

« Écoutez la différence ». Le soir même, M. Marchais émaille son intervention de dénonciations de la droite. Plus nombreuses qu'à l'accoutumée. Le lendemain, le quotidien communiste titre « Le vote communiste : le vote anti-droite », le surlendemain, c'est « Flexibilité : la droite en rajoute », et, le 28 janvier, il titre « Plus démagogue Chirac, tu meurs ».

De même, la direction du PCF se prévaut de critiques constantes et vigoureuses contre la droite depuis le début de la campagne. Certes, cette droite — « notre adversaire résolu » — n'était jamais oubliée dans les interventions des dirigeants communistes, mais elle passait largement derrière le PS, le « gouvernement socialiste », et au président de la République. L'exemple le plus probant est le discours d'ouverture de M. André Lajoinie lors de la conférence nationale du PCF, les 12 et 13 octobre 1985. On y trouve quelques lignes pour montrer son hostilité à la droite et vingt pages pour démolir les socialistes.

Avec un humour mâtiné de fatalisme, un dirigeant départemental du PCF reconnaît que « les inflexibles font une inflexion » et un membre du comité central renchérit en confiant : « Nous étions dans le zig, nous voilà dans le zag ». A l'issue du comité central du 24 juin dernier, M. Marchais avait déclaré : « Ce qui attend de notre parti des zig-zag, des « petites phrases » ou des « coups politiques » seront déçus ».

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Le Monde du 29 janvier a utilisé les mots « ajustement », « réajustement », « inflexion » sans jamais parler de « changement de ligne ».

(2) Le dernier comité central a eu lieu le 12 novembre 1985.

Propos et débats

M. Fabius : espérance raisonnée

Au cours de son entretien mensuel sur TF 1, le mercredi 29 janvier, M. Laurent Fabius a estimé qu'on peut percevoir dans l'opinion publique « une prise de conscience très importante de ce qui est en train de se passer dans l'économie et la société française ». Le chef du gouvernement a également affirmé que l'évolution de l'économie internationale autorise à pronostiquer pour la France « une excellente année » 1986. Auparavant, à l'occasion d'un déjeuner organisé par l'association de la presse anglo-américaine, M. Fabius avait indiqué : « J'ai cru comprendre que la droite traditionnelle ne souhaite pas l'aspect de l'extrême droite, et ceux que l'on appelle les barbares se proposent de la censurer, voire de ne pas lui accorder leur confiance. Si l'on retire ces deux éléments je ne vois pas où pourrait se trouver la majorité de droite de demain ».

M. Chevènement : du gâteau au chocolat

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a critiqué, le mercredi 29 janvier, à Colomiers (Haute-Garonne), le contenu de la plate-forme commune du RPR et de l'UDF : « Le meilleur argument que la droite nous donne, c'est son programme. C'est du gâteau au chocolat, faisons la cuisine, c'est notre intérêt ». Évoquant les orientations de ce programme relatives à la politique étrangère de la France, M. Chevènement a notamment déclaré : « Réveille-toi, de Gaulle, ils t'ont largué par-dessus bord ! Dans ce document, pas une seule fois il n'y a le mot indépendance. Pour des gaullistes c'est quand même un peu fort ! Et pourtant l'indépendance nationale est le meilleur choix pour l'indépendance européenne ».

M. Le Pen : censure

Dans un entretien publié par Paris-Match, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, indique qu'il votera lui aussi, éventuellement, « la censure d'un gouvernement de cohabitation ». « Nous nous attendons, en cas d'échec du parti socialiste, à la démission du président de la République, a-t-il ajouté. Je crois que s'il ne le remettrait pas, ce serait le devoir de la représentation nationale de ne pas voter pour le gouvernement qu'il présenterait. À partir du moment où François Mitterrand est entré dans la bataille politique il n'y a pas de cohabitation possible ».

M. Stirbois : Chirac préfère les immigrés

Le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, a estimé, le mercredi 29 janvier, après les propos tenus la veille, dans le Nord, par le président du RPR : « Jacques Chirac préfère les communistes à Le Pen et préfère aussi privilégier les immigrés aux Français. M. Chirac parle du message raciste des gens du Front national qui n'ont pourtant pas de leçon à recevoir du maire de Paris : le Front national aura des élus français musulmans, le RPR n'en aura pas ».

M. Chirac : à l'aveuglette

M. Jacques Chirac a estimé, le mercredi 29 janvier à Orléans (Loiret) que « le PS, avec l'objectif avoué d'environ 30 %, n'était plus un parti de gouvernement car il n'en a plus l'ambition ». « C'est la première fois en France depuis longtemps qu'une seule force politique, l'union du RPR, de l'UDF et du CNIP, peut prétendre à la majorité », le président du RPR a lancé une mise en garde à ceux qui soutiennent des candidatures de division, car la voie finit par obtenir le contraire du but recherché. « Il faut dégoûter une majorité de gouvernement indiscutable, sinon le président Mitterrand gardera la possibilité de continuer à conduire l'avenir du pays à l'aveuglette ».

M. Sarre : rassemblement

M. Georges Sarre, qui anime le club Maitre et Demain, estime que « le rassemblement nécessaire [de la gauche] ne sera pas une nouvelle mouleure de l'union de la gauche ». Mais il se fera, a-t-il dit, « autour d'un PS lui-même transformé ». M. Sarre organise un colloque sur ce thème le 9 février prochain. Ce nouveau rassemblement doit, selon lui, « ouvrir deux espaces : l'indépendance pour la France et l'Europe, et la solidarité et la justice contre l'écartement de la société ».

M. Lefranc : regrets

M. Pierre Lefranc, président du comité Appel pour la V^e République, a exprimé ses regrets de ne pas pouvoir conduire une liste à Paris. Il a déclaré : « Se réclamer du gaullisme, ce n'est pas combattre pour la droite ni pour la gauche, c'est lutter pour l'union des Français. Les institutions de la V^e République ont fait leurs preuves, les contestations pour les adapter à des objectifs personnels aboutissent à des dérives. Plutôt que d'écouter l'opinion par des déclarations trompeuses sur la cohabitation alors qu'ils préparent l'affrontement, les dirigeants des partis politiques devraient avoir à cœur de consacrer leurs énergies à la conciliation nationale sans laquelle il n'est pas d'avenir pour la France ».

Jeudi 30 Janvier

Ste Martine

18 h

18 h 30

19 h

19 h 20

Dîner

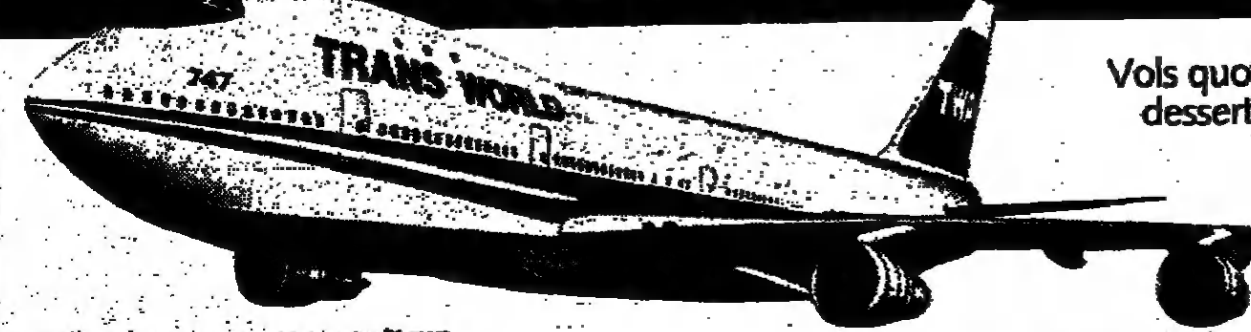
19 h 20

« FACE AU PUBLIC »

France inter

Ecouter DEBAT F. LEOTARD - J. POPPEREN

New York au fond des cieux pour 3.990 F.



Vols quotidiens de Paris CDG1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

Tarif Loisirs 7/14-60 jours. Valable jusqu'au 31 mars.

LE PRÉ AUX CLERCS

Jacques CHIRAC : "Le seul que votre livre eût chagriné eût été le cardinal de Retz qui pensait qu'il est dangereux de déchirer les voiles mystérieux dont s'enveloppe le pouvoir."

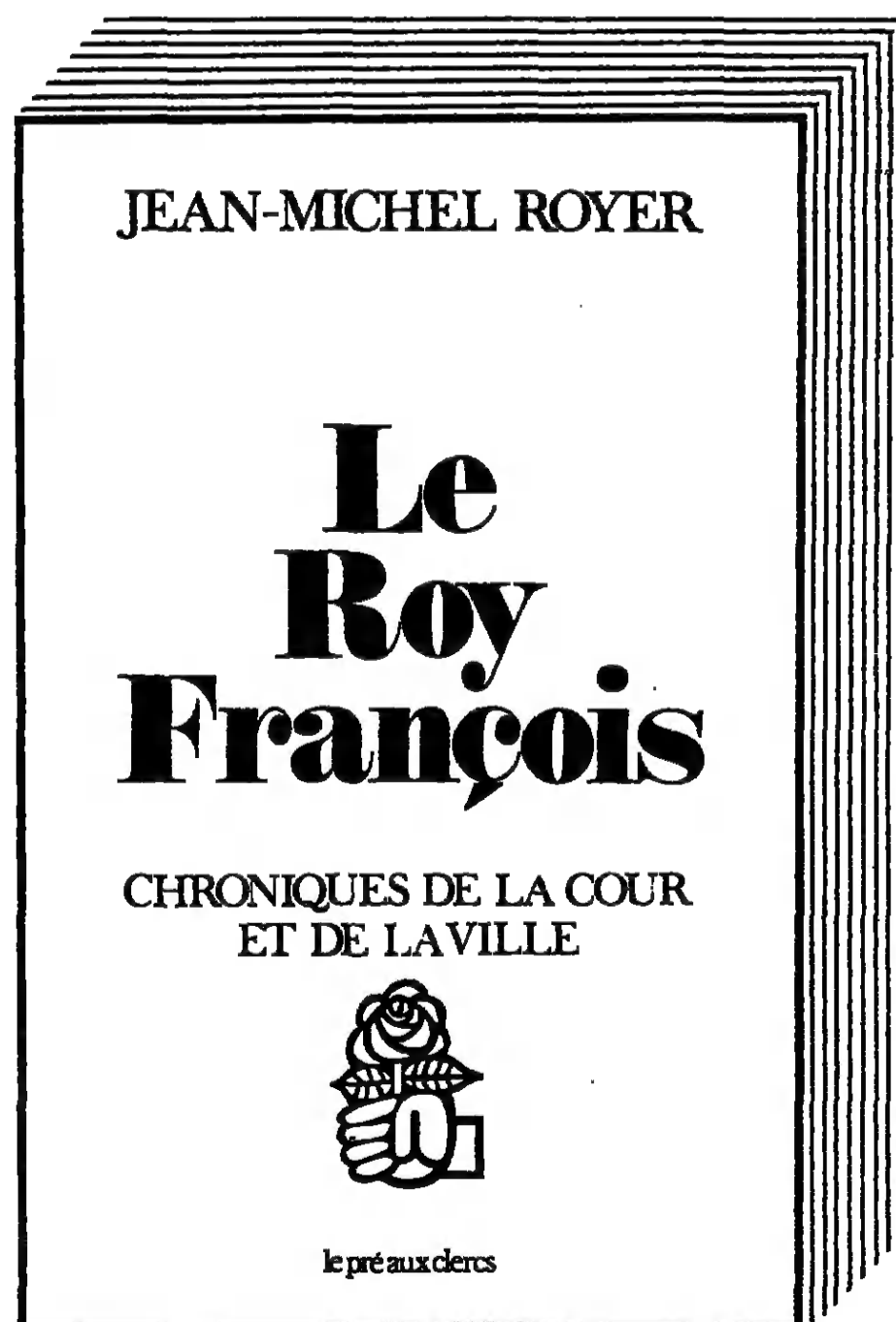
Laurent FABUS : "Merci pour ces chroniques de roy."

Raymond BARRE : "Quel heureux alliage de culture, de jugement politique et d'esprit!"

Michel ROCARD : "Etre étrillé par vous va devenir, j'en suis sûr, un titre de gloire."

Merci de ne m'avoir pas épargné. Merci de m'avoir très souvent fait sourire."

FAITES COMME EUX COHABITEZ!.. ...DANS LE SOURIRE, AVEC



Le Canard Enchaîné : "Pertinent et impertinent." (Yvan AUDOUARD)

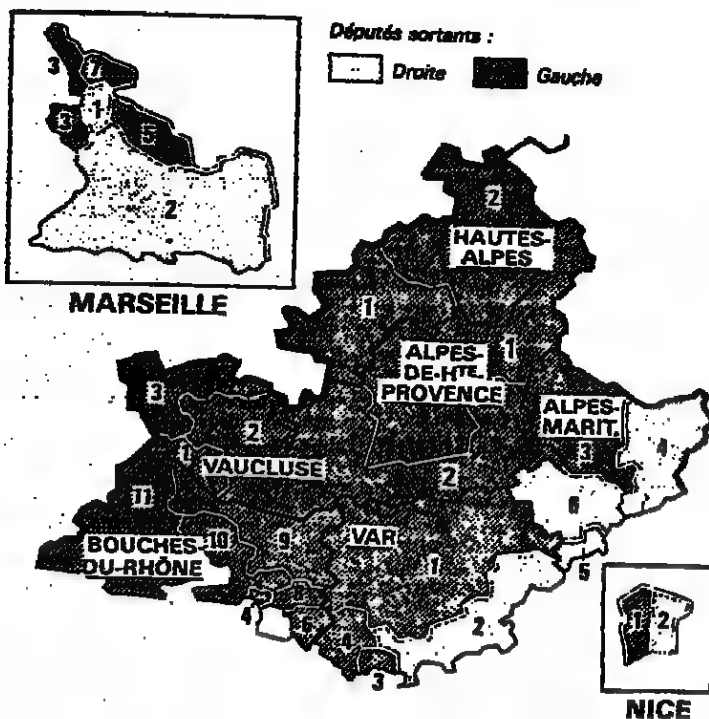
VSD : "Une allégresse aussi féroce que joyeuse." (Jean-Pierre ENARD)

Le Monde : "Une chronique divertissante et un pittoresque tableau du monde politique contemporain." (André PASSERON)

Le Point : "Un franc et iconoclaste éclat de rire qui n'épargne personne." (Bruno de CESSOLE)

Le Figaro : "Succulent, même quand le jus est plutôt acide." (Jean PRASTEAU)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (II)



Le combat séparatiste de M. Médécin

De notre correspondant régional

Nice. — M. Jacques Médécin, député RPR de la deuxième circonscription, n'a jamais admis la tutelle marseillaise. Et il a toujours plaidé pour l'érection de la Côte d'Azur en région autonome. Les élections du 16 mars lui ont fourni l'occasion de repartir à la bataille sur le thème de la partition. Il avait annoncé, l'été dernier, qu'il conduirait une liste « Pour l'indépendance des Alpes-Maritimes ». Le vote de la loi sur le cumul des mandats l'a, finalement, obligé à passer le flambeau à l'autre député RPR, le maire de Menton, M. Emmanuel Aubert. Mais, tout en dirigeant la liste de l'union de l'opposition aux législatives, il patronne, aussi, très activement, celle des régionales intitulées, de façon moins abrupte — et moins restrictive — « Pour une nouvelle région ». Appuyé par tous les parlementaires d'opposition du département, le maire de Nice a également créé une association portant le même nom et dont il a pris la présidence. Son principal objet : recueillir les signatures de « tous les citoyens qui souhaitent témoigner de leur volonté de soutenir le combat pour une nouvelle région ». En trois mois, près de cent mille signatures auraient été collectées.

Depuis des années, l'opinion de M. Médécin n'a jamais varié. « La région actuelle », répète-t-il, « est mal gérée, et elle a toujours brisé le développement des Alpes-Maritimes ». Avec une belle constance, il continue de dénoncer « le mariage contre nature entre la boutique de mode nippée et la forge marseillaise ». « Nice et Marseille », ajoute-t-il, « sont deux pôles répulsifs ». Le maire de Nice, qui préside le conseil général des Alpes-Maritimes, oppose aussi les résultats de sa politique ultra-libérale dans le département à la gestion « laxiste et sociale » des socialistes marseillais.

D'une opposition déclarée — de 1973 à 1976 le conseil général a refusé de désigner ses représentants au conseil régional — à des replis tactiques et des retrouvailles éphémères avec M. Gaston Defferre, maire de Marseille, et M. Michel Pézet, son successeur à la présidence de la région, M. Médécin n'est jamais par-

venu, certes, à changer le cours des choses. Mais il ne désespère pas, demain, d'obtenir gain de cause en se servant du tremplin des premières élections régionales au suffrage universel.

Placé sous l'égide... du président Georges Pompidou, qui avait reconnu, jadis, la « spécificité » des Alpes-Maritimes, sa campagne met essentiellement en avant l'iniquité fiscale dont seraient victimes, au sein de la région, les contribuables du département. Les affiches médéciniennes reproduisent, ainsi, un tableau où figurent des chiffres, qui se veulent éloquentes, sur la comparaison des impôts versés et des crédits reçus par l'État d'habitant entre les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône. Le tableau est soigné quand il lit que le taux de réversion n'est que de 69 % dans un cas et de 130 % dans l'autre. S'il en était besoin, on lui assène la conclusion : « Les Alpes-Maritimes ont soif de justice ».

Si ces chiffres livrés au public sont des moins certains, ou si leur présentation est fallacieuse, ils découragent une parade simple des adversaires. « Allez donc démontrer devant les électeurs les mérites de la fusion », déplore le premier secrétaire de la fédération du PS, M. Patrick Mottard, le second de la liste socialiste régionale derrière le député sortant, la première circonscription, M. Francis Gioletti.

La part de la fiscalité régionale a toujours été supérieure. Il est vrai, au poids démographique du département. Mais les barèmes d'imposition étant uniformes, cette situation ne résulte que du rendement beaucoup plus important sur la Côte d'Azur que partout ailleurs, de la taxe sur les droits de mutation immobilière. Pour diverses raisons, on ne peut appréhender qu'imparfaitement, par ailleurs, la redistribution des ressources régionales.

Il y a peut-être des erreurs, admet M. Martine Daugreilh, l'une des proches de M. Médécin et candidate sur sa liste, aux législatives, mais elles ne changent rien au fond. « Les socialistes ont beau s'indigner, d'autre part, du thème régionaliste exploité par le RPR, ils doivent se garder, pourtant, d'imprimer à leur campagne un tour « anti-nipée ». Mais il leur reste l'ar-

gument de la solidarité intrarégionale, « qui est bien compris », assure M. Patrick Mottard, par l'électorat de gauche ».

M. Médécin a donc joué habilement. Politiquement, certes, son combat séparatiste ne se présente pas plus favorablement aujourd'hui qu'hier. Il ne peut que se heurter au pouvoir central — quels que soient les gouvernements — d'éviter des conflits en chaîne. Son opportunité est également discutable. Mais l'opposition à ses meilleures chances de devenir majoritaire à Marseille.

Le maire de Nice n'a pas réussi, non plus, à convaincre ses amis de leur intérêt à le rejoindre pour former la nouvelle région des Alpes-du-Sud à laquelle il rêve (1). Seule réponse encourageante : celle du président (UDF) du conseil général des Alpes-Maritimes, M. Marcel Lesbros. Mais en floutant le patriotisme nipois, M. Médécin est au moins assuré, électoralement, de réaliser un bon score. Le succès de la pétition « Pour une nouvelle région » paraît, à cet égard, probant. Même si la consultation n'est entourée d'aucune

Les chaises musicales des Hautes-Alpes

De notre envoyé spécial

Gap. — Juin 1981 : les Hautes-Alpes basculent d'un coup. Elles remplacent les députés de l'ancienne majorité par deux socialistes. Mars : M. Bernard-Raymond, ancien député CDS des Hautes-Alpes, ancien secrétaire d'Etat parlementaire européen, testera, à la tête de la liste d'union de l'opposition, d'effacer toute trace de rose dans le département. Sa propre élection est assurée. Celle de son deuxième de liste, M. Patrick Ollier, nouveau président départemental de RPR, l'est moins.

Face à lui, M. Chevallier, député sortant, maire de Veynes, tête de liste législative du PS, a deux atouts : une image plutôt bonne, encore que, élu du sud du département, il ait à se faire connaître dans le nord ; le combat sans espoir du Front national, qui, sauf coup de théâtre, ne peut espérer un député et fait ainsi, objectivement, le jeu de

des garanties susceptibles de lui donner « une valeur de référendum ». En constituant dans la future assemblée régionale un groupe du genre « Les Alpes-Maritimes », M. Médécin peut également espérer obtenir des privilèges particuliers. Son objectif avoué : disposer d'une sorte de dotation globale d'équipement que le département utilisera à sa guise. « Si je suis élu président », a-t-il déjà promis M. Jean-Charles Gaudin, député (UDF) des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes avant son départ. « Le maire de Nice a bien aussi tenté de ce genre. En attendant mieux... »

GUY PORTE.

(1) Les « régionalistes » nipois ont imaginé, depuis dix ans, les schémas de redécoupage régional les plus divers. M. Médécin pense, désormais, pour une région constituée par les quatre départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes et du Var. Dans la logique du maire de Nice, les deux autres départements de l'ancienne région Bouches-du-Rhône et Vaucluse, formeraient une « entité rhodanienne ».

M. Chevallier, en chassant sur les terres de l'opposition.

Le roman-feuilleton électoral, qu'on connaît presque dans les départements, tourne ici autour de la désignation du successeur de la liste d'opposition. M. Bernard-Raymond s'était engagé à prendre M. Georges Chabas, président départemental du RPR, Malheureusement pour M. Chabas, le RPR préfère parader M. Maurice Ollier, adjoint au maire de Rueil-Malmaison (Haute-Seine). C'est, probablement, dans l'esprit du RPR, le premier pas vers la conquête, en 1989, de la mairie de Briançon, aujourd'hui détenue par M. Robert de Caumont, second sortant socialiste, qui a une image moins bonne que celle de M. Chevallier, et qui mènera la liste des régionales. M. Chabas se défend, menace de constituer une liste dissidente, donne sa démission.

M. Bernard-Raymond a le RPR et M. Ollier remplacé M. Chabas à la tête du RPR haut-alpin, et, sur la liste législative.

Les quatre listes régionales sont l'objet d'une rude bataille. L'opposition pense en remporter deux, voire trois si une liste de professionnels ne vient pas bruyamment le jeu. M. Didier vient rouler les Hautes-Alpes, passe pour avoir ses chances à la tête d'une liste du MRG, face à M. Caumont, qui, lui, est persuadé du contraire. Le PCF, qui n'a plus d'élus dans ce département depuis 1958, et le FN espèrent chacun avoir un siège, chacun jurant que l'autre est hors course. Bref, quelqu'un a forcément les yeux plus gros que le nez, mais il semble acquis qu'un siège au moins reviendra à la gauche non communiste.

Cette partie « chaises musicales » se joue sur fond de « l'urgence » des propositions de l'avenir du département. Jugé « stérile » par le PC, le département devrait bientôt, selon M. Chevallier, récolter les premiers fruits de l'action des socialistes depuis 1981. Tandis que le barbare Pierre Bernard-Raymond voit le salut dans « le tertiaire supérieur et le tourisme ». PS et PC se retrouvent pour refuser un département voué à une monotonie touristique.

Illustration concrète du débat autour du libéralisme économique : chaque Haut-Alpin reçoit du conseil général huit à dix fois plus de subventions que chaque habitant des Alpes-Maritimes. M. Chevallier ne manque pas de demander si une telle solidarité subsisterait avec l'arrivée à la région d'une majorité droite.

J.-L. A.

BON ET BURNIER



FREDERIC BON & MICHEL-ANTOINE BURNIER



Que le meilleur perde

claque de la défaite en politique.



QUE LE MEILLEUR PERDE

Les hommes politiques au pouvoir ont des initiatives folles, idiotes, incompréhensibles. Eh bien voilà un livre qui, pour la première fois, nous explique pourquoi. BERNARD PIVOT

Enfin un livre politique qui a le mérite de nous faire rire. CHRISTINE OCKRENT

Vous avez lu le bouquin de Bon et Burnier, c'est d'un rigolo ! Moi, c'est pas compliqué je l'ai lu dans le métro et je me suis tellement bidonné que j'ai raté ma station. CLAUDE SARRAUTE

Irresistible. Bon et Burnier sur la politique ce que l'aspirine n'est pas. On quiquit aux éclats. PHILIPPE GILDAS

Balland

Publiscope

POLITIQUE

SITUATIONS 86 GUADELOUPE : l'UPLG appelle à l'abstention

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — L'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), principale organisation indépendantiste, a appelé ses militants et les électeurs de l'archipel guadeloupéen à boycotter les élections législatives et régionales du 16 mars en s'abstenant de participer au scrutin. Le chef du mouvement, M. Claude Makouk, a estimé, en effet, que ces élections sont « coloniales ». Il a accusé « la gauche française » d'avoir « adopté la même attitude colonialiste que la droite française avec elle ». Pour l'UPLG, une éventuelle participation au scrutin ne pourrait se concevoir que « dans le cadre d'un processus conduisant à l'indépendance nationale », ce qui impliquerait que soient remplis, affirment-ils, cinq conditions : « La reconnaissance par le gouvernement français du droit légitime et inaliénable du peuple guadeloupéen à l'indépendance et à la pleine souveraineté (...) ; la mise en œuvre d'un processus de transition démocratique vers l'indépendance (...) ; la libération de tous les prisonniers politiques guadeloupéens et l'arrêt de toute poursuite pour délit politique à l'encontre des partisans guadeloupéens (...) ; la traduction devant les tribunaux et

l'inculpation de ceux des élus auteurs de malversations et escroqueries ces dernières (...) ; une révision sérieuse des listes électorales ».

En revanche, deux autres organisations trotskistes et indépendantistes, Combat ouvrier et le Groupe révolutionnaire socialiste (GRS), ont exprimé l'intention de participer aux élections régionales.

Le Parti communiste guadeloupéen (PCG) a confirmé, de son côté, que sa liste pour les élections législatives sera conduite par le député apparenté communiste sortant de la première circonscription, M. Ernest Moutoussamy, tandis que sa liste pour les régionales sera conduite par le maire de Basse-Terre, M. Cléry.

Le PCG sera toutefois concurrencé aux régionales par une liste composée par l'un de ses anciens militants, M. Laurent Farrugia, professeur de philosophie, qui a réuni autour de lui un groupe d'intellectuels et de gauchistes parisiens. Pour la plupart, de l'indépendance à la Guadeloupe. Ancien conseiller municipal, actuellement responsable de l'office municipal de culture de Basse-Terre, M. Farrugia entend insister sur la nécessité de « lier développement et culture ».

ALAIN BELL

INDRE-ET-LOIRE : trêve au PS

La dispute qui opposait, chez les listes d'Indre-et-Loire, deux des trois députés sortants, M. Jean Proux et M. Christiane Mora, pour la conduite de la liste du PS aux législatives est momentanément mise en sourdine (le Monde du 24 janvier). A la suite d'une nouvelle intervention de M. Marcel Debarge, envoyé spécial de l'Etat-major national du parti, un arrangement a été trouvé. M. Proux et ses partisans, qui revendiquaient la tête de la liste, lors de l'appel d'une large majorité des membres de la fédération départementale, et qui menaçaient de se retirer de cette liste, ont accepté, finalement, la décision de la direction nationale du parti. M. Mora conduira la liste aux législatives et M. Proux sera en seconde position. Le troisième député sortant, M. Jean-Michel Testu, figure la liste aux régionales. Il ne s'agit, toutefois, que d'une trêve. Il a été décidé qu'après les élections une mission d'information sera envoyée dans le département par M. Debarge afin d'essayer

de clarifier les causes du conflit au sein du courant A (mitterrandiste) et d'y remédier en procédant éventuellement à un réajustement des instances dirigeantes de la fédération. En attendant, la campagne socialiste sera dirigée par une équipe au sein de laquelle toutes les tendances locales seront représentées.

■ Les intentions de vote ■ Selon un sondage BVA-Paris-Match, les intentions de vote des Parisiens se répartissent ainsi : RPR, 35 % soit 8 élus ; LDF, 9 % ; 5 élus ; Front national, 8 % et 1 élu ; M. Giscard, 5 % et 1 élu ; M. Lefranc, 1 % (ce dernier a retiré sa candidature depuis). Pour la gauche, le sondage donne les résultats suivants : PS, 29 % et 7 élus ; PC, 5 % et 1 élu ; Extrême gauche, 2 % ; La liste écologiste conduite par M. Dumont aurait 6 % et 1 élu. [Enquête réalisée à Paris du 17 au 22 janvier selon la méthode des quotas auprès de 1 044 électeurs parisiens.]

DE LA MAGISTRATURE A LA POLITIQUE

La nouvelle carrière du président Giresse

La politique ? Hum... André Giresse, l'ancien président de la Coupe du monde de France, hélas. Bien sûr, il aurait volontiers porté les couleurs du Front national avec le dossard numéro un, à Bordeaux, pour les législatives. Cela ne s'est pas fait. On lui a prêté la volonté d'être le numéro deux dans la Seine-Saint-Denis.

■ Une rumeur, ■

Ajoutons, il s'agit, pas trop pressé de battre les estrades. Tout de même, il n'a pas vraiment révisé. Dans le journal de Jean-Marie Le Pen, National hebdo (semaine du 23 au 29 janvier), il présente ses vœux. Le président Giresse ? Il écarte la question, mais écrit de sa plus belle plume : « Nous devons participer à la victoire de l'opposition de conviction, celle qui n'entend pas se compromettre dans des combinaisons politiciennes et perpétuer le régime de la bande des quatre ».

En quittant la magistrature le 1^{er} janvier 1986, à soixante-trois ans, en démissionnant en novembre 1985 un « quinquennat d'avocats qui font la loi » — les « avocats de la pègre », — André Giresse savait bien qu'il se préparait une retraite active. Le voici donc couronné, sollicité, à Michel Polac qui l'invite pour un droit de réponse. Il refuse poliment, faisant le « gues-t-appeux ».

Bonne valeur

« nationale »

Aux éditeurs qui lui demande un manifeste, il ne dit pas non. C'est qu'il en a des choses à raconter : sa longue carrière de magistrat par exemple, de Mouton (Midi) à Paris, où il a jugé l'affaire de Broglie qu'il qualifie, en son temps, de « Westgate française ».

Le président Giresse est à ce point devenu une bonne valeur « nationale » qu'il intéresse furtivement l'association Mitterrand défense. Tentant, non ? Quitter la présidence de la cour d'appel pour la présidence des « honnêtes gens », André Giresse y a beaucoup réfléchi.

Aujourd'hui, il coupe court : « Je suis au moins sur la réserve ».

■ Ce « répressif » est un homme courtou, un séducteur masqué. Il décoche des sourires charmeurs en réclamant la peine de mort. Il raconte tranquillement qu'il est séparé des socialistes, en 1979, notamment sur cette question et sur celle du droit de vote aux immigrés. Il faisait pourtant partie, explique-t-il, de cette trentaine de fidèles qui restèrent aux côtés de François Mitterrand dans les années 80. Il persiste activement à la commission sur les institutions. Il y croit.

Voilà André Giresse tout craché ! Hier, socialiste par ray et de l'effarisme et du mensonge » gauchiste ; aujourd'hui, héraut d'une opposition « de conviction » par phobie d'un socialisme qui « mène au gouffre ».

Naufrage

« Ne croyez pas que je sois sanguinaire », dit-il. Mais il lui semble qu'il assiste au naufrage du système judiciaire et que le phénomène s'accroît depuis deux mois. Il évoque piteusement la prise d'otages de Nantes, les malfaiteurs affublés de postiches qui prennent leur temps pour piler les coffres-forts des banques comme s'ils faisaient leur marché, le commissaire Mertz, patron de la brigade de répression du banditisme (BRB) à Paris (un cri de la haine contre le banditisme), qui se retrouve contesté par ses hommes. Pas de doute : il y a, bien, selon lui, quelque chose de pourri en France.

Alors, pour se consoler, il se gorge de football. Président de la cour d'appel, il prend déjà bien soin de clore les débats de bonne heure, pour pouvoir assister aux grands matches. Il a le temps, désormais, de remplir pleinement sa charge de président délégué de la commission générale d'appel de la Ligue nationale. Fatigué de la justice des hommes, il lui reste celle du ballon rond.

LAURENT GRIELSAMER.

S.O.S. ELECTIONS

LA FARCE TRANQUILLE

Pierre Antilogus
Philippe Tretjack

S.O.S. ELECTIONS

Assurez-vous
contre les dégâts
des urnes...

LE VOTE,
SPORT NATIONAL
ENTRAINEZ-VOUS
AVEC CE LIVRE !

LES REACTIONS
DES PREMIERS
LECTEURS :

J.C. RPR Paris :
"Vivement demain...
Que j'aie le temps de relire S.O.S.
Elections. Un manuel que les vainqueurs
n'ont rien à lire".

L.J. PS Paris : "Au secours, la droite
revient... Mais avec S.O.S. Elections, je n'ai
plus peur. Un ouvrage que les perdants
gagneront à lire".

R.B. Sans étiquette, Lyon : "Non je ne
cohabiterai pas. Afin de ne pas avoir
à prêter mon S.O.S. Elections.
Un remarquable exposé de sciences
politiques accessible à tous, qui gagne
à ne pas être perdu".

Par les auteurs de :

BIENVENUE
A L'ARMÉE ROUGE

Chez Jean-Claude Laffès
un guide qui vous rendra
fier d'être électeur.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 29 janvier à l'Élysée. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, le conseil des ministres a adopté deux projets de décret relatifs aux rémunérations des fonctionnaires.

Conformément aux indications données lors de la réunion du 21 janvier avec les organisations syndicales, le gouvernement a décidé une attribution uniforme de deux points d'indice, avec rappel à compter du 1^{er} janvier 1985.

Cette mesure concernera l'ensemble des agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements hospitaliers. Elle s'appliquera également aux retraités et aux anciens combattants.

● L'ABAISSSEMENT DE L'AGE DU DROIT A LA RETRAITE

Madame le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan de l'abaissement de l'âge de la retraite.

1) Conquête sociale majeure répondant à une aspiration très ancienne, le droit à la retraite à 60 ans est devenu une réalité en avril 1983. Depuis cette date, tout salarié justifiant de 37 années et demi d'assurance, tous régimes confondus, peut bénéficier des 60 ans de la retraite à taux plein. Une pension minimale a été instaurée et les participants sociaux ont également abaissé l'âge du droit au départ à la retraite dans les régimes complémentaires.

Cette réforme fondamentale a ouvert un droit nouveau à 60 ans pour les assurés, mais n'a pas créé d'obligation. Les intéressés peuvent poursuivre leur activité professionnelle au-delà de cet âge. Par ailleurs, la reprise d'une activité est toujours

possible pour un retraité, réserve pour les titulaires d'une pension élevée, d'un particulier de solidarité.

Le processus d'abaissement de l'âge du droit à la retraite a été étendu par étapes :

— aux artisans et commerçants : dix ans équivalents à ceux du régime général leur ont été accordés à compter du 1^{er} juillet 1984 ;

— aux exploitants agricoles : la loi du 6 janvier 1984 a fixé les modalités de l'abaissement progressif de l'âge de leur retraite ;

— aux professions libérales : conduites sous la forme de la possibilité d'anticiper leur départ en retraite à 60 ans leur a été reconnue dans des conditions spécifiques.

2) A la fin de 1985, 425 000 retraités supplémentaires auront pu prendre leur retraite grâce à cette réforme.

L'instauration d'une pension minimale a permis d'assurer à tous les participants sociaux un minimum de ressources et de leur garantir un revenu de base.

Le départ en retraite, librement choisi, a permis d'augmenter de façon substantielle le revenu de base et de contribuer à lutter contre le chômage.

3) La vie sociale ne s'arrête pas avec la vie professionnelle. Retraités et préretraités peuvent apporter à notre pays le concours de leur expérience, de leur savoir et de leur disponibilité.

Dans cet esprit, les pouvoirs publics ont pris des dispositions pour lever les obstacles qui freinent les activités bénévoles des préretraités. Ils encouragent les initiatives concertées entreprises par leurs associations, notamment dans les domaines du conseil pour la création d'entreprises, de la coopération avec le tiers-monde et de l'encadrement professionnel des jeunes en difficulté.

● LA MENSUALISATION DES PENSIONS DE RETRAITE

Le secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées a présenté au conseil des ministres une communication sur la mise en œuvre

de la mensualisation des pensions dans le régime général.

Jusqu'ici versées à la fin de chaque trimestre, les pensions de vieillesse du régime général seront calculées et versées chaque mois à compter du 1^{er} décembre 1986. Il en ira de même des pensions d'invalidité qui seront versées mensuellement à compter du 1^{er} octobre 1987.

Les mesures permettant la réforme, qui est d'ores et déjà expérimentée dans la région Bourgogne depuis le 1^{er} décembre 1985 et dans la région Languedoc-Roussillon depuis le 1^{er} janvier 1986, sont publiées aujourd'hui au Journal officiel.

Ces dispositions nouvelles, très attendues par les pensionnés, amélioreront sensiblement leur quotidien. Elles constituent un progrès social significatif, notamment pour les personnes âgées disposant de ressources modestes.

Chaque retraité sera informé prochainement des conditions précises dans lesquelles se déroulera la mensualisation du versement de sa pension.

● L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES LOCATAIRES

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres une communication sur l'amélioration de la situation des locataires.

L'action menée depuis 1981 en faveur de ces 11 millions de familles a produit trois résultats :

1) Des rapports plus équilibrés entre propriétaires et locataires.

— La loi du 22 juin 1982 a défini une règle de jeu claire entre propriétaires et locataires en ce qui concerne notamment les conditions de reprise de son logement par le propriétaire ou encore les modalités de renouvellement d'un bail à expiration. Une pratique de conciliation a été établie entre bailleurs et locataires, évitant dans la plupart des cas les recours aux tribunaux.

— L'évolution des loyers a été maîtrisée, dans l'intérêt de tous, ce qui met fin à l'alternance antérieure entre périodes de blocage et d'augmentation brutale. Les hausses de

loyers seront de l'ordre de 2,6 % en 1986. Une vaste campagne pour la modernisation des charges a été par ailleurs engagée.

2) L'amélioration du patrimoine locatif.

— La construction de logements sociaux dans le centre des villes a été fortement encouragée. La construction de logements sociaux a été encouragée.

— 160 000 logements HLM sont désormais aménagés chaque année, 50 000 auparavant. Ainsi a été stoppée la dégradation des grands ensembles à la périphérie des villes.

3) Le renforcement de l'effort de solidarité.

— Les aides personnelles au logement ont été fortement augmentées. De nouvelles mesures viennent d'être décidées, en particulier l'allocation-logement aux jeunes en fin de droits.

— Des dispositifs d'aide aux familles qui ne peuvent payer leur loyer ont été mis en place. Quarante-deux fonds existent à ce jour au niveau départemental.

— Un programme d'action pour le logement des jeunes a été engagé.

M. CHIRAC ET LES « ÉPOUX TURENNE »

M. Jacques Chirac, en cours d'un meeting à Tours (Indre-et-Loire) mercredi 29 janvier, a demandé que le gouvernement « dise où en sont les négociations pour la libération des deux officiers français, qui ne sont ni des criminels ni des terroristes, détenus dans des prisons étrangères ». Affirmant que la Nouvelle-Zélande « apporte son soutien à nos organisations étrangères par les terroristes », M. Chirac a rétorqué : « C'est vrai, nous avons eu tort et nous avons pris une initiative condamnable à la Nouvelle-Zélande. Mais il a rappelé que ce pays « était bien content d'écouter chez nous ses excédents agricoles », et il a conclu : « Si la Nouvelle-Zélande ne fait pas le geste que l'on attend d'elle, nous en tirerons les conséquences ».

OU TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?
LE TOUR DU MONDE
LIBRAIRIE
5 rue de la Harpe 75110 PARIS
01-42-34-71-12
— Si le livre que vous cherchez
n'est pas dans notre stock,
nous le commandons pour vous.
— Si le livre que vous cherchez
n'est pas dans notre stock,
nous le commandons pour vous.
— Si le livre que vous cherchez
n'est pas dans notre stock,
nous le commandons pour vous.

L'EXPLOSION DE LA NAVETTE CHALLENGER

Quarante-huit heures après la plus grande tragédie de l'histoire spatiale, les Américains étaient, jeudi 30 janvier, en état de choc, tandis que les responsables de la NASA recherchaient les causes de l'explosion de Challenger, qui a coûté la vie à sept astronautes.

Rien encore n'est venu élucider le mystère de la désintégration du vaisseau spatial. « Nous ne pouvons nous polariser sur une hypothèse », a déclaré le directeur des vols habités de la NASA, M. Jesse

Moore, ajoutant qu'« il est prématuré de faire des plans pour le long terme ».

« Toutes les données télévisées après le lancement apparaissent normales », souligne pour sa part M. Jay Greene, le responsable de la phase accessoire de vol.

Les experts en sont réduits à des hypothèses. Certains estiment que l'une des pompes ou des valves du système d'alimentation des carburants des moteurs principaux de la navette est à l'origine de

l'explosion. D'autres avancent que le grand froid qui régnait sur Cap Canaveral la nuit précédant le lancement pourrait avoir joué un rôle. Quant aux experts en informatique, ils s'étonnent de ce que les cinq ordinateurs de bord, qui avaient jusqu'ici détecté le moindre incident sur les navettes, soient restés muets.

Pour en savoir plus, il faudra maintenant attendre les résultats de l'enquête menée par la NASA, à laquelle sont associés la plupart des établissements de l'agence américaine. Deux commissions par-

lementaires ont également annoncé leur intention d'enquêter sur l'accident.

Pour l'instant, les vols de la navette sont évidemment suspendus jusqu'à ce que les enquêteurs aient remis leurs conclusions. Mais la catastrophe survenue à Challenger n'empêchera pas le programme spatial américain de suivre son cours — même si celui-ci subit d'importants retards. Pas plus qu'elle ne devrait arrêter les Européens dans leur volonté de se lancer dans des vols habités et de développer l'aviation spatiale.

Une conquête retardée

De notre correspondant

Washington. — Les drapeaux sont en berne pour une semaine. Même Wall Street a observé un moment de silence sur fond de sonneries de téléphone que personne ne décrochait. Souvent pleins de bon sens (« c'est comme un avion qui s'écrase »), les enfants des écoles étaient livrés à une armée de psychologues soucieux de leur éviter un traumatisme parait-il effroyable. M. Reagan se rendait, vendredi 31 janvier, à Houston pour un service solennel à la mémoire des sept astronautes morts, mardi, dans l'explosion de la navette spatiale.

L'Amérique, mercredi, était, en un mot, encore à son deuil tandis que, dans leurs bureaux, scientifiques, militaires et industriels tentaient de se faire une première idée des dommages causés à leurs programmes et à leurs finances. Les craintes sont grandes, mais les espoirs restent encore fiers car la seule certitude est que les activités de la NASA sont virtuellement suspendues jusqu'au moment où les causes de la catastrophe auront été élucidées et qu'il y aura été remédié.

Il s'agit là d'une règle impérative dans le fonctionnement de l'agence spatiale, et en 1967, après que trois astronautes eurent trouvé la mort dans un incendie au sol, il avait fallu six mois d'enquête et 100 millions de dollars pour s'assurer que le même incident ne se reproduirait plus. Le retard pris alors dans la réalisation du programme Apollo qui allait faire marcher le premier homme sur la Lune avait été de neuf mois mais la situation est aujourd'hui bien différente.

Les dirigeants de la NASA ne paraissent en effet guère optimistes sur les chances de trouver rapidement l'explication de l'explosion de mardi. Le responsable de la phase accessoire de la mission, M. Jay Greene, n'a ainsi pu faire mieux, mercredi, que communiquer sa perplexité à la presse en indiquant qu'« aucune des données télévisées s'inscrivant sur les écrans de contrôle de l'agence après le lancement de Challenger ne signale d'anomalie ou d'indice que quoi que ce soit d'anormal avait lieu à bord du véhicule ». « La dernière communication avec le commandant de bord était parfaite, a-t-il ajouté, et tout s'est simplement arrêté. »

« Nous ne voulons pas nous polariser sur une hypothèse », a de son côté déclaré M. Jesse Moore, le directeur des vols habités, tandis que le numéro un de l'agence, M. William Graham, estimait l'acrobaticisme que « l'avenir du programme spatial ne pouvait être déterminé à ce stade ». M. Graham a, en revanche, indiqué que c'était les responsables de la sécurité du centre spatial de Cap Canaveral qui ont déclenché la destruction automatique « vingt à trente secondes » après l'explosion de la navette, les deux fusées d'appoint de Challenger, car l'une d'entre elles menaçait d'aller s'écraser sur une zone habitée.

Reporta en cascade

Trente heures après le drame, quelque 300 kilos de débris avaient été récupérés au large de Cap Canaveral, dans une zone de recherches de 80 kilomètres sur 200, mais ces éléments sont pour la plupart de dimensions très modestes. Dans l'espoir que des clichés puissent fournir des indices, amateurs et journalistes ont été priés de remettre tous les films et photos qu'ils ont pu réaliser, mais cette piste, elle aussi, est mince.

Impossible, dans ces conditions, de savoir aujourd'hui sous quels délais la NASA pourra reprendre ses vols, et cette incertitude pèse sur tous les calculs. Même dans l'hypothèse, hautement improbable, où les causes matérielles seraient déterminées sans difficultés, le lancement, en mai prochain, des sondes spatiales Ulysses et Galileo vers Jupiter et le Soleil ne pourrait avoir lieu aux dates prévues et devrait être reporté, pour avoir lieu dans des conditions favorables, au mois de juin 1987.

Plus généralement, il est à peu près exclu que les quinze missions qui devaient être effectuées cette année (contre neuf en 1975) puissent être réalisées — ce qui signifie que la mise sur orbite du télescope spatial, qui aurait fait reculer les frontières connues de l'univers est repoussée, comme le sera probable-

ment, par ricochet, la création de la station orbitale (initialement prévue pour le début de la prochaine décennie) et des bases lunaires, qui auraient dû suivre dans les premières années du siècle prochain.

A ces contretemps apportés aux découvertes scientifiques il faut ajouter les pertes financières qu'ils entraînent, non seulement par le retard sur les bénéfices attendus de ces investissements, mais aussi par les manques à gagner que la NASA va enregistrer du fait de l'annulation des déploiements de satellites et des expériences auxquelles elle ne pourra procéder pour ses clients privés. Il s'agit là de pertes très importantes, venant s'ajouter à celle que représente la destruction de Challenger dont la valeur était de 1,2 milliard de dollars.

Neuf millions de dollars

Principal client de l'agence auquel elle fournit, au cours des dix prochaines années, un total de dix vols de la navette (50 millions de dollars par vol), le département de la défense a, d'ailleurs, fait savoir qu'il craignait d'avoir à supporter les conséquences d'une longue interruption des activités de la NASA. Le porte-parole du Pentagone, M. Bob Sims, a ainsi parlé d'un « sérieux problème de défense », les programmes de défense, les expériences liées aux recherches sur l'initiative de défense stratégique

(la « guerre des étoiles ») risquent d'être affectées.

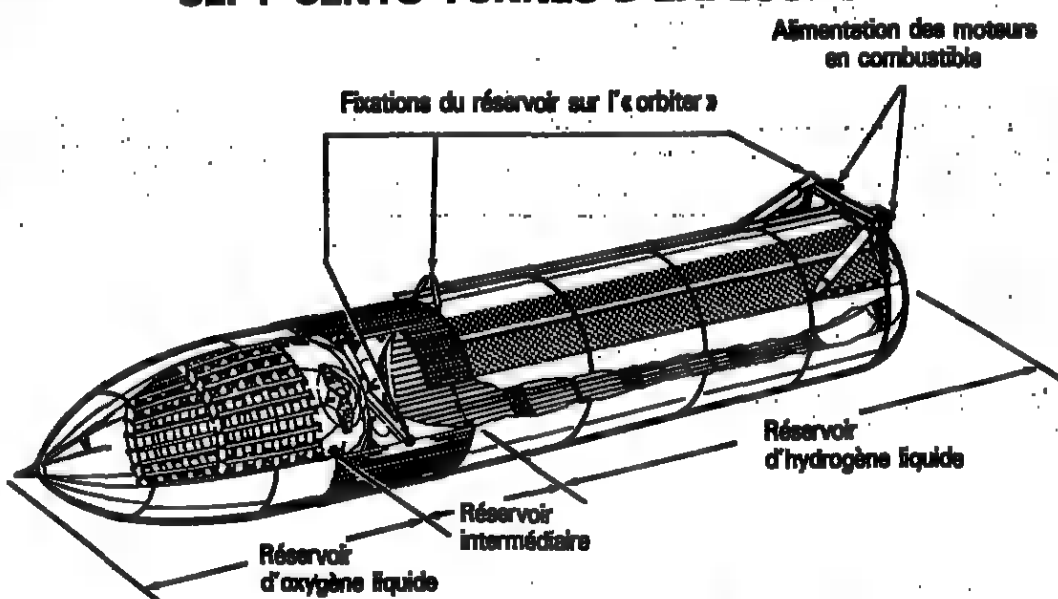
Outre le poids dont elle pourrait peser sur le montant des primes demandées par les compagnies d'assurance qui acceptent encore de couvrir les risques de l'espace, l'explosion de mardi pourrait enfin gravement ébranler les grands patrons de l'industrie de la NASA.

Un seul chiffre est à peu près exact : celui du montant (9 millions de dollars) des pertes enregistrées mardi sur leurs rentrées publicitaires par les trois grandes chaînes de télévision qui avaient toutes interrompu, durant l'après-midi entier, le cours normal de leurs émissions.

Cela n'avait nullement suffi à dépolluer de l'espace les Américains puisque, à en croire un sondage d'ABC, 79 % d'entre eux sont favorables à la poursuite des vols spatiaux habités. Un pourcentage presque aussi important estime également qu'il faut continuer à faire participer aux vols des civils, comme l'était Christa McAuliffe, la jeune enseignante dont la présence à bord de Challenger a considérablement ajouté à l'impact ressentie par l'opinion. Plusieurs membres du Congrès et spécialistes de l'espace ne sont en revanche élevés, mercredi, contre ce type de « promenades dans le cosmos » qui menace, selon eux, la crédibilité de la NASA.

BERNARD GUETTA.

SEPT CENTES TONNES D'EXPLOSIFS



Le réservoir extérieur qui permet l'alimentation des trois moteurs principaux de la navette spatiale est, en fait, une véritable bombe sur laquelle est peinte la navette. En effet, cette gigantesque bouteille Thermos de 47 mètres de long pour 8,50 mètres de diamètre contient quelque 2 000 000 de litres d'oxygène et d'hydrogène liquides. 700 tonnes d'un mélange de ces deux gaz explosifs et très réactifs. En dépit de cela, le réservoir a été conçu et fabriqué pour supporter des pressions de 10 atmosphères.

La plupart des pays lancés dans la conquête spatiale ont recours à cette technique de propulsion cryogénique. Les Européens, comme les Japonais, ont retenu la propulsion cryogénique pour le lanceur lourd Ariane-V, qui assurera la mise en orbite de l'aviation spatiale.

Certes, il existe d'autres modes de propulsion chimique qu'utilisent couramment les lanceurs classiques américains, japonais, soviétiques, chinois et européens. Mais, là encore, les combustibles utilisés, même s'ils sont moins performants que le couple hydrogène et oxygène liquides, sont particulièrement dangereux.

Les risques des assureurs

La brusque explosion de Challenger va-t-elle ébranler le monde, déjà fragile, de l'assurance spatiale ? « Les assureurs sortent d'une année 1985 déjà difficile » et ils ressembleront à « un malade convalescent qui voit un milliard de dollars se désintégrer dans l'atmosphère », confie M. Mohamed Dahbi, directeur de la division aviation et espace au cabinet de courtage Faugère et Juchau.

Néanmoins, si Challenger n'est que la dernière des sondes spatiales, la désintégration ne provoquera aucune perte directe pour les assureurs. Mais l'échec de cette mission, en provoquant une suspension des vols habités en 1986, va priver les compagnies de la plupart des rentrées sur lesquelles elles comptaient cette année. C'est important car, à un moment où les compagnies spécialisées effleuraient déjà, à la fin 1985, un bilan nettement « dans le rouge », qu'on en juge : de 1975 à 1985, le montant mondial des primes d'assurance

846 millions de dollars, soit une facture de 390 millions de dollars.

Après « l'insupportable choc » provoqué par Challenger, que va-t-il se passer ? Une augmentation des primes d'assurance, qui tournerait de 20 % du fait des sinistres, autour de 20 % de la valeur assurée ? M. Dahbi ne le pense pas. Pour les charges utiles emportées par les lanceurs conventionnels — comme le lanceur Titan — la limite du supportable est « on ne voit pas comment les assureurs pourraient augmenter », précise-t-il. Il devrait en être de même pour celles emportées par la navette américaine. Les conséquences de l'échec de Challenger sur les coûts des assurances devraient être « minimes », estiment les Lloyd's de Londres.

Si près du drame, il est sans doute trop tôt pour en calculer les effets sur l'assurance spatiale. Comme le note M. Dahbi, « il faudra attendre que la NASA détermine les causes exactes de l'accident et surtout qu'elle précise quelles mesures de sécurité elle compte prendre ».

E. G.

Un test pour l'Europe

« L'accident de la navette spatiale américaine Challenger ne doit pas être cause des vols habités ». Pas plus ceux que la NASA a programmés dans ses plans, que ceux, encore en projet, que l'Europe se propose de réaliser de façon autonome à la fin du siècle.

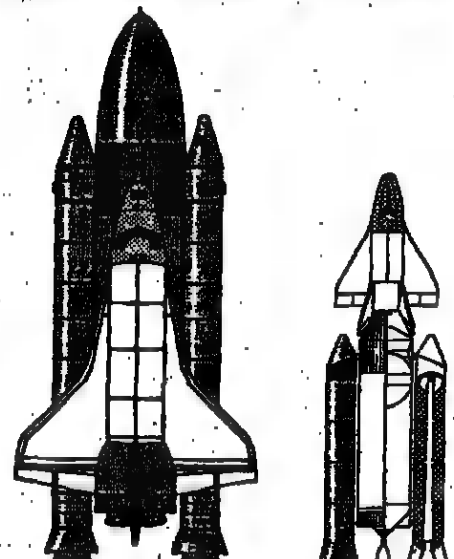
« Les enjeux sont en effet tels », affirme M. Frédéric Alliet, directeur du Centre national d'études spatiales (CNES), qu'il faut continuer à aller de l'avant, et poursuivre les vols humains. Il est impensable d'espérer tout accomplir dans l'espace avec seulement des robots. Laissons donc, dit-il, aux fusées classiques, comme Ariane ou les lanceurs américains Thor-Delta, Atlas-Centaur et autres Titan, le soin de déployer les satellites astronomiques.

En revanche, l'envoi en orbite de charges utiles de plus en plus complexes et de plus en plus coûteuses (télescope spatial, atterrisseurs de fabrication de matériaux dans l'espace) comme la nécessité économique de réparer et d'approvisionner en combustibles des satellites indispensables, militaires ou non, justifient la présence de l'homme dans le cosmos. C'est pour cette raison, d'ailleurs, qu'en janvier 1985, à Rome, la France a proposé à ses partenaires européens la construction d'un vaisseau spatial à petite échelle (Hermès) — qui donnerait à l'Europe son autonomie en matière de vols habités et lui éviterait ainsi

de recourir à tout coup aux services de la navette américaine.

Ce programme de 14 milliards de francs — sans doute plus selon certains — est aujourd'hui engagé. Avec l'accord ou presque de la majeure partie des pays européens.

ne s'agit pour le moment que de financer les études de la phase préparatoire de ce programme, qui, au mieux, donnera lieu à un premier vol en 1995. Alors, « au-delà de l'aspect émotionnel, psychologique, que le drame de Challenger n'a pas man-



Mais il reste que l'Allemagne est toujours sur la réserve pour ce programme.

De ce point de vue, il est donc clair que l'affaire Challenger tombe mal pour l'Europe. D'autant plus mal que Paris dépense depuis des mois des trésors de diplomatie pour entraîner Bonn à épouser ses choix. Non pas que le gouvernement allemand les désapprouve sur le fond. Ses industriels ont souvent proclamé leur intérêt pour Hermès. Mais il est des réserves sur le calendrier et les échéances financières. Tout le problème est là, ce qui ne fait guère l'affaire du CNES et des deux architectes industriels français — Aérospatiale et Marcel Dassault — chargés de mener à bien ce projet. En effet, la sélection des principaux industriels du programme doit avoir lieu dans les deux ou trois prochaines semaines, et il n'est guère raisonnable de penser que les compétences allemandes, auxquelles le développement des lanceurs Ariane et leur version la plus puissante, Ariane-5 — qui servira de porteur à Hermès — doivent beaucoup, puissent venir à manquer.

Sur ce point, M. d'Alliet se veut résolument optimiste. D'autant qu'il

quid de soulever, on peut dire, estime M. d'Alliet, que cette catastrophe va servir de test à l'Europe. « Je suis confiant », affirme le président du CNES, « tout en reconnaissant que cet événement est un élément perturbateur qui certains en Allemagne ne manqueraient pas d'utiliser comme prétexte pour retarder Hermès ».

Mais, « on ne peut pas, dit-il, s'arrêter au premier pépin », pas plus qu'on « ne voit comment aujourd'hui une nation industrielle importante possédant une technologie développée peut se tenir en dehors de cette aventure ». Reste que les Européens, en dépit de leurs succès spatiaux, ne sont pas les Américains, et que, dans ce domaine défilant des vols habités, il leur faudra apprendre et faire leurs preuves. Bien assimiler les leçons de sécurité, mais aussi réussir à donner une très bonne fiabilité au système de transport spatial constitué, d'une part, par la petite navette Hermès, et, de l'autre, par le lanceur Ariane 5. Et, dans ce domaine, tout porte à croire que les résultats de la commission chargée d'enquêter sur le drame de Challenger seront examinés avec attention dans ce but.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

La fiabilité absolue n'existe pas

par MICHEL BIGNIER (*)

Le terrible accident de la navette Challenger dans lequel cinq hommes et deux femmes ont trouvé la mort pose évidemment le problème du futur des vols habités. Depuis déjà quelques années, la question a été soulevée par la communauté scientifique et également par les hommes politiques, qui se sont demandés si l'avenir des activités spatiales se trouve dans la robotique et dans les vols automatiques ou, au contraire, dans les vols habités.

Les orientations générales des programmes américains et soviétiques ont toujours donné à l'homme dans l'espace une place très importante. Et les remarquables expériences réussies jusqu'à maintenant avec les navettes américaines et les Soyuz soviétiques ont fait pencher la balance dans ce sens. Avec le programme Spacelab, l'Europe s'est engagée pour la première fois dans cette aventure. Les décisions prises par la France et bientôt confirmées sur le plan européen avec le programme de développement d'un avion spatial (Hermès) représentent un deuxième pas dans cette direction.

La philosophie actuelle de toutes les agences nationales et internationales est bien que les vols habités et les vols automatiques sont complémentaires et qu'on doit trouver le compromis le plus harmonieux possible et le plus efficace entre ces deux approches. Avec l'accident de Challenger, le problème qui se pose est celui de la fiabilité de ces systèmes et du risque que courent les équipages à bord.

Sept vies humaines ont disparu, et une navette spatiale, qui vaut à peu près 1,2 milliard de dollars, soit 10 milliards de francs, a disparu en moins d'une seconde. Pas plus que dans les chemins de fer, les automobiles, ni les avions, la fiabilité à 100 % ne peut exister. On parle de fiabilité à 99 %, ou 99,5 %, voire 99,9 %. Il restera toujours, quel que soit le soin que les ingénieurs prennent à vérifier la bonne marche de chacun des composants, un risque.

Le même problème se posera pour Hermès et sa fusée porteuse Ariane 5, qui devra non seulement avoir des performances plus grandes que celles d'Ariane 4, mais également une sécurité de fonctionnement beaucoup plus importante. Ces résultats, nos ingénieurs sauront les atteindre, et ils obtiendront d'ici à 1995 une fiabilité analogue à celle de la navette actuellement. Mais cette fiabilité ne sera jamais 100 %, il restera une petite fraction de risque. C'est celle que les alpinistes prennent en montagne, c'est celle que les pilotes d'essai prennent avec les avions, et c'est le prix à payer pour le progrès de nos civilisations.

Les Américains et les Européens ont leurs programmes habités, les Soviétiques non plus. L'Europe, et avec elle la France, doit continuer dans ce sens, ainsi que décidé à Rome en janvier 1985. L'aventure spatiale et l'exploration des possibilités de l'espace devront continuer malgré les accidents, que nous souhaitons de plus en plus rares.

* Directeur des systèmes de transport spatial à l'Agence spatiale européenne.

18. Lettres étrangères : Eudora Welty, Ernst von Salomon, Robert Walser

Le Monde DES LIVRES



CAGNAT.

Boileau-Narcejac : le mystère, toujours

Tandem ou trente-cinq de suspense, la mémoire d'un couple étrange, auteur vedette de la littérature policière française de l'après-guerre.

A PRES trente-cinq de publication et quelques cinquante titres signés Boileau-Narcejac, il n'est plus grand monde pour ignorer que ce patronyme n'est pas le nom double d'un seul individu, comme Mendès France ou Poirot-Delpech, mais cache deux hommes : Pierre Boileau et Thomas Narcejac. A quatre-vingts ans et soixante-dix-huit ans, ces grands-pères tranquilles de la littérature policière française, déjà classiques, ont la coquetterie de se dire « démodés » et « pas encore rétro », « la rétro étant la promotion du démodé ».

Pour cet étrange couple, traduit en plus de vingt langues, passé depuis longtemps à la postérité, le temps de la mémoire est venu, avec un livre, *Tandem*, qui se défend d'être une autobiographie. Deux cents pages pour s'oc-

cuper du mystère Boileau-Narcejac. On l'épousa.

Boileau et Narcejac sont prêts à une interview avec un M. X... être un exagéré de leur œuvre. Un questionneur assez maladroit, qui n'a pas cru bon de gommer les scores du genre « il faut que je recharge mon magnéphone » et a omis d'imposer le cahier de photos habituel dans ce type d'ouvrage.

Si l'on s'agace du ton de M. X... on oublie vite pour se passionner à l'écrit des deux « complices », à l'analyse du suspense que même Narcejac, le théoricien (1), anecdotes d'une rencontre étonnante et féconde. Le premier roman de Boileau-Narcejac, *Calliope*, qui n'était plus, fut refusé partout, avant d'être publié par Denoël, puis immédiatement adapté au cinéma par Clouzot, sous le titre *Les Diaboliques*.

Le Quartier de la mort

La terrible enquête de Bruce Jackson parmi les cadavres en sursis de la prison de Huntsville, au Texas.

P RÉFACANT le premier livre de Bruce Jackson traduit en français, *Leurs prisons*, Foucault écrivait : « Écoutez ces voix criardes, intarissables, féroces, ironiques que Bruce Jackson a enregistrées. Elles ne chantent pas l'hymne des maudits en révolte. Elles font « chanter », au nom de tous les tours qu'ils se sont joués les uns aux autres, la loi et l'ordre, et le pouvoir qui fonctionne à travers eux ».

Pour écrire *Le Quartier de la mort*, Jackson - aidé de Diane Christian - n'a changé ni ses méthodes de travail - interview patiente, obstinée, mettant en lumière les détails les plus infimes - ni le lieu, social et géographique, de son enquête : une prison du Texas, Huntsville. Mais cette fois le chant qui s'élève n'a plus rien d'ironique ni de tapageur. La loi et l'ordre ne s'accroissent plus hypocritement de la combine et de la transgression : nous sommes dans la marge de la

marge, et les auteurs du livre attendent la mort.

Dans les années J-21 et J-22 de la prison de Huntsville, quatre-vingt condamnés à mort sont exécutés lorsque Jackson entreprend son enquête en avril 1979 : soixante Blancs, quarante Noirs et quatre-vingt Américano-Mexicains. « L'âge moyen est de trente-deux ans pour les Blancs, trente-deux ans pour les Noirs, vingt-cinq ans pour les Américano-Mexicains. Le plus âgé des condamnés a cinquante et un ans, le plus jeune vingt ans. Il y en a un qui est là depuis plus de cinq ans, un autre qui vient d'arriver. L'âge moyen au moment du crime se situe entre vingt et vingt-cinq ans, mais un certain nombre de démons, sur- tout parmi les Noirs, répondent de crimes commis avant l'âge de dix-neuf ans ».

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 19.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le jour où naquit Kary Karinsky, de J.-L. Benoziglio ; *l'Enfer*, de Belletto

Faconde

FACONDE : encore un mot qui va disparaître, c'est à craindre. Et avec lui une bien plaisante notion. De *facundia*, *eloquence*, « souvent péjorative », dit le Robert. Erreur : c'est *loquax* qui signifie *verbosité*, *bavardage*, *coquet* (dit le Gaffiot). La *facundia* utilisée par Ténac est plus près de ce que hasarderai, à l'oreille, les cancris inspirés : facilité féconde où abonde la fécondité.

Deux auteurs en passe de durer, Benoziglio et Belletto, se sont imposés par leur faconde, et continuent de miser sur elle. Ils en font l'action et le personnage principal de leur livre, le roman, pour le lecteur, de la prendre ou de la quitter. Vous aimez mon bab ? Alors, en route ! Et ne demandez pas où l'on vous emmène. Ainsi parlent les forains, aux caisses des scènes railway.

COMME ne l'indique pas son nom italien, Benoziglio est suisse, il a débuté en 1972 avec *Quelqu'un là est mort*. Un cortège funèbre longeait un mur d'acier. Derrière le contour louche, on sentait un jeune homme terrifié par la vie et le temps, les aiguilles tressautantes des horloges de gare. *Midship* a suivi, puis la *Boîte noire* (1974), où l'homme-oiseau, juste avant de tomber de la tour Eiffel comme un fer à repasser, vers 1900, rassurait les officiels avec alléluia. D'autres visions de cette veine cocasse parcouraient *Béno* s'en va-t-en guerre (1976), *l'Écrivain fantôme* (1978) et *Cabinet-porcelaine*, prix Médicis 1980. Depuis : rien. La projectionniste, eût-on dit, changeait de bobine.

Kary rime avec Zazie. Avec la Julie-Berthe de Vautrin et de Mordillat, elle fait partie des éternelles fillettes nées pour montrer que le monde cahote. Sa mère est morte à sa naissance. Son père était vétérinaire, avant de devenir infirmier psychiatrique. Il boit et affectionne les calembours. Kary naît sous les bombes, quelque part au Proche-Orient. La mort aveugle s'accompagne toute sa vie, de 1948 à 1975. La période est réputée paisible par rapport à la guerre mondiale, et pourtant on ne cesse de tirer des décombres des enfants aux poupées rougies de sang.

C'est sans doute le sujet véritable du roman : l'écrasement de quelques destins ordinaires sous les combats larvés, les tortures surnaturelles et les sinistres des « grands ». D'un côté : une gamine confiée à sa grand-mère, qui gamin son plumier, qui n'aime pas l'école, qui préfère le patin à roulettes, qui ronge ses ongles, qui grimace sur les photographies, qui fuge, que les bonnes sœurs font prier pour les z'Hongrois... De l'autre : Staline qui n'en revient pas de mourir, qui accuse ses proches de

cette inconvenance, le barrage de Fréjus qui cède, les spoutniks qui s'envolent, Suez qu'on nationalise et qu'on... capitaine Carlsen qui refuse d'abandonner son bateau, les poubelles de l'histoire et les autres qui font encore, sous les voûtes, leur grondement de ferraille traînée...

La jointure entre des vies privées pauvrettes et les z'événements planétaires, qu'on plus reluisants : tel est le thème rampant du livre. Les crises coloniales, le proche Eichmann, l'attentat du Petit-Clamart, les fusées de Cuba, les Beatles, le Vietnam : ces gros titres ne sont pas là pour mémoire, mais pour scander ce qui compose l'histoire de Kary, ses chevaux courts, puis longs, puis re-courts. Le temps comme il passe, voilà ; la durée sourde qui fait pousser les ongles et s'éterniser les agonies des dictateurs, l'usine à peaux mortes, il oublie.

DOS PASSOS, Malraux, Sartre : le roman des années 30-40 rêvait de tisser ensemble la grande histoire et la petite. Rappelez-vous les *Chemins de la liberté* : Sartre y faisait alterner les paragraphes sur Daladier retour de Munich et les paragraphes sur un allongé de Berck consolé par son infirmière. Le « simultanéisme », allaient dire les théoriciens, suite à l'« unanimisme » de Jules Romains.

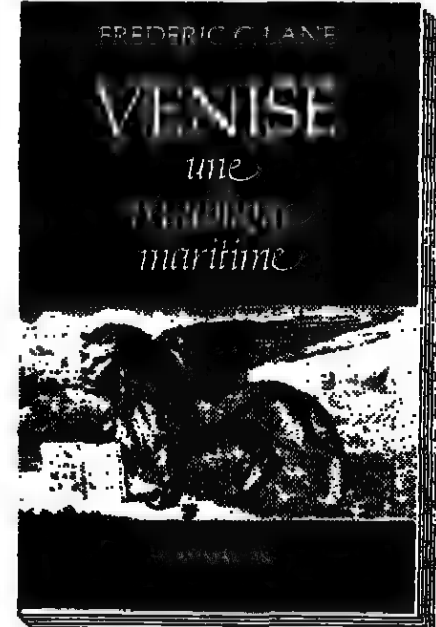
Benoziglio pousse le procédé jusqu'au système, et la faconde jusqu'au monologue d'auteur. Le personnage essentiel, la vedette du roman, n'est pas Kary mais, en coin de tableau, tapis vert et carafon, l'écrivain-conférencier, sa façon de voir, d'évoquer, de « philosopher un brin », comme il dit. On retrouve le narrateur des précédents titres, ses mémoires du style : « Kary va sur ses deux ans et sa belle-mère sur ses hauts talons » ; façon de se moquer amoureusement de ce à quoi Benoziglio tient par-dessus tout : les mots, avec leur manie de dire toujours un peu autre chose que ce qu'on attend d'eux...

Il paraît que la pratique du calembour signale des natures suicidaires. Benoziglio, sûrement. L'exclamation « bande dessinée qui résume l'attitude de Benoziglio devant l'existence et la parole, c'est « m'vousais ! ». Et l'image qui reste de Kary, comme un emblème, c'est un de ces bonshommes de craie que les policiers dessinent, arrondis comme des Fougeron, autour des cadavres, après les fusillades de rues ; ces espèces de marelles sanguinolentes où les fillettes pousseront du pied, sans le savoir, quelques bouts de cervelle, croyant gagner le paradis...

(Lire la suite page 19.)

ELU PAR BERNARD PIVOT ET "LIRE" PARMI LES 20 MEILLEURS LIVRES DE L'ANNÉE.

Après 40 ans de recherches, l'immense travail de l'historien américain F.C. Lane a été reconnu par Fernand Braudel comme « la seule référence à jour » vraiment solide sur Venise. Le talent littéraire de l'auteur, spécialiste de la Renaissance italienne, son érudition, nous éclairent sur le rôle financier, commercial, maritime de Venise. Le destin tumultueux de la ville se dessine ainsi comme celui d'une fabuleuse aventure. Nos idées toutes faites disparaissent, une ville nouvelle émerge. Plus captivante encore.



664 pages.
175 francs.

Flammarion

L'éternel

*De la révolution russe
le passionnant témoignage*

★ **ML ÉDITIONS DE MINUIT**

culture

CINÉMA

« SECRET HONOR », de Robert Altman

Nixon shakespearien

Dès les premières images, dans son bureau de la Maison Blanche, alors qu'il n'a pas encore sa bouteille de Chianti, Richard Nixon a l'air déjà un peu parti. Il est l'Affaire du Watergate vient de l'obliger à démissionner, il vide lieux. Alors, un long monologue frénétique, il vide cœur même même sa de ce qui lui reste encore à travers de la

Robert Altman (Nashville, Trois Femmes, mariage) n'a pas choisi la facilité en décidant de filmer la pièce de Donald Freed, Arnold Stone, Secret Honor, en sept jours seulement, en collaboration avec les de l'université de Michigan. Montée d'abord à Los Angeles, puis à New-York en 1983, off Broadway, Secret Honor est un one man show de heures qui repose sur les seules épaules du prodigieux comédien qu'est (dans le film aussi) Philip Baker Hall, qui s'inspire des documents préparés pour la destitu-

tion du président Nixon, même si les se sont arrogé un large droit à la fiction.

Nixon, donc. Echevelé, peignoir pourpre, bouclé bureau où les portraits des présidents des Etats-Unis et celui de Kissinger le dominent froidement, seul son revolver, son vidéo intérieur (il se filme en permanence sur quatre écrans) son magnétophone qu'il a fait fonctionner. Un homme qui tombe de si haut pour une sordide affaire de vidéo. Il commence à l'intention de l'histoire (son avocat, son secrétaire ?) à boire. Et plus sa parole s'embrouille, plus on approche d'une possible du personnage. Il explique ses malheurs de jeunesse, sa longue, déveine, le poids de sa charge, qui lui fait trahi, se reprend (« efface ce que je viens

de dire, Roberto, il partir de... ») joue le rôle du défenseur et de l'accusé. Le film est petit, qui a une belle phrase de Kissinger (« un juif - »), les journalistes (des « fouille-merde ») un tel un tel, des mystérieux membres du club des Cent, il a la tête de... et qui l'ont... Il ne... ses phrases. On... quatre pattes en train d'aboyer devant la photo de son père, juste avant de grimper au rideau, de se comparer à de Gandhi, Mao, et de traiter, avec la voix de l'homme en col, les universitaires, Kissinger en tête de « tous-du-cul ».

L'homme n'est pas vraiment dépeint, un éclairage proustien, plutôt un mal au bois. Éproué de d'avoir été par les tireurs de l'armée qui l'avaient tiré au paradis. Une piste, esquissée, apercevoir l'existence d'un plan

« Chine » visant à déstabiliser l'Orient et l'Union soviétique, et recueillant des fonds de l'Amérique. D'être ? Qui sait ? La dernière heure d'honneur et devant sa vidéo côté la bouffée perdue, se s'extérie superbement Philip Baker Hall.

Altman a évité le piège du théâtre filmé, avec une économie de rare, et une maîtrise qui lui sont propres. Le résultat est hallucinant. Nixon dans sa vulgarité, sa médiocrité haineuse, se révèle shakespearien et presque sympathique. Fon, certes, un moment. Qui ne l'aurait pas été dans un tel procès ? Mais un fou berné, grandiose dans sa mégalo, projeté à l'avant même de « héros », dans son propre. On n'ose imaginer l'équivalent dans notre vieille monarchie républicaine, quel que soit le monarque.

MICHEL BRAUDEAU

Un entretien avec le réalisateur

« Je n'ai jamais été technicien de la technique. » Deux tournages, Robert Altman retrouve dans ses nouvelles installations, rue gauche, tout près de la Butte-Montmartre.

« Je n'ai jamais été un réalisateur en scène hollywoodien, explique Robert Altman. Hollywood est un jeu d'esprit. Je n'ai jamais dans un grand studio, j'ai toujours gardé mes bureaux personnels. Il y a plusieurs années, j'ai quitté la Californie pour New-York. J'avais fait une première tentative de travail en France, il y a quatre ou cinq ans. Je voulais produire un film d'Alan Rudolph, qui m'a s'est pas matérialisé. Moi-même, j'avais un projet français. C'est m'y suis entré en première fois, je suis entré en contact avec les équipes et les cinéastes français.

« Je suis revenu, il y a deux ans, avec un projet, c'est un film sur Burt Reynolds débute le 1^{er} février à Reno, il s'achèvera le 1^{er} avril. Je regagne Paris, le bras, ma pellicule

le mariage. Ensuite après, je suis allé en scène, à Lille, à Libertin, de Stravinsky et Auden, j'avais fait un film en Amérique. J'en tire quelque chose d'un film, puis je m'attaquerai un peu plus

tous les deux jours. Si nous n'avons pu effectuer le montage à Ann-Harbor, car l'université n'était pas équipée (de façon, on ne peut pas partager le montage avec d'autres), le montage n'en est pas

payez mal. C'est vrai. Mais j'en ai fait aussi, nous accomplissons une forme de travail professionnel.

« Réaliser un film, ce n'est pas fabriquer des chaussures ou des



Robert Altman

mon projet parisien, j'ai le porteur, qui a travaillé en plusieurs langues. Cette installation en France est le résultat d'une évolution tout à fait naturelle. J'ai une éthique de travail, j'ai des techniciens, des laboratoires, j'ai travaillé ici, je m'y sens à l'aise. Je trouve dans la culture française un esprit de collaboration qui me plaît. Les gens qui travaillent à la rue aux gens qui gouvernent, des journalistes et des cinéastes aux cuisiniers et aux chauffeurs de taxi, des banquiers aux comptables, tout le monde m'accepte pour ce que je suis, un homme de cinéma.

« Nous ne sommes toujours pas en mesure d'apprendre à jamais devenir esclave de la technique, c'est une mauvaise façon de travailler. Les syndicats ont parfois critiqué cette façon de procéder : mais profitez des étudiants, vous les

lampes d'éclairage. Ça se rapproche beaucoup de la démarche du peintre, de l'artiste peintre. Ce qui m'intéresse, c'est l'artiste au travail, en tant qu'individu, il résout un problème. Il n'y a pas de règle générale, il faut savoir utiliser les instruments à votre disposition.

Propos recueillis par LOUIS MARCORELLES.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

VERDI REQUIEM
E. VERESCU (soprano)
B. VINCENZI (alto)
H. HASKIN (ténor)
L. HAGEN-WILLIAM (basse)
Chorale des J.M.F.
Chorale Chorale d'Anthony
Orch. Jean Barthe
Dir. LOUIS-MARTINI

Maria Jobo PIRES
MOZART, CHOPIN
SCHUBERT

STALLAERT
Quatuor à cordes
opéra de chambre :
LE VOYAGE

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE WASEDA
Médaille d'or
CONCOURS MARAJAN 78
Dir. : Ken TAKASEKI
Sol. : Otsuori
BORWITZKY
Violoncelle solo
Orch. philh. de Berlin
TCHAIKOVSKI, TAKEMITSU
HAYDN, STRAVINSKY

« On peut bien me juger parfois excentrique, mais je ne m'en formalise. On ne me juge pas en fonction de mes seuls films, mais de mes techniques. Le cinéaste de l'Amérique, où, ce qui compte, c'est votre manière de faire les affaires. Je suis un cinéaste, chez ceux qui ont fierté de leur métier, ils ne peuvent pas qu'à l'argent. Ils doivent réaliser le travail qu'ils accomplissent.

« Je trouvais des films à petit budget, ce qui me permettait de travailler. Le cas du Secret Honor est pour moi exemplaire. J'enseigne à l'occasion le cinéma à Ann-Harbor, à l'université de Michigan. C'est là que j'ai rencontré mon film. Les étudiants ne sont pas impliqués dans l'entreprise, ils ont été choisis pour les représentations de la pièce à l'université. On travaille ensuite sur la préparation du film. Les étudiants ont participé à la construction du décor, m'ont aidé à monter les scènes de la réalisation. Seuls le chef opérateur, l'ingénieur du son et le directeur de la photographie étaient des professionnels. Des téléviseurs ont été utilisés pour une grande salle de classe les étapes du tournage pour ceux qui n'avaient pu être présents sur le plateau. Je leur ai parlé

ROCK

Burning Spear à la Mutualité

Burning Spear est un groupe au point qu'on ne l'appelle plus que Burning Spear. Il jouait en Jamaïque, Winston Rodney en est bien sûr l'âme, le leader, la voix. C'est lui qui lui insufflé son énergie, son calme, son attaché à la terre. Burning Spear vit simplement à Saint-Anne's Bay, un petit village de pêche sur la côte nord de la Jamaïque. On peut le voir là, au centre d'une communauté rasta (le Marcus Garvey Cultural Center). Il dirige son propre label, qui après être passé par Island et Pathe Marconi, est aujourd'hui produit par Blue Moon, une boutique de disques spécialisée, boulevard Saint-Germain, à Paris. La gravité de son chant, le velouté de son timbre, ses textes mystico-politiques, en ont fait dans les années 70 l'un des personnages principaux de la scène jamaïcaine. Prophète en son pays et compositeur de quelques-uns des plus beaux hymnes du genre (Do You Remember the Days of Slavery?). Burning Spear demeure l'un des garants de l'éternel reggae, tout en témoignant de sa difficulté à se renouveler. Mais au fond attend-on de Stevie Wonder ou de Paul McCartney qu'ils sortent du domaine classique ? Winston Rodney cultive la tradition en pionnier et son public ne faillit pas. Ils sont une dizaine de musiciens autour de lui.

A. W.

Le jeudi 30 et vendredi 31 janvier à 20 h 30, à la Mutualité. Discographie : Resistance (Ada et Blue Moon Productions 8056).

coproduction Théâtre Ouvrier Festival d'Avignon, TNS, Alpha Prod
LA NUIT D'IRLANDE
spectacle d'Hélène V...
Une mise en scène transparente et nerveuse. L'ÉVÉNEMENT DU JEU ! Une histoire aux résonances profondes, d'une étrange beauté, imprégnée d'une saine et violente humanité. ÉTOMÉ GRACE CRETIN.
THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

THÉÂTRE

VAUTRIN-BALZAC AU CAMPAGNOL

Vive la comédie humaine !

Illusions perdues, le Père Goriot, Splendeurs et misères des courtoises, trois romans de Balzac, auxquels Jean Gillibert s'est taillé une vaste allée pour construire une pièce de théâtre : Vautrin-Balzac. Trois gros plans et trois très différents personnages autour du personnage de Lucien de Rubempré et Vautrin, alias Philippe Carlos Herrera, alias Jacques Collin.

Lucien est le héros - mèche blonde sur front blanc - dont on suit dans la première partie l'initiation sociale, poétique et amoureuse. Il quitte Angoulême et découvre le monde de Paris, connaît la gloire, puis la misère, et finit par retourner lamentablement dans sa ville natale pour se donner la mort. C'est là qu'il rencontre celui qu'on croit être un héros, dans son propre. On n'ose imaginer l'équivalent dans notre vieille monarchie républicaine, quel que soit le monarque.

MICHEL BRAUDEAU

dans les petites loges de la scène. Il faudrait citer tant leur faculté de passer d'une figure à l'autre en étonnante, leur leur exempt de tout geste superflu. Quant à Vautrin - Jean Gillibert - c'est le tonnerre ! Un héros, un Atlas qui, avec des mines de pharisien, ne fait qu'une bouchée de Lucien de Rubempré - Philippe Carlos Herrera provincial, qui devient venin, cynique, pourri jusqu'à la moelle, qu'un muscle de son visage ne trahisse. Il reste beau, il reste blond. On lui donnerait le Bon Dieu sans confession jusque dans la cellule de la Conciergerie si il finit tragiquement ses jours.

Ombres et lumières dessinent des espaces, sculptent les visages, font naître des décors qui n'existent pas. Une chaise raconte un salon. Un drap blanc est posé à terre, et voilà une chambre. Le metteur en scène, Jean-Claude Penchenat, a le sens de l'humour, du réalisme, du fantastique. Les postures d'acier, les échelles, les barreaux, une ville, une ville innommable, ses rues, ses loges de théâtre, ou encore des arêtes.

Rires, larmes, romantisme bon teint, quelques caricatures grotesques et pitoyables, mais aussi des outrances, des extravagances, nécessaires pour fonder l'attention du public pendant six heures de représentation. Car Vautrin-Balzac dure six heures - en une fois ou en deux soirées - durant lesquelles on ne voit pas le temps passer. Il y a trop de choses à admirer, trop de détails à surprendre. Six heures de bonheur théâtral complet, c'est exceptionnel.

CAROLINE DE BARONCELLI

★ Théâtre du Campagnol. Centre dramatique de la banlieue Sud. 254, av. de la Division-Lacour. Châtigny-Malsbry. Jusqu'au 22 mars.

Des habits neufs...

Quatre mois et demi de répétitions avec une équipe de quatre-vingts personnes. Cent dix costumes, soixante représentations. 21 000 spectateurs attendus pour un spectacle qui dure six heures !

Oui, Jean-Claude Penchenat a vu grand. Lui le transgène du Théâtre du Soleil, qui, en 1976, fonde le Campagnol sous forme de coopérative ouvrière, a dépensé 2 400 000 F pour cette production, montée avec Jean Gillibert. A projet ambitieux, moyens de choc. Le Campagnol (le Bal), centre dramatique de la banlieue sud depuis 1983, a reçu pour 1988 une subvention de 4 400 000 F. C'est moins que la plupart des autres centres, mais représente 26 % d'augmentation en trois ans. Enfant chéri du ministère, il bénéficie également de l'aide du département et de trois municipalités. Châtigny-Malsbry est la plus généreuse en 1988 : 400 000 F contre 20 000 F en 1982. Roger Tropéano, maire adjoint et délégué national de la culture pour le PS, magnifie la présence de la troupe dans la ville, qui s'est enrichie - conférences-concerts en hommage à Balzac, plus un tract tiré à 11 000 exemplaires, une grande exposition - le Campagnol, un acteur, une œuvre, chers gratuitement leur programmation...

Beaucoup de moyens, une puissance, donc, pour une troupe qui leur donne une image son image, à l'occasion de son spectacle. L'organisation des spectacles est faite par amateurs. L'explorer la mémoire des villes, en démontant les autochtones et ceux de se raconter... à la fois ce travail d'écriture qui a fait connaître au Campagnol la piscine du quartier

de la Butte-Rouge, aménagée en salle de théâtre (350 places) par les architectes de la grande Halle de la Villette, Reichen et Robert.

Les comédiens y ont travaillé avant même que les travaux soient engagés. Ils claquent des dents quand ils évoquent cette période.

A ces souffrances romantiques s'ajoutent les contraintes de la vie collective, la nécessité de tout faire, y compris clouer des planches. Aujourd'hui, il sort mensuellement 7 500 F net pendant les répétitions, 9 500 F pendant les représentations. Leur collaboration technique se résume à répondre au téléphone.

Et les créations collectives ? La participation des amateurs ? Jean-Claude Penchenat dit que dans les dix ans, et ne peut renoncer à ses options de la première heure. Pourtant, sur la distribution de Vautrin - dix-neuf personnes - une seule comédienne n'est pas professionnelle. Les autres professionnels ont fait pas forcément bon ménage. En 1979, un comédien sur deux exerçait un métier parallèle. En 1986, l'amateurisme ne vient plus gêner l'équipe. Les récentes solides, viennent de Jean-Pierre Vincent ou de la Salamandre.

Après dix ans, le Campagnol est devenu lui-même une troupe avec ses propres moyens, ses propres amours, ses histoires, quelques idéaux, quelques rêves, quelques indiens, et un directeur de cinéaste, toujours jeune.

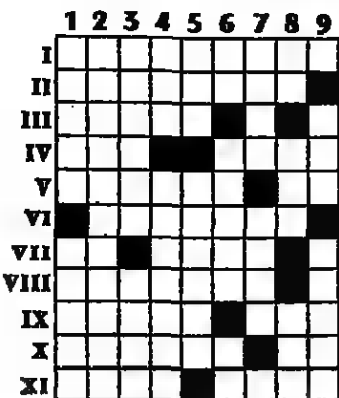
LAURENCE BENAÏM

CHER VIEUX TROUBADOUR
DE BRUNO VILLIEN
D'APRÈS LA CORRESPONDANCE DE GEORGE SAND ET GUSTAVE FLAUBERT
AVEC HELENE SURGERE ET FRED PERSONNE
EN SCENE FRANCE DARRY
Un vrai pur moment - humanité vraie, portée à son plus haut niveau de compréhension entre deux êtres. Ah ! si le théâtre était toujours comme ça...
LE NOUVEAU OBSERVATEUR.
DERNIERES • LOC. 47 42 67 77 AGENCE TRAC

مكتبة

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4152



HORIZONTALEMENT

I. Chaud partisan de la protection de la femme. - II. Fait tordre, mais ne fait pas rive. - III. Celui qui les provoque est généralement... - IV. Ancêtre de celui avec lequel nous faisons le « singe ». Un rôle pour Deburau. - V. Gustave pour les beaux-arts et Jeanne pour le septième. Alternative. - VI. Etait, sous Louis XV, chargé de dépouiller le courrier. - VII. Demi-part. Interrogatif. - VIII. Est aussi difficile à avaler qu'à digérer. - IX. Débité par un sagard. Tout terrain. - X. Frapper dans l'airain. Négatif. - XI. Ancêtre du trouvere. Obtenir une charge importante grâce à...

VERTICALEMENT

I. Une administration relève de la Faculté. - II. Ville d'Alsace. - III. Songes. - IV. Ville d'Alsace. Région du Pakistan. - V. Support. Pétite quand celui qui la mène est en train de nager. - 6. Un de ses fils fut le père de l'aviation. Divinité. - 7. Des vieux châteaux avant la restauration. Sanguinaires, au pays de la vendetta. - 8. L'extrême droite en politique. Possessif. Jamais vieux. - 9. L'un brûle, l'autre s'en plaint. Avoir un franc, on en avait la pleine propriété.

de nager. - 5. type prête à une histoire burlesque. Louée au prix fort. - 6. Un de ses fils fut le père de l'aviation. Divinité. - 7. Des vieux châteaux avant la restauration. Sanguinaires, au pays de la vendetta. - 8. L'extrême droite en politique. Possessif. Jamais vieux. - 9. L'un brûle, l'autre s'en plaint. Avoir un franc, on en avait la pleine propriété.

Solution du problème n° 4151

Horizontalement
I. Manchette. - II. Eper. Taël. - III. Tige. Asti. - IV. Acéteuse. - V. Lu. Og. - VI. Llanos. Le. - VII. Ut. Ader. - VIII. Réservoir. - IX. Gué. Aar. - X. Irruption. - XI. Estrées.

Verticalement
1. Métallurgie. - 2. Apiculteurs. - 3. Nage. Sert. - 4. Cretonne. Ur. - 5. Ego. Râpé. - 6. Etan. Savate. - 7. Tasse. Doris. - 8. Tête. Lei. - 9. Bli. Ferrent.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés le Journal officiel du jeudi 30 janvier :

UN ARRÊTÉ

N° 27 1988 portant réorganisation de la prime à l'emploi des sapeurs-pompiers professionnels.

UNE INSTRUCTION

N° 1600/SGDN/DAD/PBR du 3 janvier 1988 relative aux procédures de rappel des militaires individuels de défense.

LE CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Claude Bernardet, ses parents.
M. et M^{me} Aimé Bernardet, ses grands-parents.
M. Alain Bernardet, son frère.
M. Pascal Dauvet, Les familles Barrière, Secrétain, Pinardon,
ont la douleur de faire part du décès de
Françoise BERNARDET,
maîtrise d'administration économique et sociale,
inspecteur du travail,
survenue le 28 janvier 1988, dans sa vingt-septième année.
L'inhumation a eu lieu le 29 janvier 1988, au cimetière de Langin (Indre).
On nous prie d'annoncer le décès de
M^{me} Paul CARTON,
née Magdeleine Bizard,
survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année.
De la part de ses enfants.
Ses obsèques religieuses ont eu lieu à Pau.
63, avenue Montardon,
64000 Pau.
Nous apprenons le décès de
M. Marcel DAROU,
ancien député
et sénateur socialiste du Nord,
survenue le mercredi 29 janvier 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.
[Né le 3 août 1896 à Hazebrouck, M. Marcel Darou fut élu de cette ville de 1935, d'abord comme conseiller municipal, puis comme sénateur au Nord. Il s'engagea comme député du Nord dans les deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale, de 1946 à 1958. De 1961 à 1974, c'est au Palais du Luxembourg qu'il siège comme sénateur du Nord, où il fut longtemps président de la commission des affaires sociales.
Ses proches ont eu la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Jean-François Arthaud,
M. et M^{me} Henri Bouvier,
Christophe, Isabelle Arthaud,
Catherine, Laurent, Julien Arthaud,
Rodolphe Arthaud,
Veronique, Stéphanie Arthaud,
ses petits-enfants,
Nicolas, Mathieu Bouvier,
ses arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} René Arthaud et leur fille,
et leurs frères, et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Albert ARTHAUD,
ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1932),
survenue le 21 janvier 1988, à l'âge de soixante-trois ans.
L'inhumation a eu lieu le 29 janvier, à Arrachon, dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Le conseil d'administration,
la direction générale,
et les collaborateurs de la SITB,
ont le regret de faire part du décès de
M. Albert ARTHAUD,
fondateur
et président d'honneur de la Société.
SITB, 38, rue des Jeuneurs,
75002 Paris.

Assemblée nationale, de 1946 à 1958. De 1961 à 1974, c'est au Palais du Luxembourg qu'il siège comme sénateur du Nord, où il fut longtemps président de la commission des affaires sociales.
Ses proches ont eu la douleur de faire part du décès de
Philippe et Richard Dreyfus,
ses enfants,
M^{me} Simone Fourman,
sa mère,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Jean-Claude DREYFUS,
huissier de justice,
ancien combattant,
engagé volontaire FFL,
soudainement, le 24 janvier 1988, à l'âge de cinquante-huit ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 11 janvier, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.
[Né le 15 août 1929 à Hazebrouck, M. Marcel Darou fut élu de cette ville de 1935, d'abord comme conseiller municipal, puis comme sénateur au Nord. Il s'engagea comme député du Nord dans les deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale, de 1946 à 1958. De 1961 à 1974, c'est au Palais du Luxembourg qu'il siège comme sénateur du Nord, où il fut longtemps président de la commission des affaires sociales.
Ses proches ont eu la douleur de faire part du décès de
Philippe et Richard Dreyfus,
ses enfants,
M^{me} Simone Fourman,
sa mère,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Jean-Claude DREYFUS,
huissier de justice,
ancien combattant,
engagé volontaire FFL,
soudainement, le 24 janvier 1988, à l'âge de cinquante-huit ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 11 janvier, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Le 11 janvier 1988, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marguerite QUINTIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
professeur honoraire
à la faculté des sciences de Paris,
survenue le 24 janvier 1988.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Langres (Haute-Marne).

Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 4 février, à 18 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Père Raymond-Marie (René) SPITZ

est entré dans la lumière du Seigneur le 29 janvier 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 31 janvier, à 12 h 15, en l'église conventuelle de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8.

De la part du Père provincial des dominicains de la province de France, Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation, De sa famille.

Le président de l'université Lyon-II,
Le directeur,
Et les personnels de l'UER des lettres et civilisations du monde méditerranéen,

ont le regret de faire part du décès de
M. le professeur Norbert TAPIERO,
survenue le 24 janvier 1988.

Anniversaires

Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de
M. Fernand ARNAUD,
une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Pour le quatrième anniversaire de la mort de
Louis-Auguste DEROSIERE,
une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Pour le sixième anniversaire de la mort de
professeur Jean EGRET,
est rappelé en ce dixième anniversaire de sa mort.

Anne-Marie MACHERET
artiste-peintre.
Une pensée amicale est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Il y a dix ans, le 31 janvier 1978,
Fernand TERROU
nous quittait.

Une pensée est demandée en ce jour à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 31 janvier 1969,
Marianne Annie VILLOUTREIX,
née Barreau,
nous quittait accidentellement.

Que tous ceux qui ont gardé son souvenir aient pour elle une fidèle pensée.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de
Laurent FROISSART,
une messe sera célébrée à Saint-Germain-des-Près, le lundi 3 février, à 18 h 45.

Communications diverses

Dans le cadre de la dixième rencontre de la culture (école, rue, 31, rue Madame, Paris-6), le Père Blanchard, ancien professeur d'histoire du christianisme au Collège Saint-Sulpice, présentera en audio-visuel, le 1^{er} février, à 15 heures : « Invitation à la Cappadoce » ; le 16 h 15 : « La Sicile normanno-byzantine ».

Le 2 février, à 14 h 30, M^{me} Suzy Dufréne, directrice d'études à l'École pratique des hautes études, fera une conférence : « Un exemple d'illustration imagée de l'Evangile grec du sixième siècle ». (Histoire racontée en images et images à portée théologique ?)

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT
Université Lille-II, le 01 208, vendredi 31 janvier, à 14 h 30, M. Prithwindra Mukherjee : « Les origines intellectuelles du Mouvement d'indépendance de l'Inde (1893-1918) ».

loterie nationale									
LISTE OFFICIELLE DES BILLETTS À PAYER									
TERMINAL	PRIMAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE	SECONDAIRE
NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO
1	1 191	1 191	1 191	1 191	1 191	1 191	1 191	1 191	1 191
2	3 002	3 002	3 002	3 002	3 002	3 002	3 002	3 002	3 002
3	4 123	4 123	4 123	4 123	4 123	4 123	4 123	4 123	4 123
4	6 004	6 004	6 004	6 004	6 004	6 004	6 004	6 004	6 004
5	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000

86 TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE 10

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BILLETTS À PAYER

Le 502786 gagne 1 000 000,00 F

les numéros approchant à 10 000,00 F

les numéros approchant à 1 000,00 F

les numéros approchant à 200,00 F

les numéros approchant à 100,00 F

les numéros approchant à 50,00 F

les numéros approchant à 20,00 F

les numéros approchant à 10,00 F

les numéros approchant à 5,00 F

les numéros approchant à 2,00 F

les numéros approchant à 1,00 F

les numéros approchant à 0,50 F

les numéros approchant à 0,20 F

les numéros approchant à 0,10 F

les numéros approchant à 0,05 F

les numéros approchant à 0,02 F

les numéros approchant à 0,01 F

les numéros approchant à 0,005 F

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Télécopie : Drouot 111111

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 1^{er} FÉVRIER
14-15 - Tapis d'Orient - M^{me} ROGEON.

LUNDI 4 FÉVRIER
S. 1. - Tableaux, bij., orfèvr., mob., tapis, M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M^{me} Hordhebut, Latrelle, M^{me} Chevalier, Dechaud et Sieton, experts.
S. 2. - 14 h 30, tapis des 19^e et 20^e s. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 5-6. - Numismatique : monnaies en or, argent ou bronze. Grecques, romaines, byzantines, mérovingiennes, carolingiennes, royales françaises, contemporaines, féodales, étrangères, médailles, sceaux. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Vianon, M^{me} Berthelot et Guyonnet, experts.
Exposition chez les experts : 77, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : (1) 42-97-50-00 jusqu'au vendredi 31 janvier 1988 (jours ouvrables de 9 à 12 h et de 14 à 18 h). Au nouveau Drouot : samedi 1^{er} février de 11 à 18 h.

S. 7. - Tapis. - M^{me} MILLON, JUTEAU, M. Chevalier, expert.
S. 9. - Tabl., obj. de vitrine, mobilier. - M^{me} Chayette, Calmel.
S. 11. - Bois meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

* S. 12. - Timbres. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 15. - Tabl., anc. et mod. Bijoux, argenterie, bon mobilier. - M^{me} BOSCHER.

MARDI 5 FÉVRIER
S. 5-6. - Suite de la vente du 3 février. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 8. - Ex tabl. des écoles hollandaises, italiennes, flamandes du 17^e s. et des 18^e et 19^e (squares de J. Dufy, E. Lamme, M. Lévis). - M^{me} WAPLER.

S. 10. - 14 h 30, fourrures. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 12. - C. postales, autographes, timbres. - M^{me} LANGLADE.

MERCREDI 6 FÉVRIER
S. 1. - Tapis. - M^{me} RENAUD.
S. 2. - Tableaux, argenterie, meubles. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 3. - Antiques. - M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M. Silière, expert.

S. 4. - Ouvrages de bibliographie sur la chasse et la pêche. M^{me} Vidal-Mégret, 54 bis, rue Cardinet, (17^e).
S. 5. - Antiques. - M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M. Silière, expert.

S. 7. - Bij. orfèvrerie. - M^{me} DEURBERGUE.
S. 9. - 14 h 30, dessins et tableaux anciens. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 14. - Meubles et obj. d'art. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

JEUDI 6 FÉVRIER
S. 1. - Tableaux mod. - M^{me} MILLON, JUTEAU.
S. 15. - Tapis et d'ameublement des 19^e et 20^e s. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} Dille, Levy-Lacaze, experts.

VENDREDI 7 FÉVRIER
S. 1. - Tabl., bib., mob. - M^{me} BOISGRARD.
S. 2. - Extrême-Orient. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET, M. Beurdeley, expert.

S. 13. - Meubles, objets d'art 19^e, 1900-1910. - M^{me} CHAYETTE, CALMEL.
S. 15. - Tabl., mob. de style, arg., objets d'art. - M^{me} MATHIAS, LEROUX.

S. 16. - Meubles, bibelots, objets d'art, tabl. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

ÉTENDRE ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-11-11.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue de Valenciennes (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-42-78-01.
BOSCHER, 3, rue de Valenciennes (75002), 42-60-47-87.
Catherine CHARBONNEAU, 134, rue de Valenciennes (75008), 47-42-78-01.
CHAYETTE, CALMEL, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 47-42-78-01.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot

ÉNERGIE

MALGRÉ DE BONS RÉSULTATS EN 1985

Elf-Aquitaine est perplexe face à « un énorme jeu d'échecs international »

« Je ne sais pas où on va, mais on y court ! » Ce résumé lapidaire, emprunté à Pierre Dac, des propos de leur président ne provoquait aucun sourire, le mercredi 29 janvier, parmi les dirigeants d'Elf-Aquitaine. Non que l'état-major du premier groupe français soit d'ordinaire dépourvu d'humour, mais ce raccourci sonnait étrangement bien dans l'atmosphère régnant actuellement au sein des compagnies pétrolières, bousculées par les soubresauts imprévisibles des cours du brut et perplexes face à ce que M. Pecqueur a appelé l'« énorme jeu d'échecs international » dont dépendent leurs plans et leur équilibre financier. « Le président a ajouté : nous avons les moyens de nous adapter », précisait même sans rire l'un des principaux cadres de la maison, soucieux d'exactitude...

Se voulant rassurant, le président d'Elf-Aquitaine s'est en effet attaché à souligner la bonne santé financière de son groupe à l'aube d'une période « de crise et d'affrontement » qui se traduit dans l'immédiat par une « fébrilité » extrême du marché, et dont les conséquences à terme demeurent largement imprévisibles. Sans exclure une chute prononcée, en dessous de 15 dollars, du prix du baril, M. Pecqueur a souligné qu'un « nouvel équilibre » soit rapidement trouvé à un « prix raisonnable », permettant à l'industrie de couvrir ses frais d'exploration et de développement de façon à maintenir un approvisionnement diversifié du pays. Ce prix « raisonnable », M. Pecqueur ne l'a pas chiffré, mais il a précisé que, à 20 dollars, le baril, le groupe, certes, verrait son cash-flow - marge de manœuvre financière - réduit de « quelques milliards de francs » (sur 20 milliards de francs en 1985), mais qu'il pourrait quand même « établir un équilibre raisonnable ». « Ce ne sera pas un bouleversement total », a-t-il ajouté.

Dans cette éventualité, la stratégie d'Elf est claire : sélectivité accrue des développements - « Nous rejeterions tout ce qui n'est pas vraiment très bon », poursuit-il de la production des champs sur lesquels les investissements ont déjà été réalisés même si les prix s'effondrent, compétition accrue avec les autres énergies afin de relancer les ventes, et négociation avec les pays producteurs afin d'obtenir des conditions fiscales permettant de poursuivre l'activité. « La tendance sera de se retourner vers les zones où les coûts sont faibles », a assuré M. Pecqueur. Mais surtout, a-t-il ajouté, « les Etats devront faire un effort pour nous laisser une marge justifiée nos efforts d'investissement ».

Le bon exemple : le Nigeria, qui, selon le président d'Elf-Aquitaine, vient de modifier son système de taxes afin de garantir désormais aux compagnies productrices une marge fixe, quel que soit le niveau des prix de vente : « Si nous obtenons un sys-

tème totalement pur de ce genre, le prix n'a plus d'impact sur nos résultats ». La production nigérienne est ainsi devenue, pour Elf, l'une des plus rentables du monde, avec celle de la mer du Nord, alors que, dans le système précédent - fiscalité basée sur un prix officiel largement supérieur au cours du marché, - elle était l'une des moins favorables.

En attendant que les Etats producteurs acceptent de modifier leurs systèmes fiscaux, ou que l'ensemble des pays arrivent à dégager un consensus permettant de stabiliser les cours - « Une tâche gigantesque », a estimé M. Pecqueur, - le groupe lui-même devra fournir un énorme effort d'adaptation. Et il en a les moyens, assure-t-il.

Les résultats de 1985 sont, certes, moins brillants que ceux de l'année précédente : chiffre d'affaires stagnant à 180 milliards de francs, marge brute d'autofinancement en baisse - 19,5 milliards contre 21,7, 5,2 milliards, soit 1,3 milliard de moins qu'en 1984. Mais le groupe a néanmoins réussi à réduire son taux d'endettement de 8 points, tout en accroissant massivement ses investissements : 22 milliards de francs en 1985 contre 14,7 milliards l'année précédente.

Les résultats de 1985 sont, somme toute, satisfaisants, compte tenu, a précisé M. Pecqueur, d'un contexte général « difficile » : baisse des cours du dollar en fin d'année et du prix moyen du brut, faiblesse des cours des produits chimiques, etc. Compte tenu aussi des « événements exceptionnels », sur lesquels il ne s'est pas appuyé, mais qui ont largement pesé sur les résultats financiers : règlement du litige au Guatemala, qui a coûté au groupe 85 millions de francs (765 millions de francs environ), renforcement de Technip (400 millions de francs), et prélèvement exceptionnel sur la production d'hydrocarbures en France (900 millions de francs), sans compter la dépréciation des stocks de raffinage pour 1,4 milliard de francs.

VÉRONIQUE MAURIS.

ÉTRANGER

NÉGOCIATIONS SUR L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

Premiers débats, premiers consensus

Un consensus s'est dégagé dès la première réunion des pays donateurs, les 27 et 28 janvier, à Paris, pour chercher à assurer à l'Association internationale de développement (AID) - filiale de la Banque mondiale chargée de l'aide aux pays les plus pauvres - une enveloppe de 12 milliards de dollars durant la période 1988-1990.

Une enveloppe insuffisante pour maintenir les flux financiers prévus pour la période triennale précédente, répondre aux besoins de la Chine et de l'Inde, assurer le relais du Fonds spécial pour l'Afrique doté de 1,2 milliard de dollars jusqu'en juin 1988. Le président de l'AID, M. Moen Qureshi, l'a reconnu lors d'une conférence de presse, tenue le 29 janvier. Mais les premières estimations variant entre 10,5 milliards et 12,5 milliards de dollars, la volonté générale manifestée par les trente-trois pays représentés pour trouver un terrain d'entente sur un montant maximum constitue un facteur de soulagement évident, même si ce chiffre permet tout juste de retrouver les niveaux de 1982-1984.

D'accord pour continuer de donner la priorité absolue à l'Afrique, les participants l'ont également été pour maintenir, en termes nominaux, le soutien à la Chine et à l'Inde, qui représente actuellement 1,1 milliard de dollars par an. Accord de principe enfin pour l'utilisation d'une part des ressources de l'AID en association avec celles du Fonds fiduciaire de la Banque mondiale international représentant 2,8 milliards en six ans.

An total, la nécessité d'offrir un minimum de moyens à une Association dont l'utilité est désormais reconnue jusqu'à Washington l'a emporté sur les réticences budgétaires des donateurs, Etats-Unis en tête. Cette atmosphère « constructive » ne permettra pourtant pas de régler rapidement un dossier délicat, notamment pour les Etats-Unis (le Monde du 28 janvier).

La prochaine réunion, prévue pour les 7 et 8 avril prochain, s'attachera plus en détail aux problèmes de fond, le montant exact de l'enveloppe dont disposera l'AID et sa répartition entre les participants. Conscient des obstacles qui restent à surmonter, M. Qureshi n'a pas exclu qu'après un troisième rendez-vous en juin, une nouvelle session se révèle nécessaire pour tenter d'aboutir avant l'assemblée générale de la Banque mondiale, à l'automne prochain. Non sans rappeler que, lors de la création de l'AID, les Etats-Unis participaient pour 44 % aux ressources de l'Association. Une part ramenée à 25 %, alors que le Japon a porté sa contribution de 14,5 % à 18,7 % lors de la dernière reconstitution du fonds.

Une façon très diplomatique de rappeler aux Etats-Unis que, si leur participation reste indispensable, elle ne représente pas un poids budgétaire insupportable.

F. Cr.

Aux Pays-bas INÉVITABLE AUGMENTATION DES IMPÔTS

Amsterdam. - Les revenus provenant de la vente du gaz naturel néerlandais diminueront à un point tel que, dans les années à venir, une augmentation des impôts paraît inévitable. C'est ce qu'a fait savoir cette semaine le premier ministre, M. Ruud Lubbers.

Selon des estimations officielles, les revenus du gaz seront réduits de 23,8 milliards de florins en 1985 à 17,9 milliards cette année et 13 milliards en 1987. Actuellement, les ventes du gaz représentent environ un sixième des revenus de l'Etat néerlandais.

La chute des revenus du gaz est due notamment à la baisse du cours du dollar et à celle des prix du pétrole, auxquels le prix du gaz, néerlandais est étroitement lié. (Corresp.)

CONJONCTURE

LES CENT DIX PROPOSITIONS CINQ ANS APRÈS

Le chemin parcouru

Qui oserait prétendre aujourd'hui que la gauche n'a pas rempli son contrat ? La décentralisation, les nationalisations, l'abolition de la peine de mort et des tribunaux d'exception, les droits nouveaux des travailleurs, la réduction du temps de travail, la retraite à soixante ans, le soutien à la création, ont été assez nombreux pour opposer l'opposition pour que nul ne conteste l'existence de réformes qui auront marqué la législature socialiste.

A quoi bon alors publier, comme viennent de le faire les services du premier ministre, le Chemin parcouru, présentation maladroite de l'application des « cent dix propositions de François Mitterrand cinq ans après », sinon par référence excessive au petit livre rouge de l'avant-1981, par masochisme des nostalgiques de l'autre logique ? Bref, par contre-propagande. Tant il est vrai qu'à ce jeu l'esprit curieux cherche plus volontiers ce qui n'a pas été fait que ce qui l'a été.

D'abord, il y a sept propositions oubliées : l'action internationale énergétique contre la dissémination de l'arme nucléaire (proposition 7) ; la création du conseil des peuples méditerranéens (13) ; le raccourcissement à cinq ans du mandat présidentiel, renouvelable une fois, ou sa limitation à sept ans sans possibilité de renouvellement (45) ; la limitation du recours à l'usage du vote bloqué (48) ; la moralisation de la vie publique : déclaration des revenus et du patrimoine des candidats aux fonctions de président de la République, du député, du sénateur ainsi que des ministres en exercice avant et après expiration de leur mandat (49) ; la lumière faite par la justice sur les affaires dans lesquelles ont été mises en cause des personnalités publiques (50) ; la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (51).

Il y a ensuite une proposition tronquée. Ainsi n'est-il plus question dans le texte de Mitterrand de « ramener d'ici 1990 le PIB au-dessus de 20 % » (proposition 20). Mais qui pourrait - à part peut-être les communistes - en vouloir aux socialistes d'avoir gommé une promesse aussi peu réaliste ?

Il y a surtout une méthode intellectuelle étrange qui consiste à accumuler les preuves d'un accomplissement des promesses (par une liste impressionnante, en face de chaque proposition, de textes et d'initiatives quel qu'il en soit advenu. Deux exemples - parmi cinquante autres - viennent illustrer cette méthode. La proposition 27 énonçait que « des bonifications d'intérêt ou des avantages fiscaux, sur une base contractuelle, seront accordés pour contribuer à la réalisation des objectifs de la politique économique et sociale ». Et Mitterrand de citer pile-mêle parmi les réalisations

la création du fonds industriel de modernisation et des CODEVI, les dispositions fiscales dans les pôles de conversion, la création d'un compte-épargne en actions, la création d'un fonds de recherche... Autant de mesures, certes effectuées, mais avec désormais une politique fondamentale de réduction des bonifications d'intérêt (l'enveloppe est passée de 182 milliards à 137 milliards de francs entre 1985 et 1986), qui fait dire à M. Bérégovoy que 30 milliards de francs auront ainsi été économisés en 1986 sur les dépenses budgétaires.

La politique énergétique, précisée par la proposition 38, est elle aussi très claire : pas de commandes nouvelles de centrales nucléaires, référendum sur la poursuite du programme, développement des économies d'énergie et des techniques nouvelles d'utilisation du charbon. C'est loin d'être ce qui a été fait, mais cela n'empêche pas Mitterrand de « démontrer » l'application de cette promesse.

A jouer ainsi aux apothicaires, les socialistes poussent aux comptes. Disons qu'un petit tiers des propositions a été intégralement réalisé, qu'une partie des autres est difficile à juger (l'international).

Pour le reste, même s'il a souvent engagé des réformes, le gouvernement socialiste, qui avait fait des cent dix propositions son programme des congrès extraordinaires de Créteil, le 24 janvier 1981, s'est heurté aux difficultés financières (c'est le cas, par exemple, pour les trois cent mille créations promises, pour les classes de vingt-cinq élèves au maximum, pour le statut des femmes d'agriculteurs, pour la semaine de trente-cinq heures ou pour la retraite des femmes à cinquante-cinq ans...). à l'état de la société (vote des immigrés aux municipales après cinq ans de présence en France, création d'un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale), à l'établissement (service militaire réduit à six mois, suppression de l'ordre des médecins ou nécessité pour les listes électorales de comporter au moins 30 % de femmes) ; quand il n'a pas simplement laissé tomber une promesse mauvaise (le droit de veto donné aux comités d'entreprise, notamment sur les techniques de production, qui aurait paralysé la vie économique). Bref, il a appris à gouverner.

Outre les grandes réformes de structures qui, presque toutes, ont été réalisées, le gouvernement ne s'est pas contenté de cent dix propositions : la réduction de l'inflation, la désindexation des salaires, la réforme des marchés financiers, sont plus importantes que bien des mesures non appliquées. Pourquoi alors ne pas défendre d'abord ce bilan-là ?

BRUNO DETHOMAS.

Immigration : 32 500 entrées et 43 700 départs en 1985. - 19 168 dossiers de regroupement familial ont reçu le feu vert de l'Office national d'immigration en 1985 (contre 20 600 en 1984), a annoncé M. Gérard Fuchs, président de l'ONI, mardi 28 janvier. 32 503 personnes ont bénéficié de cette mesure ; 97 % des dossiers ont été traités en moins de deux mois et

deux. La réglementation appliquée depuis janvier 1985 n'a donc pas empêché le regroupement des familles. D'autre part, l'ONI a accepté 19 000 demandes d'aide au retour au pays de travailleurs immigrés, ce qui a entraîné le départ de 43 700 personnes (les deux tiers des demandes concernant des célibataires).

Parlons Assurances....

L'assurance vie, la prévoyance, la prévention contre le vol et les accidents, la retraite, l'assurance automobile, les assurances de l'entreprise... Toutes les solutions à ASSURE EXPO



ASSURE EXPO

4-5-6-7 FEVRIER 86
Entrée libre et gratuite

PORTE MAILLOT PARIS
PALAIS DES CONGRÈS

Informations : VIDAL - 29 rue Drouot 75009 Paris. Tél. 48 24 76 01

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

- 1^{er} arrdt**
LOUVRE BEAU 140 m² dans immeuble luxueux, vendu 2.500.000 F. 42-55-54-55.

5^e arrdt
MOUFFETARD caractère vend 2.200.000 F. 42-55-54-55.

PANTHEON
TRIPLER CARACTÈRE 195m² inv. 1^{er} arrdt. 42-55-54-55.

7^e arrdt
VUE EXCEPTIONNELLE hors catégorie, grand 7-8 P., terrasse à prévoir. 42-55-54-55.

15^e arrdt
BIBEAU grand living + 2 chbrs, cuisine, bain, mm, pierre de taille, asc., scell. 42-55-54-55.

17^e arrdt
17^e Métro Brochant, Particulier vend 2-3 pièces, cuisine, salle bain, chauffage central individuel, 45 m², scell. 42-55-54-55.

20^e arrdt
202, bd Montparnasse, 8^e ét., asc., 5 P., 125 m² et 2 P., 100 m², lundi 3 de 14 h à 17 h, JAMAR, not., 42-55-54-55.

locations meublées demandes

- Paris**
OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction locaux adaptés de bureaux 4 P. et plus. 42-55-54-55.
- EMBASSY SERVICE**
78000 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPARTEMENT DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de sociétés multinationales. Tél. 45-62-78-93.
- immeubles**
JEAN FEUILLADE 54, av. de la Motte-Picquet, Paris (16), 42-55-54-55. Poteau comptant 15^e, 7^e arr., immeuble même occupé.
- 6^e VUE SUR SEINE**
SUR QUAI
Imm. meubl. 300 m², 10 chbrs, 7.500.000 F. 42-55-54-55.
- ACHETONS tout immeuble vide ou occupé même avec gros travaux, Paris et proche banlieue. Intermédiaires sollicités. OFP 48-97-48-48, 51, rue Nord-Azzard, 93 Bagneux.**

immobilier information

- Informations sur différents types de locaux, études au 6^e P., plans, permis de construire, permis d'urbanisme, etc. Nous ne sommes ni agences ni marchands de biens, mais une association sans but lucratif. Entre APPEL 78, 7, r. Sainte-Anne, 75001 Paris. Hébergement assuré à tout courtier sérieux.
- villas**
PARC DE SCEAUX
Maison de 5 P., 4 chbrs, bain, terrasse, jard., exceptionnel. 1.870.000 F. 48-61-32-11.
- CHARENTILLY (80)** La Lys, 2000 m², 10 chbrs, piscine, salle de sport, 2 chbrs, cheminée, s.d.b., entr., conv., garage, 1.200 m² pavill., 550.000 F. Urgent. 48-34-13-18.
- châteaux**
CHATEAU MARAS
Cours de dépendances (dépendances par sang arabe) 20 ha - 3.800.000 F. Agence de l'Est, 24220 BEYNAZ. Tél. : 16 (53) 28-42-98.
- bureaux**
Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, téléx CONSTITUTION STES
ASPAC 42-93-60-50-4.
- VOTRE SIÈGE SOCIAL**
Constitution de société et tous services. 43-55-17-50.
- ÉTOILE - GEORGE-V**
Luxe direct. 1 bureau + 1 dore imm. stand. 45-63-17-27.
- fonds de commerce**
Locations
A céder ou gérance libre, boutique de cycles, cyclomoteurs et accessoires. Agence Paupère Paris. Cause double emploi. Emplacement idéal, cave, atelier, deux boîtes, appartement, pièces. Avec ou sans stock. Rens. 47-00-27-47.

formation professionnelle

L'ÉCOLE NEUCHÂTELOISE DE SOINS INFIRMIERS PSYCHIATRIQUES, 2074 MARIN, NEUCHÂTEL (SUISSE), tél. 038-33-51-51, engage des élèves infirmiers en psychiatrie. Début des cours : 6 octobre 1986. Formation rétroactive, durée 3 ans. Scolarité demandée : 100 F. Stage préalable : 3 mois. Délai d'inscription : 15 mars 1986.

DEMANDES D'EMPLOIS

Publitéch 1986 cherche poste en crèche collective ou familiale ou centre P.M. Préférence 94 ou départements voisins. Libre de suite. Tél. 48-58-22-04.

Jeune femme CAP comptabilité recherche emploi

SECRÉTAIRE COMPTABLE

banlieue Est (Chelles, Logny) ou proche Gare de l'Est. 858. Service sous le n° 8. 858. 5, rue de Montesson, Paris-7.

automobiles

de 8 à 11 C.V.
Mercedes 190 D mars 85, 21.000 km, boîte 5, direction assistée. Prix 110.000 F. Tél. 46-77-14-30.

locations non meublées offres

Paris
POMPE BEAU STUDIO
3.000 F. 45-26-11-24.

Région parisienne

CHARENTILLY
dans très agréable résidence confort, moderne, entre GARE et CENTRE VILLE
Loyers selon les surfaces
3 P., 2.700, 4.200, 4.900 F + ch., 4 P., 5.750 et 6.800 F + ch., 5 P., 6.800 F + charges
AVEC CAVES ET PARKING
Tél. 46-22-08-02
ou sur place voir le gérant 21 bis, AVENUE AUMONT

locations non meublées demandes

Région parisienne
Etude cherche pour cadres sites tout bord. Loyer garanti. (1) 48-58-58-58, 42-55-54-55.

AGRICULTURE

SOIXANTE-QUATRE PAYS A LA CONFÉRENCE DE PARIS SUR LA FORÊT

La France proposera un accroissement de l'aide pour l'« Afrique sèche »

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, de nombreux ministres de l'Agriculture et de l'Environnement ont répondu à l'invitation lancée par M. Mitterrand pour la conférence internationale sur l'arbre et la forêt, baptisée Silva, qui se tiendra à Paris du 3 au 7 février (1). Vingt pays industrialisés, vingt-sept pays africains et cinq organisations internationales sont attendus en tant que participants : dix-sept autres pays, d'Europe de l'Est notamment, et vingt-trois organisations seront observateurs.

Par la permanence de l'action qu'elle sollicite, la forêt est une affaire d'Etat. En Europe, elle est menacée par la pollution et les maladies, dans l'Afrique sèche, elle disparaît sous la pression des besoins en bois de feu. Pour « ne pas être seulement une conférence de plus », celle-ci, a indiqué M. Souche, ministre français délégué à l'Agriculture et à la forêt, a voulu se limiter à ces deux aspects, sans méconnaître les problèmes des forêts tropicales humides d'Afrique, ceux de l'Amérique latine ou de l'Asie du Sud-Est. Cette limitation volontaire s'explique par le souci d'aboutir à des résultats concrets.

En premier lieu, la conférence se terminera par un appel solennel pour une mobilisation politique en faveur de la protection de l'arbre et de la forêt. Les autres mesures seront des engagements bilatéraux ou par groupes de pays, en faveur d'un accroissement de la recherche pour la lutte contre les incendies dans le pourtour méditerranéen, pour la lutte enfin contre les pollutions transfrontières. Sur l'ensemble de ces points, la France doit faire des propositions, notamment sur l'augmentation de l'aide affectée à la reforestation de l'Afrique.

Cette conférence internationale sera précédée, les 3 et 4 février, par une rencontre préparatoire au niveau des techniciens. Toutefois, dans le même temps, se déroulera à l'Assemblée nationale un autre colloque, organisé celui-ci par un ensemble d'associations de défense de l'environnement, dont les Amis de la Terre. Conscients de la déforestation, ce colloque, qui devrait être ouvert par M. Bouchard, ministre de l'Environnement, se présente

plus comme une interpellation des responsables politiques par des techniciens et des militants de l'écologie. Une résolution sera remise à M. Mitterrand.

Enfin, les syndicats CFTD et CGT de l'Office national des forêts, hostiles à la politique forestière et aux réformes imposées à l'Office, ont choisi de manifester, le 5 février, jour d'ouverture de la conférence internationale.

J. G.

(1) « Le Monde Sciences » publiera dans l'édition du 5 février un dossier consacré à la recherche forestière, en liaison avec le développement de la forêt européenne et la déforestation.

Les manifestations de la FNSEA

« POUR QU'ON NE NOUS OUBLIE PAS DANS LA TOURMENTE POLITIQUE », déclare M. Guillaume

« Que ce soit la gauche ou la droite qui gagne les prochaines élections, il n'y a qu'une politique agricole valable, celle que nous préconisons », a lancé, à la tête de ses troupes, M. François Guillaume, président de la FNSEA, au cours de la manifestation qui s'est déroulée, mercredi 29 janvier à Casca (Calvados), quelques douze mille agriculteurs venus des cinq départements normands. Ce rassemblement, qui s'est déroulé dans le calme, faisait suite à celui d'Amiens, le 21 janvier.

La FNSEA et son président appellent, en effet, les agriculteurs à se mobiliser avant les négociations de Bruxelles sur les prix agricoles et avant les échéances électorales. « Il est absolument indispensable », a déclaré M. Guillaume, que nous nous manifestions parce qu'on risque de nous oublier, surtout dans la tourmente politique qui se prépare ».

Alors qu'à Bruxelles, la Commission s'apprête à proposer un gel des prix agricoles, M. Guillaume estime à 5 % la hausse moyenne nécessaire, sans compter l'augmentation qui résulterait de la suppression des montants compensatoires monétaires.

CONSUMMATION

M^{me} Prince se rebiffe... !

M^{me} Prince n'est pas contente du tout. Dans une lettre publicitaire d'une société de vente par correspondance, à laquelle elle a déjà acheté quelques bricoles, n'est-elle pas le paragraphe suivant : « C'est maintenant officiel : M^{me} Prince, de Paris, vient de gagner les 25 millions de centimes mis en jeu dans le grand tirage gratuit de France Direct Service, société de vente par correspondance bien connue. C'est au cours d'une petite manifestation qui s'est déroulée 13, place des Héroldes, que M^{me} Prince, très émue et entourée de ses parents et amis, a reçu des mains de M. P. Chatelet, directeur, son chèque de 250 000 F ! Avant de laisser échoir sa joie, M^{me} Prince a remercié très chaleureusement la direction de France Direct Service, et nous a confié que, jusqu'à ce que cette fabuleuse somme de 25 millions de centimes lui soit remise, elle n'y croyait pas ! »

Elle n'y croit toujours pas, car elle n'a rien reçu du tout, et elle est indignée. Si elle nous a téléphoné, c'est que, dans la suite de ce courrier publicitaire « personnalisé », elle a lu : « Est-ce vous qui aurez les honneurs du journal Le Monde ? »

« Ils n'ont pas le droit d'écrire des mensonges de ce calibre. Rien de ce qu'ils écrivent n'est vrai. Il n'y a pas eu de tirage, il n'y a pas eu de petite fête, il n'y avait pas mes parents et mes amis, et je ne sais même pas où est la place des Héroldes ! Là, ils vont trop loin. Ils n'ont pas le droit de se servir de mon nom. Je ne vais pas laisser passer ça ! »

M^{me} Prince, qui est comptable dans une petite entreprise parisienne de broderie, a écrit au Bureau de vérification de la publicité (BVP) (1). Là ! Au BVP, on est au courant de cette histoire de France Direct Service (FDS) : il y a trente-quatre dossiers suivis depuis le 1^{er} janvier, et le service compétent reçoit chaque jour des coups de téléphone. Mais le BVP n'est pas directement concerné.

Il ne s'agit pas à proprement parler de publicité, mais de promotion directe par voie postale (ou « mailing », comme disent les publicitaires). Et France Direct Service n'est pas membre du BVP. On ne peut donc l'exclure... Tout ce qu'a pu faire le BVP, c'est un communiqué intitulé « Millionnaires : les espoirs déçus », incitant les entreprises qui organisent des loteries à être plus rigoureuses. Si l'affaire va en justice, le BVP se portera partie civile, bien sûr.

Au reste, la réaction de M^{me} Prince ne se fait pas jour auprès du seul BVP. Un appel de l'Union féminine civique et sociale (UFGS) (2) de Laval (Mayenne) a été publié dans une des revues de l'Institut national de la consommation, « Consommateurs - Actualités », pour recueillir des témoignages d'éventuelles victimes de FDS (non-livraison d'articles commandés, par exemple). Les dames de l'UFGS de Laval sont très surprises : une dizaine de lettres seulement pour des problèmes de livraisons, mais plus d'une centaine émanant de clients qui auraient gagné, chacun 25 millions de centimes et qui n'apprécient pas le plaisir.

Une conclusion s'impose, que devraient méditer les entreprises de vente par correspondance : les Français n'aiment pas qu'on se serve de leur patronyme pour raconter des histoires qui font à tort rêver les autres. Alors, comme M^{me} Prince, ils se rebiffent.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Le BVP est un organisme tripartite qui veille à l'application des règles déontologiques de la publicité. Il regroupe associations, médias, agences de publicité et des représentants de l'Institut national de la consommation, 5, rue Jean-Mermoz, Paris-8^e. Tél. : 42-59-89-45.

(2) 6, rue Béringier, Paris-3^e. Tél. : 42-72-19-18.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - Obligations à taux variable août 1982.

Les intérêts courus du 17 février 1985 au 16 février 1986 sur les obligations SAPAR à taux variable août 1982 seront payables, à partir du 17 février 1986, à raison de F 528,00 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de F 58,67 (montant global : F 586,67).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 87,96, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit F 5,86 faisant ressortir un net de F 434,18. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 15.30 % janvier 1983.

Les intérêts courus du 7 février 1985 au 6 février 1986 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 15.30 % janvier 1983 seront payables, à partir du 7 février 1986, à raison de F 688,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de F 76,50 (montant global : F 765,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 114,70, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit F 7,65 faisant ressortir un net de F 566,15. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations janvier 1984 - 13.70 %.

Les intérêts courus du 6 février 1985 au 5 février 1986 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie à taux révisable janvier 1984 seront payables, à partir du 6 février 1986, à raison de F 539,10 par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source d'un montant de F 59,90 (montant global : F 599,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 89,81, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit F 5,99 faisant ressortir un net de F 443,30. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

TAUX RÉVISABLE, SOIT 11,98 % pour 1986.

Les intérêts courus du 6 février 1985 au 5 février 1986 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie à taux révisable janvier 1984 seront payables, à partir du 6 février 1986, à raison de F 539,10 par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source d'un montant de F 59,90 (montant global : F 599,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 89,81, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit F 5,99 faisant ressortir un net de F 443,30. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé que, application de l'article 94 - 2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les deux emprunts ci-dessus mentionnés ne sont pas matérialisés par la création de titres ; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'AFRIQUE DU NORD

(SIAN)
Société anonyme
au capital de 250 000 F
RC Marseille 62 B 552

Pour permettre aux actionnaires ou à leurs ayants droit actuels de faire valoir leurs droits, le conseil d'administration de la société demande à tous les actionnaires qui ne se sont pas encore fait connaître depuis la notification de la convocation de se manifester le plus rapidement possible en écrivant au Cabinet Jean-Paul Foucault, conseil juridique, 73017 Paris, en précisant le nombre et le numéro des actions dont ils sont détenteurs.

DOCKS DE FRANCE

Les recettes consolidées provinciales, toutes taxes comprises, du groupe Docks de France, se sont élevées à 19 795 millions de francs pour l'exercice 1985. Ce chiffre inclut les recettes de L'Champ Food Stores, consolidées pour la première fois.

Le taux de progression sur 1984, calculé à partir des chiffres en millions de francs pour les filiales étrangères, est de 10,8 %, dont 6 % à périmètre de consolidation constant.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIEJEUX (CFDV)

Le conseil d'administration de la Compagnie Financière Delmas-Viejeux, société holding du groupe Delmas-Viejeux, réuni le 28 janvier 1986 sous la présidence de M. Tristan Viejeux, a examiné les comptes provisoires de l'exercice clos le 31 décembre 1985, qui font ressortir un résultat bénéficiaire de l'ordre de 33 millions de francs, en progression de 10 % environ sur le bénéfice de l'exercice précédent.

Afin de pouvoir donner aux actionnaires l'information la plus complète sur les sociétés du groupe, il a été décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le 26 juin 1986.

Sous réserve que les comptes définitifs qui seront arrêtés par le prochain conseil confirment le niveau du résultat provisoire, il sera proposé la mise en distribution d'un dividende de 41 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 20,50 F donnant un revenu global de 61,50 F par titre (contre 57 F en 1984).

Entre-temps, sur la base des comptes provisoires certifiés par les commissaires aux comptes, le conseil d'administration a décidé la mise en paiement - à compter du 11 février 1986 - d'un acompte sur dividende de 20 F par action, donnant droit à un avoir fiscal de 10,8 F, qui s'imputera sur le dividende global décidé par l'assemblée générale.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 12.50 % (Ex-9 %) 1963.

Les intérêts courus du 10 février 1985 au 9 février 1986 sur les obligations Electricité de France 12.50 % (Ex-9 %) 1963 seront payables, à partir du 10 février 1986, à raison de 35 F par titre de 280 francs nominal, contre détachement du coupon n° 23 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 4,20 F (montant global : 39,20 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,60 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,39 F faisant ressortir un net de 29,01 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « B », « A » et « D » sont respectivement remboursables depuis les 10 février 1969, 1975 et 1981.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 5.75 % 1966

Les intérêts courus du 25 février 1985 au 24 février 1986 sur les obligations Electricité de France 5.75 % 1966 seront payables, à partir du 25 février 1986, à raison de 20,70 francs par titre de 400 francs nominal, contre détachement du coupon n° 20 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 2,30 F (montant global : 23 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,44 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,23 F faisant ressortir un net de 17,03 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les obligations d'une valeur nominale de 400 F sur lesquelles est portée la mention série « A », et qui n'ont pas fait l'objet d'une demande de remboursement au 25 février 1986, seront remboursables à 480 F (prix d'émission 400 F + prime de remboursement de 80 F) le 25 février 1986, coupons n° 21 au 25 février 1987 et suivants attachés.

Il est rappelé que les titres de la série « C » sont remboursables depuis le 25 février 1976, au taux de 440 F.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 6.25 % février 1967

Les intérêts courus du 20 février 1985 au 19 février 1986 sur les obligations Electricité de France 6.25 % février 1967 seront payables, à partir du 20 février 1986, à raison de 22,50 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 19 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 2,50 F (montant global : 25 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,74 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,25 F faisant ressortir un net de 18,51 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D », « C », et « B », « F » sont respectivement remboursables depuis les 20 février 1972, 1977 et 1982.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8.50 % février 1971

Les intérêts courus du 1^{er} février 1985 au 31 janvier 1986 sur les obligations Electricité de France 8.50 % février 1971 seront payables, à partir du 1^{er} février 1986, à raison de 34,42 F par titre de 450 F nominal, contre détachement du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 3,93 F (montant global : 38,25 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,73 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,36 F faisant ressortir un net de 28,31 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A partir de la même date, les obligations restant en circulation cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 450,01 F (décaissement de coupon).

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8.50 % janvier 1972

Les intérêts courus du 3 février 1985 au 2 février 1986 sur les obligations Electricité de France 8.50 % janvier 1972 seront payables, à partir du 3 février 1986, à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 4,25 F (montant global : 42,50 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,37 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,42 F faisant ressortir un net de 31,46 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

- NOTA -

En application de la loi du 30 décembre 1981 - article 94, alinéa II et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

- Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit : le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital), sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux ;
- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) ;
- Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux caisses des comptes directs du trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berni, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques d'Alsace, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques de France et toutes les Banques populaires de France ainsi que chez tout autre intermédiaire habilité.

Laquelle de ces 9 innovations financières n'a pas été signée par Paribas ?

- Les émissions avec droit de priorité,
- La première émission d'obligations à option d'échange contre des actions d'une autre société,
- La première émission d'obligations convertibles à tout moment,
- Le premier emprunt « à fenêtres »,
- Les émissions à libération échelonnée,
- Les obligations à bons de souscription d'actions émises par une société française filiale d'un groupe étranger,
- Les obligations à option d'échange en actions à dividende prioritaire,
- Les obligations remboursables impérativement en certificats d'investissement privilégiés (ORCIP),
- La première émission d'actions à bons de souscription d'actions ?

1^{er} Sicaev en 1984 ? De la 1^{re} Sicaev de Trésorerie monétaire en 1982 ? De la 1^{re} Sicaev de Trésorerie au profit des Associations en 1982 ?

PARIBAS
Direction Financière
Tél. : 42-98 13 84

Tout ces innovations, vous les connaissez. Mais savez-vous quelles ont toutes été lancées par Paribas ?

Leur but : Innover pour participer au développement de l'économie nationale et pour apporter aux entreprises les dernières techniques de l'ingénierie financière.

Paribas innove aussi pour le grand public. Savez-vous que Paribas a participé à la création de la



PARIBAS, INNOVATEUR FINANCIER

هكذا من الأصل

Le Monde

LA CONDAMNATION A MORT D'UN DIRIGEANT COMMUNISTE THAILANDAIS L'ancien « Robin des Bois » d'une cause défaite

De notre correspondant

Bangkok. — Le procès intenté au militant communiste Surachai Sae Darn, s'est achevé mercredi 29 janvier. Accusé du meurtre d'un policier, Surachai a été condamné à mort par une cour militaire.

Rebelle depuis toujours, ancien réparateur de radio, excellent orateur, Surachai, bien que n'occupant pas de fonctions précises au sein du Parti communiste thaïlandais (PCT), était sans doute l'un de ses membres les plus connus, voire les plus populaires. Avant de rejoindre le PCT, clandestin, en 1978, il avait pris la tête de nombreuses manifestations dirigées contre les abus du pouvoir central dans le Sud, dont il était originaire.

La réputation de « Robin des Bois » du PCT lui était venue de l'attaque d'un train dans la région méridionale de Surat-Thani, en 1979. Le coup avait rapporté aux communistes plus de 1 million de bahts (environ 300 000 francs). Fier de cet exploit, qu'il narrait avec plaisir aux journalistes venant le trouver dans son camp fortifié, Surachai, en revanche, toujours nié être responsable de la mort du policier tué au cours de l'assaut.

En 1981, il fut invité par le gouverneur de la province de Surat-Thani à participer à des négociations, destinées en principe à mettre fin à la lutte fratricide à laquelle se livraient depuis des années communistes et forces gouvernementales. Les

discussions furent courtoises jusqu'au moment où, par surprise, des soldats vinrent arrêter Surachai et ses deux compagnons, à qui avait été garanti le libre passage.

Jugé une première fois par un tribunal militaire, il fut condamné à vingt-trois ans de prison pour rébellion. Le second procès, qui vient de s'achever, portait sur sa responsabilité dans la mort du policier.

Au cours de ces dix dernières années, seuls deux communistes ont été condamnés à la peine capitale. Chaque fois, la sentence, sur ordre du palais, fut commuée en prison à vie. Condamné par un tribunal militaire, Surachai n'a, pour seul recours, qu'une « pétition » adressée au roi.

Le Parti communiste, qui, à partir de 1976, rassemblait plus de dix mille hommes armés, opérant surtout dans les provinces du Nord, du Nord-Est et du Sud, s'est effondré après 1979, victime à la fois de ses positions provinciales, de ses querelles internes, de son refus de considérer les transformations de la société thaïlandaise et de la nouvelle politique des autorités. A la lutte armée, le gouvernement du général Prem a, en effet, préféré la séduction. Les appels du gouvernement, assortis de promesses d'amnistie, ont provoqué des défections massives. Selon les autorités, à peine quelques centaines de militants poursuivent encore aujourd'hui une lutte armée qui apparaît chaque jour plus désespérée.

J. B.

TROIS CONSTRUCTEURS EUROPÉENS LANCENT UNE OPA PARTIELLE SUR WESTLAND

Londres (AFP). — Les trois membres non britanniques du consortium européen en compétition avec la firme américaine Sikorsky, associée à Fiat, pour le sauvetage du constructeur d'hélicoptères britanniques Westland, ont lancé, le mercredi 29 janvier, une OPA (offre publique d'achat) partielle de 16,4 millions de livres sur 25 % des actions de la société.

Aérospatiale (France), Agusta (Italie) et Messerschmitt-Bölkow-Blohm (RFA), associés dans cette offre à la Lyons Merchant Bank, cherchent ainsi à s'assurer une participation d'au moins 50 % dans Westland. L'offre est de 130 pence par action, soit 20 pence de plus que leur cours de Bourse actuel.

Destinée avant tout aux petits actionnaires de Westland, elle n'est valable que si les porteurs d'au moins 20,2 % du capital actions l'acceptent avant le 8 février.

Les membres britanniques du consortium, qui ne se sont pas joints à l'offre, sont British Aerospace et GEC.

La date choisie précède de quatre jours la nouvelle assemblée des actionnaires de Westland, qui doit se prononcer à la majorité simple sur le plan d'investissement de 35,5 millions de livres proposé par Sikorsky-Fiat. Si le consortium européen réussit à obtenir plus de 50 % des voix à la prochaine assemblée, il pourra bloquer la proposition Sikorsky-Fiat, la seule qui ait été présentée aux actionnaires par la direction de Westland.

La campagne à la radio et à la télévision

TOUJOURS PAS D'ACCORD ENTRE LES GROUPES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le PC, le PS, le RPR, l'UDF n'ont toujours pas pu se mettre d'accord sur la répartition des cent quatre-vingt minutes dont ils disposent à la télévision pendant la campagne officielle des élections législatives (le Monde du 21 janvier). Après six heures de réunion le mercredi 29 janvier, le bureau de l'Assemblée nationale, élargi aux présidents des quatre groupes, s'est séparé sans avoir tranché entre les positions des uns et des autres.

Assez rapidement, les socialistes ont accepté que le temps de parole des communistes soit pris sur les quatre-vingt-dix minutes réservés par la loi aux représentants de la majorité, alors que les représentants du PC refusaient d'être ainsi catalogués. Mais aucun accord n'a pu être trouvé sur la répartition du temps octroyé à chacun des deux camps, le PC, soutenu par la droite, souhaitait que chacune des quatre formations disposant d'un temps de parole égal.

Les socialistes refusaient cette solution en arguant que, depuis 1967, cela n'avait jamais été fait et que c'était d'ailleurs contraire à la loi, qui prévoit une répartition tenant compte « notamment » des effectifs des groupes à l'Assemblée nationale.

Les membres du PS ont refusé un vote — ils étaient d'ailleurs minoritaires au sein de ce bureau élargi — préférant, ont-ils dit, aboutir à un consensus.

Ils ont aussi refusé l'ultime proposition des communistes qui donnaient quarante minutes au PC et cinquante minutes au PS. Si aucun accord n'est trouvé au sein des instances de l'Assemblée nationale, les émissions de propagande officielle ne pourront pas avoir lieu.

(Publicité)

CESSATION ACTIVITÉ

Dans l'impossibilité d'approvisionner ses stocks dans l'art et la tradition du vrai tapis d'Orient, Atighetchi vend en totalité sa merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans. Sur tous ses tapis, en majorité de Perse et du Caucase, exposés sur 700 m² dans sa galerie, une remise de 50 % vous sera consentie cette semaine...

Atighetchi

50% SUR TAPIS D'ORIENT

4, rue de Penthièvre
8^e. M^o Miromesnil
10 h à 19 h, même le samedi. 42.65.90.43

LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE LA CGT Peu de perturbations, mais des coupures de courant dans l'Ouest parisien

La Journée nationale d'action de la CGT, ce jeudi 30 janvier, pour rendre « inviolable » le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, entraînera en début de journée peu de perturbations. Seul point noir : à 8 h 30, la direction d'EDF observait pour la production une pointe à 49 000 mégawatts, soit une baisse de 8 300 MW. L'équilibre entre la production et la consommation était assuré et ne devait pas entraîner de déstabilisation. Mais des coupures de courant ont touché 30 000 à 40 000 clients d'EDF dans l'Ouest parisien (16^e, 17^e, 15^e, une partie des 7^e et 8^e arrondissements), aussi bien des particuliers que des entreprises.

A la SNCF, les perturbations étaient très faibles. Le trafic était normal sur l'ensemble des grandes lignes. Il en était de même sur la banlieue, à l'exception de la ligne C du RER (Saint-Quentin-en-Yvelines-Brétigny) où le trafic est passé dans la matinée de deux trains sur trois à trois trains sur quatre. Des perturbations étaient observées sur les dessertes omnibus régionales de l'Ouest, du Sud-Ouest et de Marseille. A la RATP, le trafic était

normal sur le métro et le RER, mais les directions de la SNCF et de la RATP avaient décidé préventivement de former l'interconnexion de la ligne B du RER à la gare du Nord, obligeant les voyageurs à changer de train. A 7 h 30, le trafic des autobus était assuré à 99,23 %.

A la régie Renault, la CGT avait lancé plusieurs appels à des débrayages, notamment dans les usines de Billancourt, Le Mans, Cergy-Pontoise, Rueil-Malmaison, Saint-Ouen, Orléans, Cléon, Dreux. Aucun arrêt de travail n'était prévu à Choisy, à Grand-Couronne et à Sandouville. A Douai, l'usine était en chômage économique jeudi, mais un rassemblement était prévu. La CGT affirme avoir réuni plus de 7 000 signatures à Billancourt sur sa pétition nationale contre la flexibilité et 6 000 à Flins (où une délégation de cinquante personnes devait participer à la manifestation parisienne à partir de 11 h de l'Opéra à la République). A Cléon, le débrayage de deux heures était suivi par 6,04 % du personnel du matin (avec 8,36 % de grévistes pour les 2 032 salariés travaillant en équipe).

La vente du Progrès de Lyon

LE GARDE DES SCEAUX DE- MANDE LA LEVÉE D'IMMUN- ITÉ PARLEMENTAIRE DE M. ROBERT HERSANT

M. Robert Hersant, garde des sceaux, a fait transmettre, le mercredi 29 janvier, par le ministère des relations extérieures, une demande de levée d'immunité parlementaire pour M. Robert Hersant, auprès de la présidence du Parlement européen. La commission juridique de l'assemblée de Strasbourg sera saisie du dossier, qui devra ensuite être soumis à un vote en session plénière. L'examen de cette demande devrait donc prendre entre trois et six mois.

Jusqu'à présent, le Parlement européen n'a accepté de lever l'immunité de ses membres que lorsqu'il était accusé d'un délit ou crime de droit commun.

Le parquet et la chancellerie ont ainsi choisi entre deux thèses. L'une faisait valoir le flagrant délit, ce qui dispense de demander la levée de l'immunité parlementaire. Elle était soutenue notamment par la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) (le Monde du 24 janvier) et avait la faveur, semble-t-il, de juge d'instruction chargé du dossier, M. Claude Grellier. Celui-ci a demandé au parquet de lui donner son avis sur ce point. Le parquet n'a pas répondu.

Mais la demande de levée d'immunité parlementaire — l'autre thèse — est une réponse implicite, le juge se retrouvant alors seul pour une éventuelle inculpation au titre de la loi sur la presse. La FFSJ, pour sa part, « constate avec regret que la chancellerie a pris une décision unilatérale ».

Sept lunes d'Uranus portaient les noms des astronautes décédés. Les images enregistrées par la sonde américaine Voyager-2 lors de son passage, vendredi 24 janvier, au voisinage d'Uranus ont révélé l'existence d'un onzième anneau gravitant autour de la planète géante, qui se présente, selon la Nasa, comme une nappe diffuse de particules. En outre, l'Américain Bill Nelson, un démocrate de la Chambre des représentants, qui a récemment participé à une mission d'une semaine spatiale, a proposé que sept des lunes qui viennent d'être découvertes autour d'Uranus portent les noms des sept astronautes qui ont péri dans l'explosion de Challenger.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (84.8)
à Limoges (102.1 MHz)
à Toulouse (88.6 MHz)

JEUDI 30 JANVIER

« Le Monde » reçoit
ROGER FRESSOZ
Directeur
du « Canard enchaîné »
avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 31 JANVIER
ANDRÉ FONTAINE
Directeur du « Monde »
sera
Face au « Monde »
avec LAURENCE PIVOT

LE MAUVAIS TEMPS SUR LA FRANCE

60 000 abonnés privés d'électricité dans le Massif Central

La tempête de neige qui s'est abattue sur le Massif Central la nuit de mardi à mercredi a entraîné de nombreuses perturbations pour la circulation routière, les communications téléphoniques et surtout l'approvisionnement en électricité.

A la suite de la rupture de plusieurs lignes à haute tension et la chute de quelques pylônes sous le poids d'une neige particulièrement « collante », quelque 62 000 personnes ont été privées d'électricité dans le sud de l'Ardèche, le nord du Gard et la Lozère.

Dans plusieurs hôpitaux de l'Ardèche, notamment au Cheylard et à Largentière, la température est descendue mercredi au-dessous de 15 degrés. Le préfet du département a dû déclencher le plan « Secours-urgence », qui prévoit la réquisition des groupes électrogènes disponibles dans les entreprises.

De son côté, EDF a mobilisé deux hélicoptères et plusieurs centaines d'agents pour tenter de rétablir le courant. Dans la journée de mercredi, 5 000 des 9 000 abonnés privés d'électricité ont pu être raccordés au réseau, et 17 000 abonnés ardéchois sur les 53 000 en panne.

Ce mauvais temps, qui n'est pas attendu en janvier, souligne une fois de plus la vulnérabilité du réseau de distribution d'EDF, dont les pylônes et les câbles obéissent en cas de pluie givrante ou de neige collante. Le 14 janvier dernier, le jour même où la centrale Superphénix était coupée au réseau, une banale tempête sur la Manche déclenchait un court-

Sur le vif

Vandales

J'en ai marre des voleurs, des voyous, des loucheurs, mais alors vraiment marre. Vous savez ce qu'ils m'ont fait ? Ils ont brûlé ma maison, oui, ma jolie petite maison dans les pins en Bretagne, toute en bois, peinte en blanc. On l'avait depuis vingt ans. Et là, en une nuit, elle est partie en fumée. Pourquoi ? Pour rien. Deux gamins. Ils sont entrés par effraction. Ils ont pris une paire de jumelles et une bouteille de whisky. Et pour effacer leurs traces, leurs empreintes, ils ont mis le feu. C'est vraiment mélin ! Un truc à confondre tous les Maigret du coin. Vive la violence à la télé. Ça donne des idées.

Où qu'on aille, quoi qu'on fasse, dans ce pays de vandales, tout est saqué, bousillé ou piqué. Moi, là — je ne vous avais pas dit, mais bon, tant pis — je ne peux rien laisser dans mon bureau sans que ça disparaisse aussitôt. Un vrai moulin, ce journal, ouvert à tous les vents, le vent de la fauche. Et ces cabines téléphoniques béantes, hétéroclites, ces sacro-saints souliers, ces bagnoles forcées, ces trains saccagés ! Le patron de la SNCF en parlait l'autre jour au micro d'Europe 1.

Vous savez où ils passent, nos sous ? A remplir les trous de ses banquettes éventrées, de ses moquettes brûlées à la cigarette, à réparer, à nettoyer ses wagons sinistrés.

Ce finit par être exaspérant à la longue. Ça vous pousse à bout. Moi, hier, je suis surpris en adossé en train de bomber en énormes lettres fluo une cornière du genre « T'es une salope Charlotte » sur le mur d'un immeuble fraîchement ravalé. Soigneusement rangée au bord du trottoir, sa superbe moto, immaculée, nickelée, brisée. La rage m'a saisi. J'ai sorti mon bâton de rouge à lèvres et j'ai écrit « Pauvre con » sur son réservoir. Il se retourne, il me voit, il se fiche dans une de ces colères : Si c'est pas honteux de voir ça ! Ah ces vieux, ils se croient tout permis, ne respectant rien. Lâche ça tout de suite ou j'appelle les flics. C'est qu'il l'aurait fait, ce saleté !

Vous ne me croyez pas ? Vous avez raison, j'aurais jamais. Le coup de la maison, en revanche, c'est vrai. J'aurais préféré que ce soit le contraire.

CLAUDE SARRAUDE.

A Europe 1

M. BADINTER : « Si la droite revenait au pouvoir, elle ne pratiquerait pas une autre politique judiciaire »

Invité de l'émission « Découvertes » de Jean-Pierre Elkabbach, M. Robert Badinter, ministre de la justice, a affirmé, le mercredi 29 janvier, que « si la droite revenait au pouvoir, elle ne pratiquerait pas une autre politique judiciaire, ou, si elle en faisait une autre, cela ne changerait rien, ce ne serait qu'une sorte de gesticulation juridique, car les données de base sont les mêmes pour tout le monde ».

Le garde des sceaux a souligné qu'« il n'y avait aucune autre politique judiciaire que celle qu'il n'a menée depuis quatre ans et demi », une politique faite à la fois de « prévention pour s'attaquer aux sources et de répression, en particulier contre les formes de criminalité organisée ».

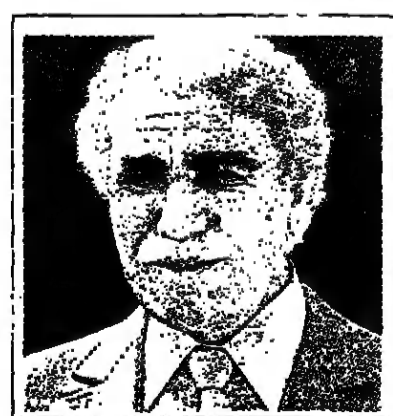
Interrogé par un auditeur qui l'avait appelé « Maître Badinter », le garde des sceaux a répondu : « J'ai perdu le titre d'avocat le 24 juin 1981, et je ne suis pas enclin à revenir au Palais dans les années à venir », ajoutant qu'il « faudrait au moins l'affaire Dreyfus pour qu'on [le] revole un jour en cours d'assises ».

« Il n'y a plus de peine de mort », a précisé M. Badinter. Et l'idée que des jurés, parce qu'ils auraient à mon égard un préjugé ou une passion politique, pourraient faire obstacle à celui qui se défendrait une peine qui serait trop élevée, que, en quelque sorte, ce serait lui qui acquitterait le prix de la position politique, ce serait pour moi une idée insupportable ».

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le mensuel du commerce international

L'EXPORTATION



Bilan et
perspectives
des relations
économiques
franco-
algériennes

France-Algérie
L'heure des choix

L'Exportation magazine

7, rue Gounod - 75017 Paris - 46.22.96.96 - Tél. 649 771 F

La diffusion en Algérie est assurée par le Ministère de l'Information auprès de tous les décideurs économiques du pays.

هكذا من الأصل